

2001

Les comptes des communes

synthèse nationale

Cet ouvrage présente les comptes 2001 des communes. Il a été réalisé à partir de l'exploitation exhaustive des comptes de gestion des communes de métropole et d'outre-mer tenus par les comptables du Trésor, receveurs municipaux.

* * *

L'année 2001 marque une étape importante dans le processus de renforcement de la coopération intercommunale auquel la loi n° 99-586 du 12 juillet 1999 a donné un nouvel élan.

Le cadre juridique et financier de cette loi a favorisé l'adhésion d'un nombre croissant de communes à des structures intercommunales et conduit de nombreux groupements à opter pour le régime de la taxe professionnelle unique (TPU).

En 2001, plusieurs grandes villes ont ainsi transféré aux groupements à fiscalité propre (GFP) une partie des compétences exercées jusqu'ici à l'échelon communal. Ce transfert de compétences s'est matérialisé par des transferts d'actifs d'une ampleur exceptionnelle.

La croissance des produits et des charges de fonctionnement reste modérée en 2001 : +1,1% pour les produits et + 1,7% pour les charges, contre + 0,5% en 2000. Les communes ont contenu la hausse des charges de personnel à 3,8% et stabilisé leurs achats et charges externes ainsi que leurs charges financières.

La structure de la fiscalité directe se modifie sous l'effet de la suppression progressive de la part salaires dans l'assiette de la taxe professionnelle et des nouveaux transferts de taxe professionnelle vers les groupements à TPU. Même si la part des impôts directs votés dans les ressources fiscales continue de décroître, cette baisse se trouve compensée par les versements de fiscalité des GFP aux communes membres ainsi que par les attributions de péréquation et compensation.

L'autofinancement se maintient dès lors à un niveau élevé : 9,7 milliards d'euros.

Malgré un léger fléchissement par rapport à 2000 (-1,1%), l'effort d'équipement des communes est resté soutenu en 2001. La forte progression de l'investissement direct en 2000 a entraîné des reports sur l'année 2001; en outre, les contraintes de mise aux normes européennes (en matière d'eau et d'assainissement, notamment) ont dynamisé les dépenses d'équipement.

Après une année 2000 en rupture avec les tendances dégagées au cours des dernières années, les communes retrouvent une capacité de financement en 2001 et réduisent leur dette à moyen et long terme de 255 millions d'euros.

Au delà de ces quelques éléments généraux, je souhaite que cette publication apporte aux lecteurs l'information la plus complète sur les comptes des communes. Mes services, soucieux d'élaborer une base documentaire aussi précise et exhaustive que possible pour l'étude de la situation économique et financière du secteur public local, se tiennent à votre disposition pour répondre à toute demande de précisions complémentaires et prendre en compte toutes suggestions et remarques sur ce document.

Jean Bassères

Directeur général de la comptabilité publique

sommaire

Présentation des communes

L'analyse des comptes des communes en 2001

Analyse du fonctionnement

Analyse de l'investissement

Analyse de l'équilibre financier

Tableaux de synthèse

Les comptes des communes de 1997 à 2001

Les données 2001 par strate démographique

La répartition fonctionnelle des dépenses 2001

L'évolution des comptes des communes par strate

Les communes en comptabilité nationale

Méthodologie et lexique

Méthodologie

Lexique

Présentation des communes

Les communes constituent la cellule de base des collectivités publiques françaises.

Par leur très grand nombre (36 681), elles représentent une réalité spécifiquement française au sein de l'Union européenne qui ne compte au total qu'environ 80 000 communes.

Les communes françaises sont, pour l'essentiel, de très petites collectivités : 87% des communes métropolitaines ont moins de 2 000 habitants et regroupent seulement un quart de la population.

La France compte plus de 21 000 communes de moins de 500 habitants : ainsi, près de 60 % du nombre total de communes concentrent moins de 8% de la population.

Jusqu'en 1999, cette situation n'était que partiellement compensée par l'adhésion des communes à des groupements à fiscalité propre.

L'année 2001 marque une étape importante dans le processus de renforcement de la coopération intercommunale auquel la n° 99-586 du 12 juillet 1999 a donné un nouvel élan.

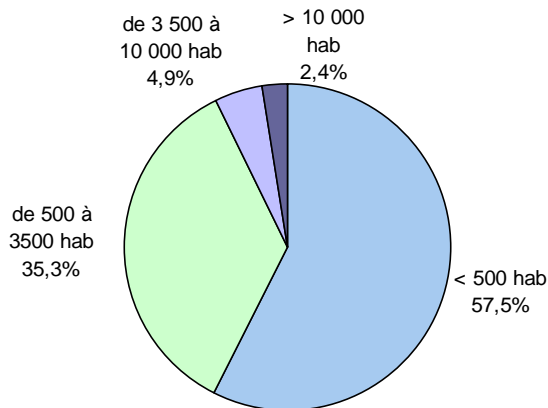
Le cadre juridique et financier de cette loi a favorisé l'adhésion d'un nombre croissant de communes à des structures intercommunales et conduit de nombreux groupements à opter pour le régime de la taxe professionnelle unique (TPU).

Recensement de 1999 (réactualisé des recensements complémentaires)

	Population (avec doubles comptes *)		Communes	
	Nombre	%	Nombre	%
MOINS DE 10 000 HABITANTS	30 456 388	50,8%	35 694	97,6%
moins de 250 habitants	1 791 051	3,0%	12 991	35,5%
de 250 à moins de 500 habitants	2 856 622	4,8%	8 020	21,9%
de 500 à moins de 2 000 habitants	10 503 833	17,5%	10 913	29,8%
de 2 000 à moins de 3 500 habitants	5 208 921	8,7%	1 990	5,4%
de 3 500 à moins de 5 000 habitants	3 350 990	5,6%	803	2,2%
de 5 000 à moins de 10 000 habitants	6 744 971	11,2%	977	2,7%
DE 10 000 A MOINS DE 20 000 HABITANTS	6 446 635	10,7%	461	1,3%
DE 20 000 A MOINS DE 50 000 HABITANTS	9 108 996	15,2%	300	0,8%
DE 50 000 A MOINS DE 100 000 HABITANTS	4 932 704	8,2%	76	0,2%
100 000 HABITANTS ET PLUS (hors Paris)	6 918 422	11,5%	35	0,1%
PARIS	2 147 857	3,6%	1	
TOTAL METROPOLE	60 011 002	100,0%	36 567	100,0%
DOM de moins de 10 000 habitants	283 632	16,8%	67	58,8%
DOM de 10 000 habitants et plus	1 400 970	83,2%	47	41,2%
TOTAL DOM	1 684 602	100,0%	114	100,0%
TOTAL METROPOLE + DOM	61 695 604	100,0%	36 681	100,0%

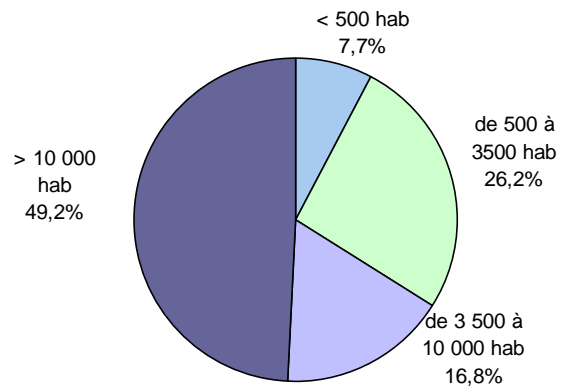
* La population avec doubles comptes comprend les personnes qui ont leur résidence personnelle dans la commune ainsi que les personnes vivant dans un établissement de la commune (militaires logés dans les casernes, élèves internes des lycées, par exemple) mais ayant leur résidence personnelle dans une autre commune.

Répartition des communes de métropole par strate démographique



57,5% des communes de métropole ont moins de 500 habitants

Répartition de la population par catégorie de communes



Les communes de métropole de plus de 10 000 habitants concentrent 49,2% de la population

La communauté d'agglomération est un nouveau type de GFP créé par la loi du 12 juillet 1999, appliquant obligatoirement le régime fiscal de la taxe professionnelle unique.

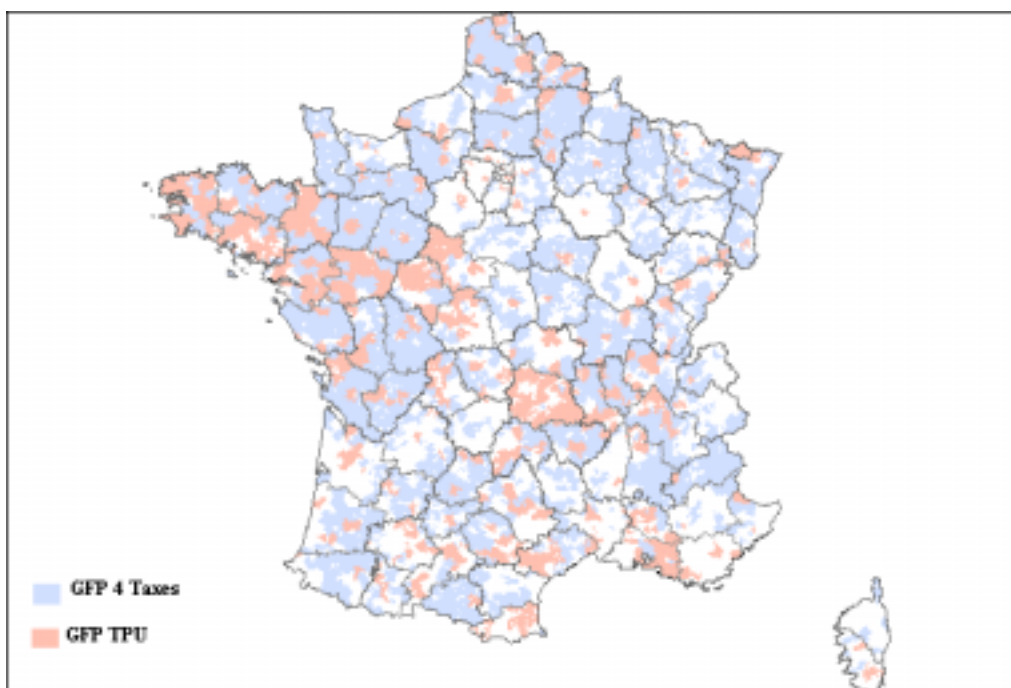
Elle regroupe plusieurs communes formant un ensemble de plus de 50 000 habitants d'un seul tenant et sans enclave, autour d'une ou plusieurs communes centres de 15 000 habitants. Toutefois, ce seuil géographique de 15 000 habitants ne s'applique pas lorsque la communauté d'agglomération comprend le chef-lieu de département.

En 2001, plus de 2 000 communes ont choisi d'adhérer à un groupement à fiscalité propre. Désormais, 2 communes sur 3 appartiennent à un GFP.

Plus de 20 000 communes, essentiellement rurales, regroupant 30% de la population, sont membres d'une communauté de communes.

Près de 1 500 communes, regroupant 18,6% de la population, appartiennent à une communauté d'agglomération : c'est deux fois plus qu'en 2000.

Cartographie des communes au 01/01/2001



L'analyse des comptes
des communes

en 2001

Analyse du fonctionnement

La croissance des produits et des charges reste modérée

Les charges de fonctionnement 2001 des communes s'élèvent à 56,3 milliards d'euros, en hausse de 6,5 % par rapport à 2000. Il convient toutefois de relativiser l'ampleur de cette variation, liée en grande partie à des opérations à caractère exceptionnel. L'année 2001 est en effet marquée par de nombreux transferts d'actifs aux GFP. En effet, dans le cadre de la loi relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale, plusieurs grandes villes, dont Marseille et Nantes, ont choisi de transférer aux communautés urbaines une partie des compétences exercées jusqu'ici à l'échelon communal. Ce transfert de compétences s'est matérialisé par le transfert d'une partie des actifs de ces communes. Ces opérations viennent gonfler le montant des charges exceptionnelles et des produits exceptionnels de l'exercice 2001. Elles n'ont toutefois pas d'impact sur le résultat de fonctionnement.

Si l'on neutralise l'incidence des cessions d'actifs, la hausse des charges de fonctionnement en 2001 est ramenée à 1,7%, contre + 0,5% en 2000.

L'impact de ces opérations de cessions se retrouve également au niveau des produits de fonctionnement qui atteignent 64,4 milliards d'euros en 2001. Hors cessions d'actifs, leur progression est limitée à 1,1%, contre + 0,5% en 2000.

Les charges de personnel augmentent de 3,8%

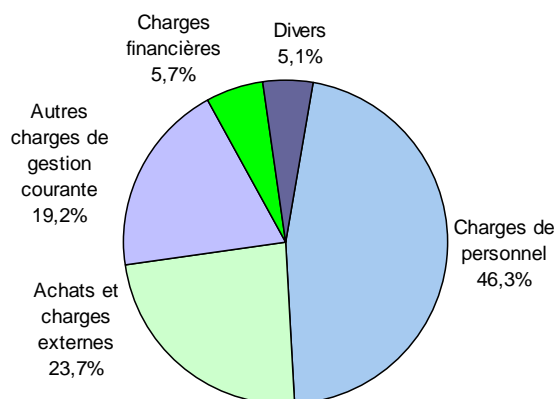
Les **charges de personnel** s'élèvent en 2001 à 24,2 milliards d'euros. Ces charges absorbent près de la moitié du budget de fonctionnement des communes. Leur poids relatif s'est renforcé d'1 point en 2001 : il représente désormais 46,3% du total des charges.

Pour la 2ème année consécutive, les charges de personnel progressent de façon modérée (+ 3,8%, contre + 3,6% en 2000) alors que leur croissance avait atteint 5,3% en 1999.

Seules les communes moyennes (de 500 à 10 000 habitants) enregistrent des taux de progression supérieurs à 5%.

A l'inverse, pour les villes de plus de 100 000 habitants la hausse est limitée à 2,6% en 2001.

Structure des charges 2001
(hors cessions d'actif)
52,4 milliards d'euros

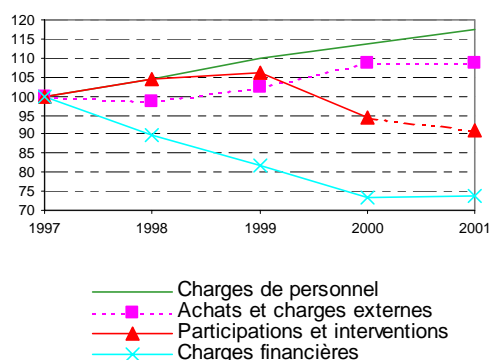


Plusieurs facteurs continuent de dynamiser ce poste de charges :

- le glissement vieillesse technicité (GVT) qui, du fait de l'avancement des agents de la fonction publique, majore automatiquement la masse salariale ;
- l'augmentation du point d'indice de la fonction publique en 2001 (+0,5% au 1er mai et +0,7% au 1er novembre) ;
- une nouvelle augmentation de 0,5 point du taux de cotisation employeur à la CNRACL ;
- le renforcement de la contribution des communes au dispositif « emplois jeunes ». Les dépenses engagées à ce titre (hors charges sociales) atteignent près de 452 millions d'euros en 2001, soit une hausse de 12,4% par rapport à 2000.

La hausse des charges de personnel en 2001 se trouve toutefois atténuée par les transferts de personnels communaux vers les groupements à fiscalité propre dans le cadre des transferts de compétences aux EPCI.

Evolution des charges courantes
(base 100 en 1997)



Les **achats et charges externes** qui constituent le deuxième poste de dépenses (23,7% du total des charges de fonctionnement) se maintiennent au même niveau que l'année précédente : 12,4 milliards d'euros. Ils évoluent en effet de -0,1% contre + 6,2% en 2000.

Cette stagnation s'explique par le recul des dépenses d'entretien et de réparation (- 2,5%) et des frais de publicité, publications, relations publiques (-7,8%) ; ces deux postes avaient fortement progressé en 2000.

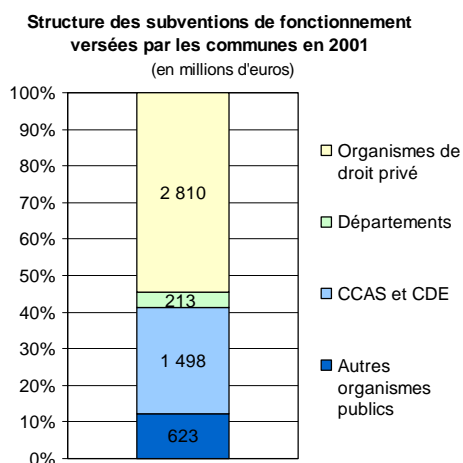
Le poids des **autres charges de gestion courante**, dans le total des charges de fonctionnement continue de décroître, passant de 19,9% à 19,2%.

Ce poste qui s'élève à 10,0 milliards d'euros en 2001, regroupe trois types de charges : les contingents et participations obligatoires, les subventions versées et les autres charges courantes non financières.

Les contingents et participations ne représentent plus que 3,2 milliards d'euros en 2001. La réforme des circuits de financement de l'aide sociale, prévue par la loi n° 99-641 du 27 juillet 1999 portant création d'une couverture maladie universelle, avait réduit de 30% le volume des contingents et participations en 2000. Ces derniers accusent une nouvelle baisse de 8,7% en 2001.

Les contingents d'aide sociale versés par les communes aux départements ont en effet été supprimés, l'enveloppe de DGF allouée à ce titre par l'État aux communes étant désormais directement attribuée aux départements.

Les communes ont versé 5,1 milliards d'euros de subventions de fonctionnement en 2001. Plus de la moitié de ces subventions bénéficie à des organismes de droit privé, un peu plus d'un quart aux centres communaux d'action sociale et aux caisses des écoles, le reste étant attribué aux départements et à d'autres collectivités et organismes publics.



Le volume des subventions d'investissement versées par les communes est beaucoup plus modeste : 583 millions d'euros en 2001.

Dans un contexte un peu moins favorable qu'en 1999 et 2000, le niveau des charges financières se stabilise à 3 milliards d'euros en 2001 (+0,3%), après plusieurs années consécutives de baisse (-10,2% en 1998, -7,9% en 1999, - 8,6% en 2000).

Contrairement aux années précédentes, l'encours de la dette à moyen et long terme des communes n'a pas diminué en 2000.

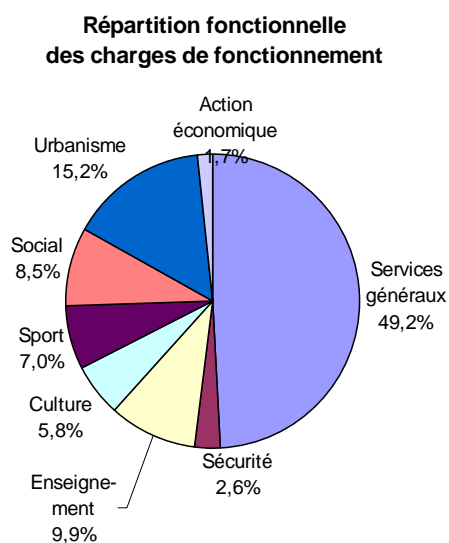
Toutefois, les communes de plus de 100 000 habitants dont l'endettement avait régressé de 4,7% en 2000 enregistrent une baisse de leurs charges financières de 3% en 2001.

Analyse fonctionnelle

L'analyse des charges de fonctionnement peut être affinée dans les communes de plus de 3 500 habitants qui sont tenues de présenter leur budget à la fois par nature et par fonction.

Les services généraux absorbent près de la moitié des crédits de fonctionnement, soit 19,2 milliards d'euros.

L'aménagement urbain est le secteur le plus fortement doté : il représente 15,2% du total des charges (hors cessions d'actif), soit près de 6 milliards d'euros. L'enseignement (9,9%) et l'action sociale (8,5%) occupent également une place privilégiée dans le budget de fonctionnement des communes.



La structure de la fiscalité directe se transforme

Les **ressources fiscales** s'élèvent à 32,9 milliards d'euros en 2001. Elles représentent 54,5% du total des produits de fonctionnement (hors cessions d'actifs) et progressent de 5,8% par rapport à l'année précédente.

Les **impôts locaux** qui avaient diminué globalement de 5,1% en 2000 connaissent un nouveau repli de 5,9% en 2001 ; ils s'élèvent désormais à 24,2 milliards d'euros.

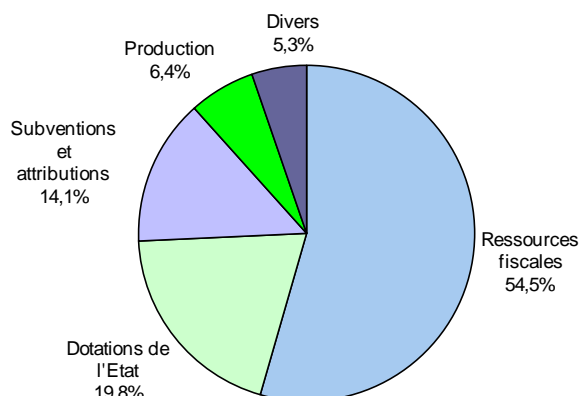
Cette évolution est liée à la taxe professionnelle qui subit une nouvelle érosion en 2001 de près de 2 milliards d'euros.

Ce recul, qui affecte plus particulièrement les communes de plus de 10 000 habitants, s'explique en premier lieu par la réforme de la taxe professionnelle instaurée par la loi de finances pour 1999, qui entre dans sa 3ème année d'application. La part « salaires » dans la base d'imposition de la taxe professionnelle fait depuis cette date l'objet d'un abattement fixe par contribuable et par commune selon un processus visant à la suppression totale de cette part en 2003. Le montant de cet abattement qui était de 15 245 € en 1999 puis de 45 735 € en 2000, est passé à 152 449 € en 2001.

La perte de recette fiscale consécutive à la réforme donne lieu à une dotation de compensation, laquelle sera intégrée à la DGF à partir de 2004.

Le recul de la taxe professionnelle dans les produits fiscaux votés par les communes s'explique en second lieu par le succès remporté auprès d'un nombre croissant de groupements par la formule de la taxe professionnelle unique.

Structure des produits 2001
(hors cessions d'actif)
60,4 milliards d'euros



La loi du 12 juillet 1999 relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale, a favorisé, par des mesures financières, l'adoption de ce régime fiscal.

En 2000, les communes avaient déjà transféré aux groupements fiscalisés près d'un cinquième du produit de la taxe professionnelle. En 2001, 2 416 nouvelles communes, qui avaient perçu 1,7 milliard d'euros au titre de la taxe professionnelle en 2000, sont désormais soumises au régime de la taxe professionnelle unique (TPU).

Sur ces 2 416 communes, 695 n'appartenaient à aucun groupement fiscalisé en 2000, 1 257 communes appartenaient à une communauté de communes 4 taxes, 409 communes à un district 4 taxes et 55 communes à une communauté urbaine 4 taxes.

Communes ayant transféré en 2001 leur taxe professionnelle à un groupement à fiscalité propre *				
Nombre de communes en 2000	Groupement à fiscalité propre 2000	produit TP 2000	Nombre de communes en 2001	Groupement à fiscalité propre 2001
		(en millions d'euros)		
204	hors GFP	450	532	communautés d'agglomération
174	communautés de communes	217		
154	districts	401		
532	total	1 069		
487	hors GFP	118	1 807	communautés de communes
1 083	communautés de communes	148		
237	districts	71		
1 807	total	337		
1	hors GFP	0,0	19	districts
18	districts	9		
19	total	9		
3	hors GFP	18,2	58	communautés urbaines
55	communautés urbaines	220		
58	total	238		
2 416	Total général	1 652	2 416	

* Sources : Direction Générale des Impôts
Direction Générale des Collectivités Locales

Avec plus d'1 milliard d'euros transféré, ce sont les communautés d'agglomération qui ont à nouveau bénéficié des transferts financiers les plus importants.

Dans les communes qui en 2000 étaient membres d'un groupement fiscalisé 4 taxes et qui ont adhéré en 2001 à un groupement à TPU, les taux des impôts ménages progressent plus vite que dans les autres communes. En effet, ces communes ont répercuté dans les taux 2001 la part qui revenait au groupement avant le passage en TPU. Cette mesure, qui n'affecte pas la pression fiscale sur le contribuable, permet néanmoins aux communes qui en bénéficient de dégager des ressources supplémentaires.

Sous l'effet de la réforme de la taxe professionnelle et de l'extension du régime de la taxe professionnelle unique, la structure de la fiscalité directe subit de profondes modifications. La taxe professionnelle ne représente plus que 32,9% du total des impositions directes votées par les communes contre 38,7 % en 2000 et 44,6% en 1999. C'est désormais la taxe sur le foncier bâti qui occupe la 1ère place (35,5%). La part de la taxe d'habitation passe de 26% à 28,6%. Le poids du foncier non bâti reste beaucoup plus modeste (3%).

Ce constat doit toutefois être relativisé par le fait qu'une partie de la taxe professionnelle transférée aux EPCI est reversée aux communes membres.

Le montant de la **fiscalité reversée** s'élève en 2001 à 3,6 milliards d'euros.

Certes, le régime de la taxe professionnelle unique conduit les communes à transférer aux groupements l'intégralité des recettes de taxe professionnelle, les communes continuant de percevoir les impôts ménages. Mais les groupements reversent aux communes une attribution de compensation égale au produit de la taxe professionnelle (perçu avant le passage en TPU), diminué du montant des charges transférées.

En outre, les communes peuvent, dans certains cas, bénéficier d'une dotation de solidarité communautaire. Cette dotation prend notamment en compte la population, le potentiel fiscal et les charges des communes membres.

L'attribution de compensation et la dotation de solidarité communautaire sont retracées au sein du compte 732 « fiscalité reversée » créé en 2001. Auparavant, les reversements effectués par les groupements étaient comptabilisés soit au crédit du compte 731 « impôts locaux », soit au crédit du compte 7475 "participations - groupements de collectivités".

Les **dotations de l'État** qui représentent 19,8% des produits de fonctionnement, s'élèvent en 2001 à près de 12 milliards d'euros, en hausse de 0,7% par rapport à 2000.

Dans le cadre du contrat de croissance et de solidarité passé entre l'État et les collectivités locales pour la période 1999-2001, l'État s'est engagé à faire évoluer les principaux concours versés aux collectivités locales en fonction d'un indice composé du taux d'évolution des prix à la consommation (hors tabac) et d'une fraction du taux de croissance du PIB en volume : 20% en 1999, 25% en 2000 et 33% en 2001 (article 57 de la loi de finances pour 1999).

La **dotation globale de fonctionnement** qui du fait de la suppression des contingents communaux d'aide sociale avait accusé une baisse de 11,6% en 2000 progresse à nouveau en 2001, mais de façon très modérée : + 0,8%. La DGF des communes passe ainsi de 11,5 à 11,6 milliards d'euros.

Les **subventions et participations** avaient connu une croissance exceptionnelle en 2000 (+ 71%) du fait des reversements de fiscalité effectués par les groupements fiscalisés à leurs communes membres au titre de l'attribution de compensation et de la dotation de solidarité communautaire. Ces reversements sont désormais comptabilisés au compte 732 "Fiscalité reversée" ; ce poste se réduit donc considérablement en 2001 : - 32,2%.

Après une hausse de 15,4% en 2000, la croissance des **autres attributions** (de péréquation et de compensation notamment) se ralentit en 2001 : + 2,8%.

La **dotation de compensation de la taxe professionnelle (DCTP)**, qui constitue la variable d'ajustement de l'enveloppe normée mise en œuvre dans le cadre du contrat de croissance et de solidarité 1999-2001, s'élève à 3,1 milliards d'euros soit 316 millions d'euros de plus qu'en 2000.

En effet, la suppression progressive de la part "salaires" dans l'assiette de la taxe professionnelle donne lieu à une compensation de 1,9 milliard d'euros, contre 1,5 milliard d'euros l'année précédente.

La suppression de la REI (réduction pour embauche ou investissement), en revanche, limite le montant de la compensation REI de 2001 à un niveau analogue à celui de 2000, soit 25 millions d'euros seulement.

L'autofinancement se maintient à un niveau élevé

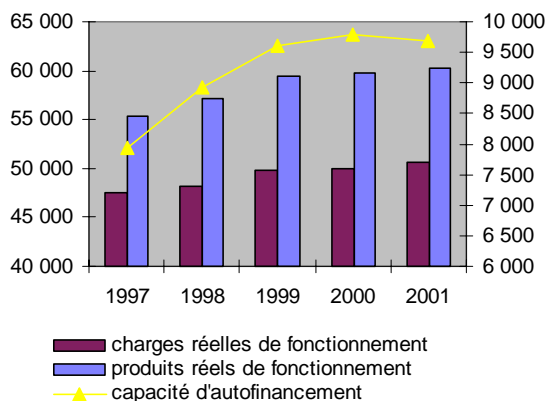
Le résultat net de fonctionnement 2001 s'établit à 8,1 milliards d'euros, en léger repli par rapport à 2000 (- 2,9%).

De 1997 à 2000, la croissance des produits réels de fonctionnement avait été plus rapide que celle des charges réelles de fonctionnement, d'où une capacité d'autofinancement en constante augmentation. Le rythme de progression de la CAF tendait toutefois à décélérer : + 12,5% en 1998, + 7,5% en 1999 et + 1,9% en 2000.

La CAF cesse de progresser en 2001 et connaît même un léger tassement (-97 millions d'euros, soit -1%). La hausse des charges réelles de fonctionnement (+1,1%) a en effet été un peu plus forte que celle des produits réels de fonctionnement (+1,1%) en raison notamment de la croissance de 3,8% des charges de personnel et de la stabilisation des charges financières après plusieurs années consécutives de baisse.

La **capacité d'autofinancement** atteint néanmoins 9,7 milliard d'euros, soit un niveau très proche de celui enregistré en 2000 et représente 38,3% du total des ressources d'investissement (contre 39,6% en 2000).

Evolution de l'autofinancement de 1997 à 2001 (en millions d'euros)



Analyse de l'investissement

L'effort d'investissement des communes est resté soutenu en 2001

La croissance des opérations d'investissement se ralentit en 2001. Les dépenses réelles d'investissement s'élèvent à 25,4 milliards d'euros, en progression de 2,6% seulement contre 10,2% en 2000.

Ce ralentissement est lié à l'**investissement direct** qui marque un léger fléchissement : -1,1%.

Avec 16,2 milliards d'euros de dépenses, l'effort d'équipement des communes est toutefois resté soutenu en 2001, dans un contexte où les transferts de compétences aux groupements intercommunaux tendent pourtant à se multiplier.

La forte progression de l'investissement direct en 2000 a entraîné des reports sur l'année 2001. En outre, les contraintes de mise aux normes européennes (en matière d'eau et d'assainissement, notamment) ont maintenu l'investissement à un niveau élevé.

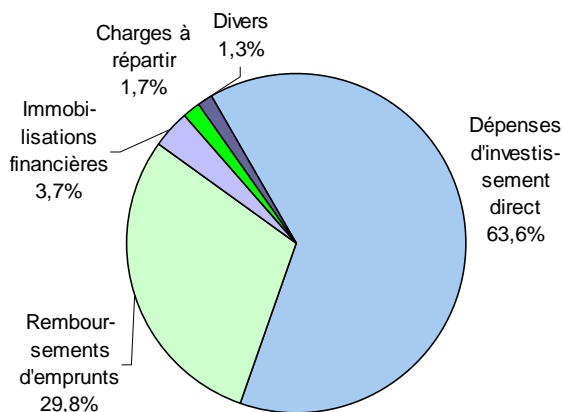
Les acquisitions d'immobilisations nouvelles constituent toujours le premier poste de dépenses d'investissement même si leur poids se réduit légèrement en 2001 (63,6%, contre 66,5% en 2000).

Les achats de biens (4,3 Md€) et les dépenses afférentes à des travaux (11,6 Md€) connaissent une évolution à peu près équivalente : -0,9% pour les immobilisations corporelles et -1,1% pour les immobilisations en cours.

Cette analyse macroéconomique doit toutefois être relativisée selon le poids démographique des communes. Si les villes moyennes et les grandes villes ont ralenti leur rythme d'investissement en 2001, les petites communes, en revanche, enregistrent une hausse de leurs dépenses d'équipement de l'ordre de 2% à 3% en moyenne.

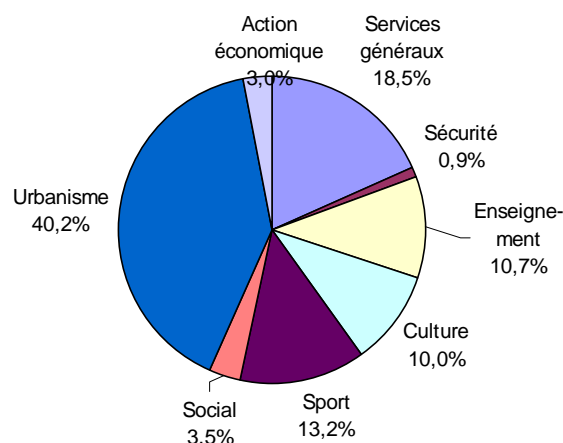
C'est l'aménagement urbain (3,5 milliards d'euros) qui bénéficie le plus largement des dépenses engagées par les communes en matière d'investissement, toutes strates confondues. La fonction 8 "Aménagement et services urbains, environnement" représente 40,2% du total des dépenses dans les communes de plus de 3 500 habitants.

Structure des emplois d'investissement 2001 : 25,4 milliards d'euros



Un effort important a été consenti dans le domaine de la jeunesse et des sports doté de 1,4 milliard d'euros. Des crédits ont également été consacrés aux écoles primaires à hauteur de 843 millions d'euros. La fonction 2 "Enseignement - formation" représente 10,7% des dépenses d'équipement.

Répartition fonctionnelle des dépenses d'équipement



Les remboursements d'emprunts s'établissent à 7,6 milliards d'euros en 2001, soit une hausse de 5,7% par rapport à l'année précédente. Le poids de ces dépenses dans le total des emplois d'investissement augmente de près d'1 point : 29,8% contre 29,0% en 2000.

Le flux des dépenses afférentes au remboursement de la dette ne cesse de s'accroître depuis 1999. Ce phénomène est directement corrélé à l'utilisation croissante par les communes d'emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie : 683 millions d'euros en 1999, 891 millions d'euros en 2000, 1 187 millions d'euros en 2001.

Une partie seulement de ces remboursements se rapporte effectivement à des emprunts à moyen et long terme. Le reste correspond à des mouvements d'allers-retours sur le compte au Trésor visant à optimiser la gestion de trésorerie.

Les refinancements de dette ne représentent en 2001 que 378 millions d'euros contre 584 millions d'euros en 2000.

Le poids des **immobilisations financières** (3,7%) s'alourdit en 2001 alors qu'il ne représentait que 2,1% du total des dépenses d'investissement en 2000. Ces dépenses atteignent en effet 930 millions d'euros, soit une croissance de 78,1% par rapport à l'année précédente.

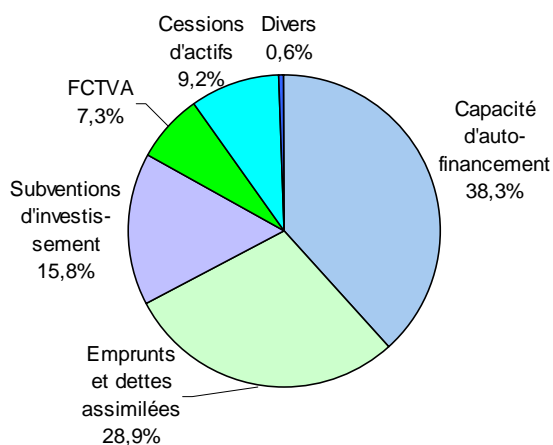
Ce phénomène tout à fait exceptionnel doit être resitué dans le contexte du transfert aux GFP d'une partie des compétences exercées jusqu'ici à l'échelon communal. En effet, le transfert de compétences s'est souvent traduit par un transfert simultané des biens et des emprunts qui les ont financés.

Le remboursement de ces emprunts étant désormais à la charge des GFP, la valeur des remboursements attendus a été comptabilisée au débit d'un compte d'immobilisations financières venant constater une créance à l'encontre des groupements. Les communes continueront ainsi à rembourser directement les établissements prêteurs, la charge du financement incombant désormais aux groupements qui rembourseront les communes à due concurrence.

Les ressources d'investissement progressent de 2,4% en 2001

Les ressources d'investissement atteignent 25,3 milliards d'euros en 2001, soit un volume comparable à celui des emplois. Leur progression continue toutefois de décélérer : + 2,4% en 2001, contre + 6,0% en 2000 et + 8,3% en 1999.

Structure des ressources d'investissement 2001 : 25,3 milliards d'euros



La **capacité d'autofinancement** constitue la principale ressource de financement de l'investissement des communes. Elle atteint 9,7 milliards d'euros en 2001 et représente 38,3% du total des ressources d'investissement.

Les **cessions ou réductions de l'actif immobilisé** (2,3 milliards d'euros en 2001) représentent également une ressource interne non négligeable. Elles correspondent, d'une part, au prix de cession des immobilisations non financières, soit 1,8 milliard d'euros, d'autre part, au produit provenant de la cession d'immobilisations financières ou du remboursement de prêts, soit au total 544 millions d'euros. L'enregistrement comme produit de cession de la valeur des emprunts correspondant aux biens transférés aux GFP vient majorer le montant de cette ressource en 2001.

Pour financer leurs biens d'équipement, les communes bénéficient de **subventions d'investissement** (4 milliards d'euros en 2001) et du **fonds de compensation de la TVA** (1,8 milliard d'euros) qui correspond aux restitutions au titre de la TVA acquittée par les communes sur les investissements réalisés en N-2.

Les communes continuent de faire appel à l'**emprunt** pour leurs investissements directs. 7,3 milliards d'euros ont ainsi été mobilisés en 2001, dont 1,4 milliard d'emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie.

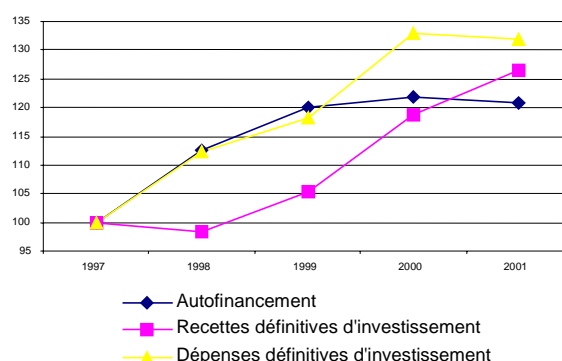
Les communes retrouvent une capacité de financement en 2001

Depuis plusieurs années, les ressources d'investissement des communes sont supérieures aux emplois d'investissement (hors dette). La capacité de financement qui en résulte leur permet de se désendetter et d'accroître leur fonds de roulement.

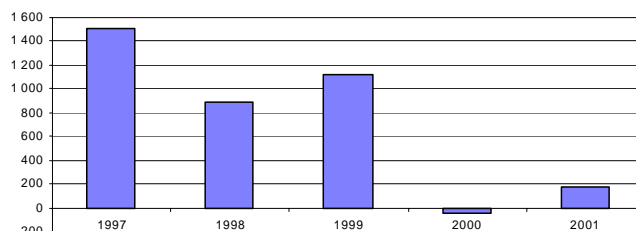
L'année 2000 a marqué une inversion de tendance qui ne s'est toutefois pas confirmée en 2001 : l'autofinancement s'est maintenu à un niveau élevé et les recettes définitives d'investissement ont progressé de 7,9% alors que dans le même temps les dépenses définitives d'investissement accusaient un repli de 1%. Les communes ont ainsi retrouvé en 2001 une capacité de financement de 176 millions d'euros, d'ampleur plus réduite toutefois que sur la période 1997-1999.

Conjuguée à une reprise de 79 millions d'euros sur le fonds de roulement, cette capacité de financement a permis de réduire de 255 millions d'euros la dette à moyen et long terme.

Evolution des dépenses et recettes d'investissement hors opérations financières (base 100 en 1997)



Evolution de la capacité de financement des communes de 1997 à 2001 (en millions d'euros)



Evolution du besoin (ou de la capacité) de financement des communes (en millions d'euros)

	1997	1998	1999	2000	2001
Fonctionnement					
Produits réels de fonctionnement (p)	55 412	57 177	59 420	59 694	60 337
Charges réelles de fonctionnement (c)	47 470	48 242	49 813	49 909	50 649
Capacité d'autofinancement (a)	7 942	8 935	9 606	9 785	9 688
Investissement					
Recettes définitives d'investissement (r)	6 045	5 939	6 362	7 209	7 774
Dépenses définitives d'investissement (d)	12 499	14 029	14 863	17 064	16 900
Variation d'immobilisations financières (v)	18	42	19	20	-386
Besoin de financement (d-a-r-v) (1)	-	-	-	51	-
Capacité de financement (r+a+v-d) (2)	1 504	887	1 124	-	176
Couverture du besoin de financement					
Variation de dettes à long et moyen terme				18	
Variation du fonds de roulement				-33	
Emploi de la capacité de financement					
Variation de dettes à long et moyen terme	-1 006	-633	-252		-255
Variation du fonds de roulement	499	253	872		-79

(1) si emplois > ressources (hors dette)

(2) si emplois < ressources (hors dette)

Analyse de l'équilibre financier

Le fonds de roulement est stable : 6,7 milliards d'euros

Les transferts de biens aux GFP donnent lieu à d'importantes moins-values de cession

Le fonds de roulement des communes s'élève à 6,7 milliards d'euros en 2001, soit un niveau quasiment identique à l'année précédente, du fait de l'équilibre entre les emplois et les ressources d'investissement.

Le fonds de roulement correspond à l'excédent des ressources stables sur les emplois stables du bilan. Il vise à compenser les décalages entre l'encaissement des recettes et le paiement des dépenses.

Les ressources stables sont constituées des capitaux propres, des amortissements et provisions, et des dettes financières. Les emplois stables correspondent à l'actif immobilisé brut.

Bilan fonctionnel simplifié des communes
au 31 décembre 2001

Actif immobilisé brut 286 MdE	Ressources stables 292 MdE
Fonds de roulement 6,7 MdE	
Actifs d'exploitation 3,2 MdE	Dettes d'exploitation 4,8 MdE
Ressource en fonds de roulement d'exploitation 1,6 MdE	
Créances diverses 1,2 MdE	Dettes diverses 2,1 MdE
Ressource en fonds de roulement hors exploitation 0,9 MdE	
Trésorerie active 9,8 MdE	Trésorerie passive 0,7 MdE
	Trésorerie 9,1 MdE

(MdE = milliard d'euros)

Les dépenses d'investissement direct engagées par les communes en 2001 à hauteur de 16,2 milliards d'euros sont venues abonder l'actif immobilisé brut. Toutefois, un certain nombre de biens ont dans le même temps été cédés ou transférés. **L'actif immobilisé brut** ne progresse ainsi que de 13 milliards d'euros en 2001, soit + 4,8%.

Les immobilisations corporelles enregistrent une hausse de 11,8 milliards d'euros, dont 5,3 milliards d'euros pour les constructions et 3 milliards d'euros pour les réseaux et installations de voirie.

Les immobilisations financières (5,3 milliards d'euros) progressent de 7,8%.

Les placements budgétaires des communes, qui atteignent 559 millions d'euros, augmentent de 9% par rapport à 2001.

Mais c'est surtout l'accroissement du montant des créances sur les groupements de collectivités qui explique la forte hausse des immobilisations financières en 2001.

Parallèlement, **les capitaux propres** se renforcent de 12,2 milliards d'euros, soit + 5,8% en 2001 grâce à l'intégration du résultat de l'exercice ainsi que des dotations et subventions d'investissement.

Toutefois, les cessions d'actifs intervenues en 2001 dans le cadre des transferts de compétences aux GFP se sont traduites par d'importantes moins-values de cession. En effet, s'agissant de l'exercice d'une même mission par des collectivités publiques, c'est le principe d'une cession à titre gratuit qui a été retenu ou, dans les cas où les emprunts destinés à financer en partie les biens transférés n'étaient pas encore remboursés en totalité, d'une cession à titre onéreux, à hauteur des emprunts restant à courir.

La ligne « Différences sur réalisations d'immobilisations » figurant au bilan 2001 fait ainsi apparaître une moins-value nette de 1,6 milliard d'euros qui matérialise la réduction des fonds propres concomitante au transfert d'actifs vers les GFP.

Après une année de stabilisation de **la dette à moyen et long terme**, les communes se désendettent à nouveau en 2001.

L'endettement s'établit en effet à 51,1 milliards d'euros contre 51,4 milliards d'euros en 2000, soit -0,5%.

Le ratio moyen d'endettement, exprimé en euros par habitant, passe de 834 à 829 euros.

D'une manière générale, ce ratio est proportionnel au poids démographique de la commune. Deux exceptions sont néanmoins à signaler : les communes des DOM ainsi que la ville de Paris où le ratio d'endettement est nettement plus faible que dans les communes de même catégorie.

Le ratio dette/capacité d'autofinancement (exprimé en nombre d'années) est stable : 5,3.

Dans le cadre du transfert de compétences aux GFP, certains actifs ont été transférés en pleine propriété par les communes aux groupements. La cession s'est faite soit à titre gratuit, soit à titre onéreux, à hauteur du montant des emprunts restant à courir. Dans ce dernier cas, outre les actifs cédés, la dette a été transférée aux groupements, soit directement par débit du compte 16, soit indirectement, par constatation d'une créance à l'encontre des groupements à un compte d'immobilisation financière (voir supra).

La dette à moyen et long terme des communes se trouve donc partiellement surévaluée dans la mesure où le financement du remboursement du capital restant dû incombera, en fait, non plus à la commune mais au GFP.

Cet élément constitue, pour les années à venir, un facteur de baisse des charges financières.

Les dettes à court terme se réduisent en 2001

Le besoin en fonds de roulement des communes est négatif, ce qui signifie que les dettes à court terme sont supérieures aux créances à court terme. Le BFR s'analyse dès lors non pas comme un besoin mais comme une ressource en fonds de roulement.

Le **besoin en fonds de roulement d'exploitation** (B.F.R.E.) s'élève à -1,6 milliard d'euros en 2001, soit 358 millions de plus qu'en 2000.

Le B.F.R.E. est égal à la différence entre les créances d'exploitation et les dettes d'exploitation.

Le niveau des actifs d'exploitation régresse de 5% en 2001. En effet, les créances sur redevables et assimilés qui avaient sensiblement augmenté en 1999 et 2000 diminuent de 267 millions d'euros en 2001, soit -10,6%.

Parallèlement, les dettes d'exploitation qui n'avaient cessé d'augmenter depuis 1998 affichent une baisse de près de 10%.

En effet, les dettes sur achats marquent un recul de 479 millions d'euros, soit - 17,3%. Elles ne

représentent plus que 2,3 milliards d'euros, soit le niveau le plus faible de la période 1997-2001.

De même, les dettes fiscales et sociales ainsi que les dettes envers l'État et les collectivités publiques diminuent respectivement de 85 millions d'euros (-24,6%) et 162 millions d'euros (-27%).

Cette évolution s'explique sans doute en grande partie par la réduction de la durée de la journée complémentaire 2001 avant le passage à l'euro, les services ordonnateurs ayant limité au strict minimum les émissions de mandats au cours de cette période.

Le **besoin en fonds de roulement hors exploitation** (B.F.R.H.E.) s'établit à - 882 millions d'euros en 2001, contre -1 158 millions d'euros en 2000. Le B.F.R.H.E. qui est égal à la différence entre les créances diverses et les dettes diverses suit une évolution analogue au B.F.R.E. : les dettes sur fournisseurs d'immobilisations sont également en forte baisse (- 201 millions d'euros, soit -15,5%).

Le **besoin en fonds de roulement** qui est égal à la somme du B.F.R.E et du B.F.R.H.E. passe de -3,1 milliards d'euros en 2000 à - 2,5 milliards d'euros en 2001, soit une réduction de 634 millions d'euros de la ressource en fonds de roulement dont disposaient les communes.

La trésorerie des communes reste élevée

La trésorerie est égale à la différence entre le fonds de roulement et le besoin en fonds de roulement.

Dans la mesure où le fonds de roulement est demeuré quasiment stable en 2001, la diminution de la ressource en fonds de roulement liée à la réduction des dettes à court terme, a été financée par prélèvement sur la trésorerie.

Solde moyen du compte au Trésor des communes en 2001

	(en millions d'euros)
janvier	8 973
février	8 193
mars	8 151
avril	8 099
mai	8 441
juin	8 736
juillet	8 412
août	8 281
septembre	8 279
octobre	8 166
novembre	8 136
décembre	8 193
solde moyen journalier	8 340

La trésorerie des communes s'établit ainsi à 9,1 milliard d'euros au 31 décembre 2001, en recul de 713 millions d'euros par rapport à l'année précédente.

Le niveau de la trésorerie active (disponibilités, avances de trésorerie et valeurs mobilières de placement) diminue de 540 millions d'euros. Parallèlement, les concours bancaires courants enregistrent une hausse en fin d'année de 173 millions d'euros.

La trésorerie des communes tend à s'accroître en fin d'année du fait de la mobilisation de lignes de crédit généralement remboursées en début d'année N+1.

Le solde moyen journalier du compte au Trésor permet d'évaluer plus précisément le niveau de la trésorerie des communes.

Il s'élève en 2001 à 8,3 milliards d'euros, soit 206 millions de moins que l'année précédente et représente 39,5 jours de dépenses contre 41 jours en 2000.

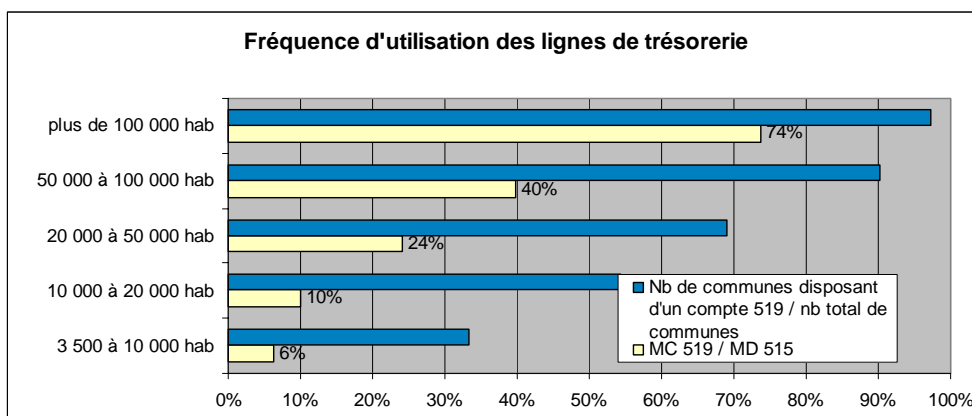
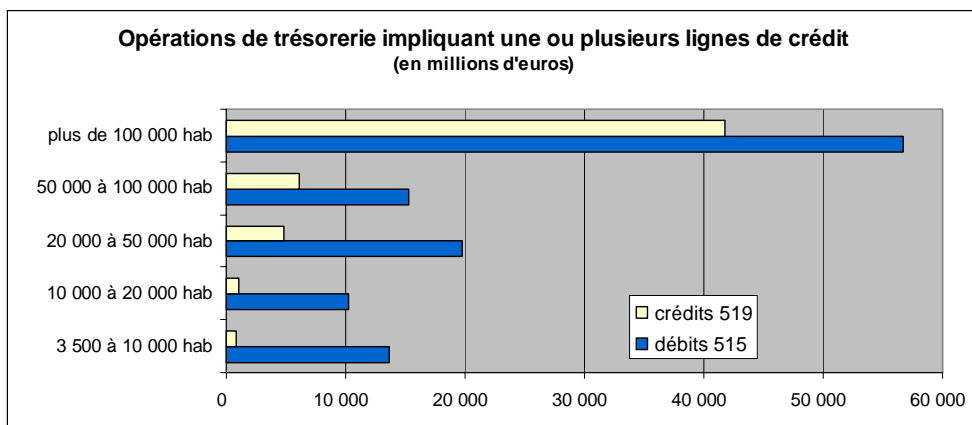
Ce niveau reste toutefois très élevé. Il s'explique par le nombre de petites communes qui disposent d'une surface financière réduite et préfèrent donc cumuler des excédents plusieurs années de suite pour pouvoir investir, si nécessaire, sans avoir à augmenter la fiscalité ni recourir à l'emprunt.

Seules les grandes collectivités, qui disposent de services financiers, ont recours à une ou plusieurs lignes de crédit pour optimiser leur gestion de trésorerie.

L'intensité de la gestion active de la trésorerie croît proportionnellement à la taille des communes.

Trésorerie 2001 des communes provenant d'une ou plusieurs lignes de crédit

Strate démographique	Masse annuelle des débits 515 (en millions d'euros)	Masse annuelle des crédits 519 (en millions d'euros)	MC 519 / MD 515	Nb de communes dans la strate	Nb de communes disposant d'un compte 519	Nb de communes disposant d'un compte 519 / nb total de communes
3 500 à 10 000 hab	13 636	855	6%	1 819	608	33%
10 000 à 20 000 hab	10 222	1 024	10%	481	261	54%
20 000 à 50 000 hab	19 775	4 786	24%	320	221	69%
50 000 à 100 000 hab	15 275	6 094	40%	82	74	90%
plus de 100 000 hab	56 687	41 780	74%	37	36	97%
Total	115 594	54 539	47%	2 739	1 200	44%



Tableaux

de synthèse

Dépenses budgétaires de 1997 à 2001

Tableau 1a

(en millions d'euros)

	1997	1998	1999	2000	2001
SECTION DE FONCTIONNEMENT					
Achats et charges externes	11 430	11 275	11 704	12 430	12 417
Charges de personnel	20 438	21 384	22 518	23 327	24 220
Contingents et participations	4 739	4 784	4 914	3 458	3 156
Subventions de fonctionnement	4 279	4 770	4 879	5 106	5 144
Subventions d'équipement	801	684	638	621	583
Autres charges	1 102	955	983	1 036	1 158
Charges financières (hors provisions)	3 886	3 482	3 194	2 921	2 927
Charges exceptionnelles	1 387	1 773	2 045	2 172	4 712
Divers	1 296	1 556	1 666	1 807	1 971
TOTAL DES CHARGES DE FONCTIONNEMENT	49 360	50 662	52 541	52 877	56 289
RESULTAT COMPTABLE DE FONCTIONNEMENT	7 287	7 720	8 353	8 375	8 129
CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	7 942	8 935	9 606	9 785	9 688
SECTION D'INVESTISSEMENT					
Immobilisations incorporelles	199	205	244	253	240
Immobilisations corporelles	3 360	3 760	4 103	4 852	4 776
Immobilisations en cours	8 761	9 727	10 051	11 764	11 641
Immobilisations financières	704	659	620	562	947
Remboursements d'emprunts	7 311	6 672	7 043	7 167	7 573
Charges à répartir	395	486	621	461	429
Divers	2 353	2 098	2 867	3 704	6 703
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT	23 083	23 608	25 548	28 766	32 308

Dépenses budgétaires de 1997 à 2001

Tableau 1a

(en millions de francs)

	1997	1998	1999	2000	2001
SECTION DE FONCTIONNEMENT					
Achats et charges externes	74 979	73 956	76 774	81 534	81 453
Charges de personnel	134 067	140 270	147 711	153 018	158 873
Contingents et participations	31 087	31 384	32 232	22 683	20 699
Subventions de fonctionnement	28 071	31 286	32 003	33 493	33 746
Subventions d'équipement	5 257	4 484	4 188	4 072	3 824
Autres charges	7 232	6 261	6 445	6 795	7 595
Charges financières (hors provisions)	25 491	22 839	20 950	19 157	19 203
Charges exceptionnelles	9 098	11 633	13 414	14 245	30 905
Divers	8 502	10 209	10 929	11 856	12 931
TOTAL DES CHARGES DE FONCTIONNEMENT	323 784	332 322	344 645	346 852	369 229
RESULTAT COMPTABLE DE FONCTIONNEMENT	47 797	50 641	54 795	54 934	53 324
CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	52 098	58 610	63 013	64 185	63 552
SECTION D'INVESTISSEMENT					
Immobilisations incorporelles	1 305	1 348	1 598	1 662	1 572
Immobilisations corporelles	22 041	24 664	26 917	31 829	31 327
Immobilisations en cours	57 471	63 802	65 932	77 170	76 357
Immobilisations financières	4 618	4 322	4 067	3 688	6 210
Remboursements d'emprunts	47 955	43 768	46 196	47 015	49 679
Charges à répartir	2 589	3 190	4 071	3 027	2 817
Divers	15 437	13 763	18 805	24 300	43 969
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT	151 417	154 857	167 585	188 691	211 930

Evolution des dépenses budgétaires de 1997 à 2001

Tableau 1b

(en pourcentage)

	de 1997 à 1998	de 1998 à 1999	de 1999 à 2000	de 2000 à 2001
SECTION DE FONCTIONNEMENT				
Achats et charges externes	-1,4	3,8	6,2	-0,1
Charges de personnel	4,6	5,3	3,6	3,8
Contingents et participations	1,0	2,7	-29,6	-8,7
Subventions de fonctionnement	11,5	2,3	4,7	0,8
Subventions d'équipement	-14,7	-6,6	-2,8	-6,1
Autres charges	-13,4	2,9	5,4	11,8
Charges financières (hors provisions)	-10,4	-8,3	-8,6	0,2
Charges exceptionnelles	27,9	15,3	6,2	117,0
Divers	20,1	7,1	8,5	9,1
TOTAL DES CHARGES DE FONCTIONNEMENT	2,6	3,7	0,6	6,5
RESULTAT COMPTABLE DE FONCTIONNEMENT	5,9	8,2	0,3	-2,9
CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	12,5	7,5	1,9	-1,0
SECTION D'INVESTISSEMENT				
Immobilisations incorporelles	3,3	18,6	4,0	-5,4
Immobilisations corporelles	11,9	9,1	18,2	-1,6
Immobilisations en cours	11,0	3,3	17,0	-1,1
Immobilisations financières	-6,4	-5,9	-9,3	68,4
Remboursements d'emprunts	-8,7	5,5	1,8	5,7
Charges à répartir	23,2	27,6	-25,7	-6,9
Divers	-10,8	36,6	29,2	80,9
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT	2,3	8,2	12,6	12,3

Recettes budgétaires de 1997 à 2001

Tableau 2a

(en millions d'euros)

	1997	1998	1999	2000	2001
SECTION DE FONCTIONNEMENT					
Ventes et prestations de services	3 360	3 293	3 387	3 478	3 600
Impôts locaux	26 128	27 007	27 058	25 690	24 162
Autres impôts et taxes	4 212	4 796	5 120	5 430	5 198
Dotation globale de fonctionnement	12 435	12 608	13 042	11 527	11 616
DGD	114	111	113	122	109
Autres dotations de l'Etat	218	222	207	232	240
Subventions et attributions	5 872	5 961	7 214	9 645	8 493
Produits exceptionnels	1 474	1 451	1 720	1 930	4 458
Divers	2 834	2 934	3 033	3 198	6 542
TOTAL DES PRODUITS DE FONCTIONNE	56 647	58 382	60 894	61 252	64 418
SECTION D'INVESTISSEMENT					
FCTVA	1 660	1 499	1 525	1 693	1 841
Dotations et autres fonds	455	396	424	516	461
Subventions reçues	2 772	2 893	2 959	3 420	3 635
Immobilisations financières	473	622	568	546	546
Amortissements	329	469	655	849	1 022
Emprunts et dettes assimilées	6 445	6 039	6 790	7 185	7 319
Excédents de fonctionnement capitalisés	2 115	7 148	7 498	8 033	8 372
Divers	4 204	4 288	5 117	6 259	9 083
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEME	18 453	23 354	25 537	28 500	32 277

Recettes budgétaires de 1997 à 2001

Tableau 2a

(en millions de francs)

	1997	1998	1999	2000	2001
SECTION DE FONCTIONNEMENT					
Ventes et prestations de services	22 043	21 598	22 219	22 817	23 616
Impôts locaux	171 389	177 153	177 491	168 514	158 494
Autres impôts et taxes	27 630	31 457	33 584	35 620	34 098
Dotation globale de fonctionnement	81 567	82 703	85 551	75 610	76 195
DGD	749	727	742	800	716
Autres dotations de l'Etat	1 428	1 455	1 356	1 522	1 573
Subventions et attributions	38 517	39 101	47 321	63 268	55 710
Produits exceptionnels	9 669	9 520	11 283	12 659	29 241
Divers	18 589	19 249	19 894	20 976	42 911
TOTAL DES PRODUITS DE FONCTIONNE	371 581	382 963	399 440	401 787	422 553
SECTION D'INVESTISSEMENT					
FCTVA	10 891	9 835	10 006	11 103	12 073
Dotations et autres fonds	2 986	2 600	2 779	3 382	3 023
Subventions reçues	18 181	18 975	19 411	22 435	23 843
Immobilisations financières	3 100	4 078	3 728	3 580	3 581
Amortissements	2 158	3 078	4 300	5 568	6 704
Emprunts et dettes assimilées	42 279	39 613	44 543	47 132	48 007
Excédents de fonctionnement capitalisés	13 875	46 889	49 181	52 693	54 914
Divers	27 576	28 128	33 567	41 058	59 579
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEME	121 046	153 195	167 515	186 951	211 723

Evolution des recettes budgétaires de 1997 à 2001

Tableau 2b

(en pourcentage)

	de 1997 à 1998	de 1998 à 1999	de 1999 à 2000	de 2000 à 2001
SECTION DE FONCTIONNEMENT				
Ventes et prestations de services	-2,0	2,9	2,7	3,5
Impôts locaux	3,4	0,2	-5,1	-5,9
Autres impôts et taxes	13,9	6,8	6,1	-4,3
Dotation globale de fonctionnement	1,4	3,4	-11,6	0,8
DGD	-2,9	2,0	7,9	-10,5
Autres dotations de l'Etat	1,9	-6,8	12,3	3,3
Subventions et attributions	1,5	21,0	33,7	-11,9
Produits exceptionnels	-1,5	18,5	12,2	131,0
Divers	3,5	3,3	5,4	104,6
TOTAL DES PRODUITS DE FONCTIONNE	3,1	4,3	0,6	5,2
SECTION D'INVESTISSEMENT				
FCTVA	-9,7	1,7	11,0	8,7
Dotations et autres fonds	-12,9	6,9	21,7	-10,6
Subventions reçues	4,4	2,3	15,6	6,3
Immobilisations financières	31,5	-8,6	-4,0	0,0
Amortissements	42,7	39,7	29,5	20,4
Emprunts et dettes assimilées	-6,3	12,4	5,8	1,9
Excédents de fonctionnement capitalisés	237,9	4,9	7,1	4,2
Divers	2,0	19,3	22,3	45,1
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEME	26,6	9,3	11,6	13,3

Compte de résultat - Charges

Tableau 3a

(en millions d'euros)

	1997	1998	1999	2000	2001
CHARGES					
CHARGES COURANTES NON FINANCIERES					
Traitements et salaires	14 219	14 981	15 768	16 319	16 928
Charges sociales	5 502	5 645	5 958	6 204	6 476
Achats et charges externes	11 885	11 741	12 189	12 916	12 898
Impôts et taxes	565	599	622	638	652
Dotations aux amortissements et provisions	883	1 126	1 237	1 391	1 547
Autres charges	1 103	955	983	1 036	1 158
Participations et interventions	9 820	10 238	10 431	9 185	8 883
<i>Contingents et participations</i>	4 739	4 784	4 914	3 458	3 156
<i>Subventions</i>	5 081	5 453	5 517	5 727	5 727
TOTAL	43 976	45 285	47 187	47 689	48 543
CHARGES COURANTES FINANCIERES					
Intérêts et charges assimilées	3 886	3 481	3 193	2 919	2 925
Pertes de change	0	0	1	1	1
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	0	0	0	0	1
Dotations aux amortissements et provisions	37	41	50	44	47
TOTAL	3 923	3 523	3 244	2 964	2 974
CHARGES EXCEPTIONNELLES					
Sur opérations de gestion	401	569	601	614	568
<i>Subventions</i>	247	419	417	438	397
<i>Autres opérations</i>	154	151	183	176	171
Sur opérations en capital	986	1 204	1 444	1 558	4 143
<i>Valeur comptable des immobilisations cédées</i>	688	836	951	1 055	3 613
<i>Différences sur réalisations transférées à l'investissement</i>	193	263	383	377	337
<i>Autres opérations</i>	105	106	109	126	194
Dotations aux amortissements et provisions	74	81	65	53	60
TOTAL	1 461	1 854	2 110	2 224	4 772
TOTAL GENERAL	49 360	50 662	52 541	52 877	56 289
Résultat de l'exercice (déficit)					

Compte de résultat - Charges

Tableau 3a

(en millions de francs)

	1997	1998	1999	2000	2001
CHARGES					
CHARGES COURANTES NON FINANCIERES					
Traitements et salaires	93 270	98 269	103 431	107 045	111 039
Charges sociales	36 092	37 030	39 084	40 693	42 483
Achats et charges externes	77 960	77 017	79 952	84 726	84 607
Impôts et taxes	3 705	3 932	4 078	4 187	4 279
Dotations aux amortissements et provisions	5 791	7 387	8 112	9 124	10 149
Autres charges	7 232	6 261	6 445	6 795	7 595
Participations et interventions	64 415	67 154	68 424	60 247	58 269
<i>Contingents et participations</i>	31 087	31 384	32 232	22 683	20 699
<i>Subventions</i>	33 328	35 770	36 191	37 564	37 570
TOTAL	288 466	297 050	309 524	312 817	318 420
CHARGES COURANTES FINANCIERES					
Intérêts et charges assimilées	25 488	22 835	20 945	19 147	19 189
Pertes de change	1	3	4	9	8
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	1	1	1	1	5
Dotations aux amortissements et provisions	241	272	331	286	307
TOTAL	25 732	23 111	21 281	19 444	19 508
CHARGES EXCEPTIONNELLES					
Sur opérations de gestion	2 628	3 733	3 940	4 027	3 729
<i>Subventions</i>	1 621	2 745	2 738	2 875	2 604
<i>Autres opérations</i>	1 007	988	1 202	1 152	1 125
Sur opérations en capital	6 471	7 900	9 473	10 218	27 177
<i>Valeur comptable des immobilisations cédées</i>	4 512	5 482	6 240	6 918	23 697
<i>Différences sur réalisations transférées à l'investissement</i>	1 268	1 723	2 515	2 473	2 211
<i>Autres opérations</i>	690	695	718	827	1 269
Dotations aux amortissements et provisions	488	529	426	347	395
TOTAL	9 586	12 162	13 839	14 591	31 301
TOTAL GENERAL	323 784	332 322	344 645	346 852	369 229
Résultat de l'exercice (déficit)					

Compte de résultat - Evolution des charges

Tableau 3b

(en pourcentage)

	de 1997 à 1998	de 1998 à 1999	de 1999 à 2000	de 2000 à 2001
CHARGES				
CHARGES COURANTES NON FINANCIERES				
Traitements et salaires	5,4	5,3	3,5	3,7
Charges sociales	2,6	5,5	4,1	4,4
Achats et charges externes	-1,2	3,8	6,0	-0,1
Impôts et taxes	6,1	3,7	2,7	2,2
Dotations aux amortissements et provisions	27,6	9,8	12,5	11,2
Autres charges	-13,4	2,9	5,4	11,8
Participations et interventions	4,3	1,9	-11,9	-3,3
<i>Contingents et participations</i>	1,0	2,7	-29,6	-8,7
<i>Subventions</i>	7,3	1,2	3,8	0,0
TOTAL	3,0	4,2	1,1	1,8
CHARGES COURANTES FINANCIERES				
Intérêts et charges assimilées	-10,4	-8,3	-8,6	0,2
Pertes de change	119,1	38,7	140,2	-10,2
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	-18,8	-37,4	37,0	364,6
Dotations aux amortissements et provisions	12,8	21,8	-13,5	7,1
TOTAL	-10,2	-7,9	-8,6	0,3
CHARGES EXCEPTIONNELLES				
Sur opérations de gestion	42,1	5,6	2,2	-7,4
<i>Subventions</i>	69,4	-0,3	5,0	-9,4
<i>Autres opérations</i>	-1,9	21,7	-4,2	-2,4
Sur opérations en capital	22,1	19,9	7,9	166,0
<i>Valeur comptable des immobilisations cédées</i>	21,5	13,8	10,9	242,5
<i>Différences sur réalisations transférées à l'investissement</i>	35,9	46,0	-1,7	-10,6
<i>Autres opérations</i>	0,7	3,3	15,2	53,6
Dotations aux amortissements et provisions	8,4	-19,5	-18,6	14,0
TOTAL	26,9	13,8	5,4	114,5
TOTAL GENERAL	2,6	3,7	0,6	6,5
Résultat de l'exercice (déficit)				

Compte de résultat - Produits

Tableau 4a

(en millions d'euros)

	1997	1998	1999	2000	2001
PRODUITS					
PRODUITS COURANTS NON FINANCIERS					
Impôts et taxes	30 340	31 802	32 178	31 120	32 920
<i>Impôts locaux</i>	26 128	27 007	27 058	25 690	24 162
<i>Fiscalité reversée</i>	0	0	0	0	3 560
<i>Autres impôts et taxes</i>	4 212	4 796	5 120	5 430	5 198
Production	3 580	3 532	3 633	3 728	3 842
<i>Produits des services, du domaine, ventes div.</i>	3 360	3 293	3 387	3 478	3 600
<i>Production stockée</i>	-1	3	3	2	0
<i>Travaux en régie</i>	221	236	243	248	242
Reprise sur amortissements et provisions	13	14	20	31	18
Transferts de charges	367	487	560	702	552
Autres produits	1 933	1 907	1 909	1 992	1 963
Dotations et subventions	18 639	18 902	20 576	21 526	20 458
<i>Dotations de l'Etat</i>	12 767	12 941	13 362	11 881	11 965
<i>Subventions et participations</i>	1 947	1 997	2 374	4 059	2 753
<i>Autres attributions</i>	3 925	3 964	4 840	5 586	5 740
TOTAL	54 872	56 644	58 877	59 100	59 752
PRODUITS COURANTS FINANCIERS					
Valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	52	48	45	37	35
Autres intérêts et produits assimilés	100	94	92	94	101
Gains de change	0	1	0	1	1
Produit net sur cessions de valeurs mobilières de placement	0	1	1	2	1
Reprises sur provisions	9	10	9	11	4
Transferts de charges	104	92	101	33	21
TOTAL	266	246	249	178	162
PRODUITS EXCEPTIONNELS					
Sur opérations de gestion	100	109	128	181	163
<i>Subventions</i>	7	12	24	22	21
<i>Autres opérations</i>	93	97	104	159	141
Sur opérations en capital	1 374	1 342	1 592	1 749	4 295
<i>Produits des cessions d'immobilisations</i>	775	897	1 057	1 117	2 015
<i>Différences sur réalisations reprises au compte de résultat</i>	198	238	326	334	1 970
<i>Autres opérations</i>	401	208	209	298	310
Reprises sur provisions	13	15	27	25	35
Transferts de charges	22	25	21	19	10
TOTAL	1 508	1 492	1 767	1 974	4 503
TOTAL GENERAL	56 647	58 382	60 894	61 252	64 418
Résultat de l'exercice (excédent)	7 287	7 720	8 353	8 375	8 129

Compte de résultat - Produits

Tableau 4a

(en millions de francs)

	1997	1998	1999	2000	2001
PRODUITS					
PRODUITS COURANTS NON FINANCIERS					
Impôts et taxes	199 019	208 610	211 075	204 135	215 942
<i>Impôts locaux</i>	171 389	177 153	177 491	168 514	158 494
<i>Fiscalité reversée</i>					23 350
<i>Autres impôts et taxes</i>	27 630	31 457	33 584	35 620	34 098
Production	23 483	23 172	23 833	24 457	25 202
<i>Produits des services, du domaine, ventes div.</i>	22 043	21 598	22 219	22 817	23 616
<i>Production stockée</i>	-7	22	23	12	-3
<i>Travaux en régie</i>	1 447	1 551	1 592	1 628	1 589
Reprise sur amortissements et provisions	84	91	134	204	119
Transferts de charges	2 410	3 191	3 675	4 606	3 619
Autres produits	12 682	12 509	12 523	13 069	12 874
Dotations et subventions	122 261	123 986	134 970	141 200	134 193
<i>Dotations de l'Etat</i>	83 744	84 885	87 649	77 932	78 484
<i>Subventions et participations</i>	12 772	13 101	15 571	26 626	18 057
<i>Autres attributions</i>	25 746	26 001	31 750	36 642	37 653
TOTAL	359 939	371 559	386 209	387 671	391 950
PRODUITS COURANTS FINANCIERS					
Valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	341	317	298	241	230
Autres intérêts et produits assimilés	656	614	604	615	660
Gains de change	2	5	3	4	7
Produit net sur cessions de valeurs mobilières de placement	3	7	5	12	5
Reprises sur provisions	62	69	62	75	24
Transferts de charges	684	604	664	220	138
TOTAL	1 748	1 616	1 636	1 166	1 065
PRODUITS EXCEPTIONNELS					
Sur opérations de gestion	657	715	840	1 187	1 069
<i>Subventions</i>	47	79	157	146	141
<i>Autres opérations</i>	610	637	683	1 042	928
Sur opérations en capital	9 012	8 805	10 442	11 472	28 173
<i>Produits des cessions d'immobilisations</i>	5 083	5 883	6 934	7 329	13 215
<i>Différences sur réalisations reprises au compte de résultat</i>	1 298	1 560	2 140	2 189	12 923
<i>Autres opérations</i>	2 630	1 362	1 369	1 954	2 034
Reprises sur provisions	84	101	175	165	230
Transferts de charges	141	167	136	124	67
TOTAL	9 895	9 788	11 594	12 949	29 539
TOTAL GENERAL	371 581	382 963	399 440	401 787	422 553
Résultat de l'exercice (excédent)	47 797	50 641	54 795	54 934	53 324

Compte de résultat - Evolution des produits

Tableau 4b

(en pourcentage)

	de 1997 à 1998	de 1998 à 1999	de 1999 à 2000	de 2000 à 2001
PRODUITS				
PRODUITS COURANTS NON FINANCIERS				
Impôts et taxes	4,8	1,2	-3,3	5,8
<i>Impôts locaux</i>	3,4	0,2	-5,1	-5,9
<i>Fiscalité reversée</i>				
<i>Autres impôts et taxes</i>	13,9	6,8	6,1	-4,3
Production	-1,3	2,9	2,6	3,0
<i>Produits des services, du domaine, ventes div.</i>	-2,0	2,9	2,7	3,5
<i>Production stockée</i>	422,2	2,0	-49,7	-122,5
<i>Travaux en régie</i>	7,2	2,6	2,3	-2,4
Reprise sur amortissements et provisions	8,3	48,2	52,1	-41,6
Transferts de charges	32,4	15,1	25,3	-21,4
Autres produits	-1,4	0,1	4,4	-1,5
Dotations et subventions	1,4	8,9	4,6	-5,0
<i>Dotations de l'Etat</i>	1,4	3,3	-11,1	0,7
<i>Subventions et participations</i>	2,6	18,9	71,0	-32,2
<i>Autres attributions</i>	1,0	22,1	15,4	2,8
TOTAL	3,2	3,9	0,4	1,1
PRODUITS COURANTS FINANCIERS				
Valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	-6,9	-6,1	-19,2	-4,3
Autres intérêts et produits assimilés	-6,4	-1,8	1,9	7,2
Gains de change	158,5	-43,7	27,0	97,7
Produit net sur cessions de valeurs mobilières de placement	146,6	-27,4	118,0	-61,3
Reprises sur provisions	11,1	-9,1	21,0	-68,0
Transferts de charges	-11,7	10,1	-67,0	-36,9
TOTAL	-7,5	1,2	-28,7	-8,7
PRODUITS EXCEPTIONNELS				
Sur opérations de gestion	8,8	17,5	41,3	-10,0
<i>Subventions</i>	65,8	99,6	-7,2	-3,3
<i>Autres opérations</i>	4,4	7,4	52,5	-11,0
Sur opérations en capital	-2,3	18,6	9,9	145,6
<i>Produits des cessions d'immobilisations</i>	15,7	17,9	5,7	80,3
<i>Différences sur réalisations reprises au compte de résultat</i>	20,1	37,2	2,3	490,3
<i>Autres opérations</i>	-48,2	0,5	42,7	4,1
Reprises sur provisions	21,0	72,9	-5,6	39,1
Transferts de charges	18,1	-18,7	-8,5	-45,9
TOTAL	-1,1	18,4	11,7	128,1
TOTAL GENERAL	3,1	4,3	0,6	5,2
Résultat de l'exercice (excédent)	5,9	8,2	0,3	-2,9

Tableau des soldes intermédiaires de gestion

Tableau 5a

(en millions d'euros)

	1997	1998	1999	2000	2001
Production	3 580	3 532	3 633	3 728	3 842
+ ressources fiscales	30 340	31 802	32 178	31 120	32 920
+ dotations de l'Etat	12 767	12 941	13 362	11 881	11 965
+ subventions et attributions	5 872	5 961	7 214	9 645	8 493
- achats et charges externes	11 430	11 275	11 704	12 430	12 417
- impôts et taxes	302	308	314	320	317
- charges de personnel	20 438	21 384	22 518	23 327	24 220
= EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION	20 388	21 270	21 851	20 297	20 265
Excédent brut d'exploitation	20 388	21 270	21 851	20 297	20 265
+ autres produits de gestion courante	1 933	1 907	1 909	1 992	1 963
- autres charges de gestion courante	10 923	11 192	11 414	10 220	10 041
= EXCEDENT BRUT DE FONCTIONNEMENT	11 399	11 985	12 346	12 069	12 187
Excédent brut de fonctionnement	11 399	11 985	12 346	12 069	12 187
+ reprises sur provisions	13	14	20	31	18
+ transferts de charges	367	487	560	702	552
- dotations aux amortissements et provisions	883	1 126	1 237	1 391	1 547
= RESULTAT COURANT NON FINANCIER	10 896	11 359	11 691	11 411	11 210
Produits financiers	266	246	249	178	162
- charges financières	3 923	3 523	3 244	2 964	2 974
= RESULTAT COURANT FINANCIER	-3 656	-3 277	-2 995	-2 786	-2 812
Produits exceptionnels	1 508	1 492	1 767	1 974	4 503
- charges exceptionnelles	1 461	1 854	2 110	2 224	4 772
= RESULTAT EXCEPTIONNEL	47	-362	-342	-250	-269
Résultat courant non financier	10 896	11 359	11 691	11 411	11 210
+ Résultat courant financier	-3 656	-3 277	-2 995	-2 786	-2 812
+ Résultat exceptionnel	47	-362	-342	-250	-269
= RESULTAT NET	7 287	7 720	8 353	8 375	8 129

Tableau des soldes intermédiaires de gestion

Tableau 5a

(en millions de francs)

	1997	1998	1999	2000	2001
Production	23 483	23 172	23 833	24 457	25 202
+ ressources fiscales	199 019	208 610	211 075	204 135	215 942
+ dotations de l'Etat	83 744	84 885	87 649	77 932	78 484
+ subventions et attributions	38 517	39 101	47 321	63 268	55 710
- achats et charges externes	74 979	73 956	76 774	81 534	81 453
- impôts et taxes	1 982	2 021	2 060	2 099	2 081
- charges de personnel	134 067	140 270	147 711	153 018	158 873
= EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION	133 736	139 521	143 333	133 140	132 930
Excédent brut d'exploitation	133 736	139 521	143 333	133 140	132 930
+ autres produits de gestion courante	12 682	12 509	12 523	13 069	12 874
- autres charges de gestion courante	71 647	73 416	74 869	67 042	65 864
= EXCEDENT BRUT DE FONCTIONNEMENT	74 770	78 614	80 988	79 167	79 940
Excédent brut de fonctionnement	74 770	78 614	80 988	79 167	79 940
+ reprises sur provisions	84	91	134	204	119
+ transferts de charges	2 410	3 191	3 675	4 606	3 619
- dotations aux amortissements et provisions	5 791	7 387	8 112	9 124	10 149
= RESULTAT COURANT NON FINANCIER	71 473	74 509	76 685	74 854	73 530
Produits financiers	1 748	1 616	1 636	1 166	1 065
- charges financières	25 732	23 111	21 281	19 444	19 508
= RESULTAT COURANT FINANCIER	-23 984	-21 494	-19 644	-18 278	-18 443
Produits exceptionnels	9 895	9 788	11 594	12 949	29 539
- charges exceptionnelles	9 586	12 162	13 839	14 591	31 301
= RESULTAT EXCEPTIONNEL	309	-2 374	-2 246	-1 642	-1 762
Résultat courant non financier	71 473	74 509	76 685	74 854	73 530
+ Résultat courant financier	-23 984	-21 494	-19 644	-18 278	-18 443
+ Résultat exceptionnel	309	-2 374	-2 246	-1 642	-1 762
= RESULTAT NET	47 797	50 641	54 795	54 934	53 324

Evolution des soldes intermédiaires de gestion

Tableau 5b

(en pourcentage)

	de 1997 à 1998	de 1998 à 1999	de 1999 à 2000	de 2000 à 2001
Production	-1,3	2,9	2,6	3,0
+ ressources fiscales	4,8	1,2	-3,3	5,8
+ dotations de l'Etat	1,4	3,3	-11,1	0,7
+ subventions et attributions	1,5	21,0	33,7	-11,9
- achats et charges externes	-1,4	3,8	6,2	-0,1
- impôts et taxes	2,0	1,9	1,9	-0,9
- charges de personnel	4,6	5,3	3,6	3,8
= EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION	4,3	2,7	-7,1	-0,2
Excédent brut d'exploitation	4,3	2,7	-7,1	-0,2
+ autres produits de gestion courante	-1,4	0,1	4,4	-1,5
- autres charges de gestion courante	2,5	2,0	-10,5	-1,8
= EXCEDENT BRUT DE FONCTIONNEMENT	5,1	3,0	-2,2	1,0
Excédent brut de fonctionnement	5,1	3,0	-2,2	1,0
+ reprises sur provisions	8,3	48,2	52,1	-41,6
+ transferts de charges	32,4	15,1	25,3	-21,4
- dotations aux amortissements et provisions	27,6	9,8	12,5	11,2
= RESULTAT COURANT NON FINANCIER	4,2	2,9	-2,4	-1,8
Produits financiers	-7,5	1,2	-28,7	-8,7
- charges financières	-10,2	-7,9	-8,6	0,3
= RESULTAT COURANT FINANCIER	10,4	8,6	7,0	-0,9
Produits exceptionnels	-1,1	18,4	11,7	128,1
- charges exceptionnelles	26,9	13,8	5,4	114,5
= RESULTAT EXCEPTIONNEL	-	5,4	26,9	-7,3
Résultat courant non financier	4,2	2,9	-2,4	-1,8
+ Résultat courant financier	10,4	8,6	7,0	-0,9
+ Résultat exceptionnel	-	5,4	26,9	-7,3
= RESULTAT NET	5,9	8,2	0,3	-2,9

- Evolution non significative

Capacité d'autofinancement *

Tableau 6a

(en millions d'euros)

	1997	1998	1999	2000	2001
Excédent brut de fonctionnement	11 399	11 985	12 346	12 069	12 187
+ Transfert de charges	367	487	560	702	552
+ Produits financiers (sauf c/ 786)	257	236	240	166	159
- Charges financières (sauf c/ 686)	3 886	3 482	3 194	2 921	2 927
+ Produits exceptionnels (sauf 775, 776, 777 et 787)	296	311	323	459	444
- Charges exceptionnelles (sauf 675, 676, 6741 et 687)	491	601	669	691	726
= CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	7 942	8 935	9 606	9 785	9 688

(en millions d'euros)

	1997	1998	1999	2000	2001
Résultat net	7 287	7 720	8 353	8 375	8 129
+ Dotations aux amortissements et provisions	1 187	1 511	1 736	1 864	1 991
+ Valeur comptable des immobilisations cédées	703	910	992	1 104	3 649
- Reprises sur amortissements et provisions	233	277	383	402	2 027
- Produits des cessions d'immobilisations	775	897	1 057	1 117	2 015
- Quote-part des subventions d'investissement transférées au compte de résultat	227	31	35	39	39
= CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	7 942	8 935	9 606	9 785	9 688

* La capacité d'autofinancement (CAF) est un flux réel qui correspond à la somme des produits courants, financiers et exceptionnels encaissés, plus les éventuels transferts de charges neutralisant les charges à répartir sur plusieurs exercices, moins les charges courantes, financières et exceptionnelles décaissées.

Le calcul de la CAF se vérifie de manière inverse en partant du résultat net auquel on ajoute les charges non décaissées et duquel on retranche les produits non encaissés (qui n'ont pas donné lieu à mouvement financier), ainsi que les produits des cessions d'immobilisations.

Capacité d'autofinancement *

Tableau 6a

(en millions de francs)

	1997	1998	1999	2000	2001
Excédent brut de fonctionnement	74 770	78 614	80 988	79 167	79 940
+ Transfert de charges	2 410	3 191	3 675	4 606	3 619
+ Produits financiers (sauf c/ 786)	1 686	1 548	1 574	1 091	1 041
- Charges financières (sauf c/ 686)	25 491	22 839	20 950	19 157	19 201
+ Produits exceptionnels (sauf 775, 776, 777 et 787)	1 940	2 038	2 117	3 008	2 914
- Charges exceptionnelles (sauf 675, 676, 6741 et 687)	3 218	3 943	4 391	4 530	4 760
= CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	52 098	58 610	63 013	64 185	63 552

(en millions de francs)

	1997	1998	1999	2000	2001
Résultat net	47 797	50 641	54 795	54 934	53 324
+ Dotations aux amortissements et provisions	7 788	9 911	11 384	12 230	13 061
+ Valeur comptable des immobilisations cédées	4 613	5 967	6 507	7 242	23 935
- Reprises sur amortissements et provisions	1 528	1 820	2 512	2 634	13 297
- Produits des cessions d'immobilisations	5 083	5 883	6 934	7 329	13 215
- Quote-part des subventions d'investissement transférées au compte de résultat	1 489	206	228	257	256
= CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	52 098	58 610	63 013	64 185	63 552

* La capacité d'autofinancement (CAF) est un flux réel qui correspond à la somme des produits courants, financiers et exceptionnels encaissés, plus les éventuels transferts de charges neutralisant les charges à répartir sur plusieurs exercices, moins les charges courantes, financières et exceptionnelles décaissées.

Le calcul de la CAF se vérifie de manière inverse en partant du résultat net auquel on ajoute les charges non décaissées et duquel on retranche les produits non encaissés (qui n'ont pas donné lieu à mouvement financier), ainsi que les produits des cessions d'immobilisations.

Evolution de la capacité d'autofinancement *

Tableau 6b

(en pourcentage)

	de 1997 à 1998	de 1998 à 1999	de 1999 à 2000	de 2000 à 2001
Excédent brut de fonctionnement	5,1	3,0	-2,2	1,0
+ Transfert de charges	32,4	15,1	25,3	-21,4
+ Produits financiers (sauf c/ 786)	-8,2	1,7	-30,7	-4,6
- Charges financières (sauf c/ 686)	-10,4	-8,3	-8,6	0,2
+ Produits exceptionnels (sauf 775, 776, 777 et 787)	5,0	3,9	42,1	-3,1
- Charges exceptionnelles (sauf 675, 676, 6741 et 687)	22,6	11,4	3,2	5,1
= CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	12,5	7,5	1,9	-1,0

(en pourcentage)

	de 1997 à 1998	de 1998 à 1999	de 1999 à 2000	de 2000 à 2001
Résultat net	5,9	8,2	0,3	-2,9
+ Dotations aux amortissements et provisions	27,3	14,9	7,4	6,8
+ Valeur comptable des immobilisations cédées	29,4	9,1	11,3	230,5
- Reprises sur amortissements et provisions	19,2	38,0	4,9	404,8
- Produits des cessions d'immobilisations	15,7	17,9	5,7	80,3
- Quote-part des subventions d'investissement transférées au compte de résultat	-86,2	10,4	13,0	-0,4
= CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	12,5	7,5	1,9	-1,0

* La capacité d'autofinancement (CAF) est un flux réel qui correspond à la somme des produits courants, financiers et exceptionnels encaissés, plus les éventuels transferts de charges neutralisant les charges à répartir sur plusieurs exercices, moins les charges courantes, financières et exceptionnelles décaissées.

Le calcul de la CAF se vérifie de manière inverse en partant du résultat net auquel on ajoute les charges non décaissées et auquel on retranche les produits non encaissés (qui n'ont pas donné lieu à mouvement financier), ainsi que les produits des cessions d'immobilisations.

Bilan au 31 décembre 2001 - Actif

Tableau 7

(en millions d'euros)

ACTIF IMMOBILISE	Actif brut	Amortissements et provisions	Actif net	
			au 31/12/2001	au 31/12/2000
Immobilisations incorporelles	2 096	502	1 594	1 561
Immobilisations corporelles	275 243	3 144	272 098	260 277
1) En toute propriété				
Terrains	25 297	21	25 276	23 721
Constructions	113 219	351	112 868	107 614
Constructions sur sol d'autrui	343	2	341	358
Réseaux et installations de voirie	74 871	276	74 595	71 574
Oeuvres d'art	852		852	798
Autres immobilisations corporelles	14 030	2 493	11 537	12 394
Immobilisations en cours	34 396	0	34 396	32 250
Immobilisations affectées à un serv. non person.	4 293		4 293	4 420
Immobilisations mises en concession et affectées	7 743		7 743	6 961
2) Reçues au titre d'une mise à disposition				
Terrains	20	0	20	20
Constructions	54	0	54	52
Réseaux et autres immobilisations corporelles	37	2	35	31
3) Reçues au titre d'une affectation				
Terrains	11	0	11	10
Constructions	22	0	21	16
Réseaux et autres immobilisations corporelles	56	0	56	57
Immobilisations financières	5 328	14	5 314	4 933
Participations et créances rattachées	1 056	8	1 048	1 037
Autres titres immobilisés	559	0	559	512
Avances et garanties d'emprunt	233		233	241
Prêts	1 412	1	1 411	1 408
Autres créances	2 068	5	2 063	1 735
TOTAL I	282 666	3 660	279 006	266 770
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en cours	42		42	44
Terrains	12		12	12
Production autre que terrains	6		6	6
Autres stocks	24		24	26
Créances	5 410	67	5 342	5 440
Redevables et comptes rattachés	2 486	44	2 442	2 650
Créances irréc.adm. par le juge des comptes	0		0	
Créances sur l'Etat et les collectivités publiques	694		694	612
Créances sur les BA, le CCAS et la CDE rattach.				
Opérations pour le compte de tiers	1 228		1 228	1 148
Autres créances	1 003	24	979	1 030
Valeurs mobilières de placement	118		118	158
Disponibilités	9 670		9 670	10 170
Avances de trésorerie	22		22	23
Charges constatées d'avance	4		4	4
TOTAL II	15 266	67	15 199	15 840
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges à répartir sur plusieurs exercices	1 690		1 690	1 861
Primes de remboursement des obligations	8		8	9
Dépenses à classer et à régulariser	167		167	146
Ecart de conversion - Actif	1		1	2
TOTAL III	1 867		1 867	2 017
TOTAL GENERAL (I + II + III)	299 800	3 728	296 072	284 626

Bilan au 31 décembre 2001 - Actif

Tableau 7

(en millions de francs)

ACTIF IMMOBILISE	Actif brut	Amortissements et provisions	Actif net	
			au 31/12/2001	au 31/12/2000
Immobilisations incorporelles	13 746	3 290	10 455	10 237
Immobilisations corporelles	1 805 473	20 627	1 784 846	1 707 303
1) En toute propriété				
Terrains	165 938	138	165 800	155 601
Constructions	742 665	2 300	740 366	705 900
Constructions sur sol d'autrui	2 250	12	2 239	2 351
Réseaux et installations de voirie	491 120	1 808	489 313	469 494
Oeuvres d'art	5 591		5 591	5 237
Autres immobilisations corporelles	92 030	16 353	75 677	81 299
Immobilisations en cours	225 624	0	225 624	211 549
Immobilisations affectées à un serv. non person.	28 161		28 161	28 996
Immobilisations mises en concession et affectées	50 789		50 789	45 660
2) Reçues au titre d'une mise à disposition				
Terrains	131	1	129	131
Constructions	356	0	356	339
Réseaux et autres immobilisations corporelles	240	13	227	201
3) Reçues au titre d'une affectation				
Terrains	71	0	71	64
Constructions	141	1	140	104
Réseaux et autres immobilisations corporelles	365	0	364	376
Immobilisations financières	34 951	94	34 857	32 355
Participations et créances rattachées	6 926	53	6 873	6 802
Autres titres immobilisés	3 667	0	3 667	3 357
Avances et garanties d'emprunt	1 530		1 530	1 579
Prêts	9 265	9	9 255	9 236
Autres créances	13 564	32	13 532	11 380
TOTAL I	1 854 170	24 011	1 830 159	1 749 895
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en cours	273	0	273	291
Terrains	77		77	81
Production autre que terrains	39		39	42
Autres stocks	157		157	168
Créances	35 484	441	35 043	35 686
Redevables et comptes rattachés	16 305	286	16 019	17 385
Créances irréc.adm. par le juge des comptes	1		1	0
Créances sur l'Etat et les collectivités publiques	4 549		4 549	4 013
Créances sur les BA, le CCAS et la CDE rattach.	0		0	
Opérations pour le compte de tiers	8 053		8 053	7 532
Autres créances	6 576	155	6 421	6 756
Valeurs mobilières de placement	775		775	1 037
Disponibilités	63 433		63 433	66 708
Avances de trésorerie	147		147	154
Charges constatées d'avance	25		25	24
TOTAL II	100 138	441	99 697	103 900
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges à répartir sur plusieurs exercices	11 089		11 089	12 205
Primes de remboursement des obligations	55		55	58
Dépenses à classer et à régulariser	1 098		1 098	957
Ecarts de conversion - Actif	8		8	10
TOTAL III	12 249		12 249	13 230
TOTAL GENERAL (I + II + III)	1 966 557	24 452	1 942 105	1 867 026

Bilan au 31 décembre 2001 - Passif

Tableau 8

(en millions d'euros)

	au 31/12/2001	au 31/12/2000
FONDS PROPRES		
Fonds internes	188 548	181 964
Dotations	63 326	63 646
Mise à disposition (chez le bénéficiaire)	51	35
Affectation (par la collectivité de rattachement)	0	0
Réserves	111 511	102 987
Report à nouveau	4 958	4 795
Résultat de l'exercice	8 129	8 375
Subventions transférables	2 055	1 912
Provisions réglementées	144	137
Différences sur réalisations d'immobilisations	-1 625	78
Autres fonds	47 397	41 779
Fonds globalisés	29 527	27 324
Subventions non transférables	17 796	14 380
Droits de l'affectant	73	75
TOTAL I	235 945	223 744
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provisions pour risques	261	248
Provisions pour charges	149	141
TOTAL II	410	389
DETTES		
Dettes financières	52 372	52 447
Emprunts obligataires	507	624
Autres emprunts	50 465	50 577
Emprunts et dettes financières divers	733	752
Crédits et lignes de trésorerie	667	494
Dettes diverses	6 636	7 423
Fournisseurs et comptes rattachés	2 287	2 766
Dettes fiscales et sociales	262	347
Dettes envers l'Etat et les collectivités publiques	437	598
Dettes envers les BA, le CCAS et la CDE rattach.	1 023	915
Opérations pour le compte de tiers	1 028	970
Autres dettes	495	519
Fournisseurs d'immobilisations	1 092	1 293
Produits constatés d'avance	11	15
TOTAL III	59 008	59 870
COMPTES DE REGULARISATION		
Dépenses à l'étranger en instance de règlement	1	1
Recettes à classer ou à régulariser	707	620
Ecart de conversion - Passif	1	2
TOTAL IV	708	623
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV)	296 072	284 626

Bilan au 31 décembre 2001 - Passif

Tableau 8

(en millions de francs)

	au 31/12/2001	au 31/12/2000
FONDS PROPRES		
Fonds internes	1 236 797	1 193 608
Dotations	415 389	417 488
Mise à disposition (chez le bénéficiaire)	333	232
Affectation (par la collectivité de rattachement)		
Réserves	731 461	675 551
Report à nouveau	32 524	31 455
Résultat de l'exercice	53 324	54 934
Subventions transférables	13 477	12 541
Provisions réglementées	946	897
Différences sur réalisations d'immobilisations	-10 657	509
Autres fonds	310 904	274 055
Fonds globalisés	193 688	179 234
Subventions non transférables	116 735	94 329
Droits de l'affectant	481	493
TOTAL I	1 547 701	1 467 663
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provisions pour risques	1 713	1 627
Provisions pour charges	978	925
TOTAL II	2 691	2 552
DETTES		
Dettes financières	343 540	344 032
Emprunts obligataires	3 323	4 091
Autres emprunts	331 030	331 764
Emprunts et dettes financières divers	4 811	4 933
Crédits et lignes de trésorerie	4 376	3 243
Dettes diverses	43 528	48 691
Fournisseurs et comptes rattachés	15 004	18 145
Dettes fiscales et sociales	1 716	2 275
Dettes envers l'Etat et les collectivités publiques	2 866	3 925
Dettes envers les BA, le CCAS et la CDE rattach.	6 711	6 001
Opérations pour le compte de tiers	6 745	6 361
Autres dettes	3 248	3 406
Fournisseurs d'immobilisations	7 163	8 480
Produits constatés d'avance	75	98
TOTAL III	387 068	392 722
COMPTES DE REGULARISATION		
Dépenses à l'étranger en instance de règlement	5	8
Recettes à classer ou à régulariser	4 635	4 067
Ecart de conversion - Passif	6	13
TOTAL IV	4 646	4 089
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV)	1 942 105	1 867 026

Bilan fonctionnel - Actif

Tableau 9a

(en millions d'euros)

	1997	1998	1999	2000	2001
ACTIF IMMOBILISE BRUT	238 491	247 645	258 447	272 522	285 593
Immobilisations d'exploitation	220 148	230 131	239 949	253 095	265 214
Immobilisations hors exploitation	9 135	9 507	10 435	11 464	12 124
Immobilisations financières	5 024	5 000	4 959	4 945	5 328
Opérations d'investissement pour le compte de tiers	1 065	1 030	1 094	1 148	1 228
Autres actifs immobilisés	3 118	1 978	2 010	1 869	1 699
FONDS DE ROULEMENT	5 656	5 909	6 782	6 748	6 670
ACTIFS D'EXPLOITATION	2 732	2 767	3 132	3 357	3 189
Stocks et en-cours	42	43	43	44	42
Redevables et assimilés	2 194	2 046	2 336	2 528	2 261
Créances sur l'Etat et les collectivités publiques	342	539	597	612	694
Comptes de liaison					
Autres créances d'exploitation	16	20	20	22	20
Charges constatées d'avance	5	3	3	4	4
Dépenses à classer ou à régulariser	133	115	133	147	169
CREANCES DIVERSES	888	1 016	1 058	1 158	1 207
Acquéreurs de terrains aménagés stockés	118	109	128	139	225
Autres créances diverses	771	907	930	1 019	982
Valeurs mobilières de placement	218	121	131	158	118
Avances de trésorerie	21	25	21	23	22
Disponibilités	8 022	8 745	9 998	10 170	9 670

Bilan fonctionnel - Actif

Tableau 9a

(en millions de francs)

	1997	1998	1999	2000	2001
ACTIF IMMOBILISE BRUT	1 564 396	1 624 445	1 695 299	1 787 627	1 873 366
Immobilisations d'exploitation	1 444 079	1 509 561	1 573 959	1 660 195	1 739 692
Immobilisations hors exploitation	59 924	62 364	68 447	75 202	79 527
Immobilisations financières	32 958	32 795	32 529	32 435	34 951
Opérations d'investissement pour le compte de tiers	6 985	6 754	7 179	7 532	8 053
Autres actifs immobilisés	20 451	12 972	13 185	12 263	11 143
FONDS DE ROULEMENT	37 101	38 763	44 484	44 267	43 750
ACTIFS D'EXPLOITATION	17 921	18 151	20 543	22 020	20 917
Stocks et en-cours	273	284	282	291	273
Redevables et assimilés	14 393	13 424	15 326	16 581	14 829
Créances sur l'Etat et les collectivités publiques	2 246	3 538	3 913	4 013	4 549
Comptes de liaison					
Autres créances d'exploitation	106	129	131	144	134
Charges constatées d'avance	31	21	17	24	25
Dépenses à classer ou à régulariser	872	755	873	967	1 106
CREANCES DIVERSES	5 827	6 664	6 939	7 598	7 920
Acquéreurs de terrains aménagés stockés	773	717	840	915	1 477
Autres créances diverses	5 055	5 948	6 099	6 683	6 442
Valeurs mobilières de placement	1 429	792	862	1 037	775
Avances de trésorerie	140	167	141	154	147
Disponibilités	52 623	57 365	65 580	66 708	63 433

Bilan fonctionnel - Evolution de l'actif

Tableau 9b

(en pourcentage)

	de 1997 à 1998	de 1998 à 1999	de 1999 à 2000	de 2000 à 2001
ACTIF IMMOBILISE BRUT	3,8	4,4	5,4	4,8
Immobilisations d'exploitation	4,5	4,3	5,5	4,8
Immobilisations hors exploitation	4,1	9,8	9,9	5,8
Immobilisations financières	-0,5	-0,8	-0,3	7,8
Opérations d'investissement pour le compte de tiers	-3,3	6,3	4,9	6,9
Autres actifs immobilisés	-36,6	1,6	-7,0	-9,1
FONDS DE ROULEMENT	4,5	14,8	-0,5	-1,2
ACTIFS D'EXPLOITATION	1,3	13,2	7,2	-5,0
Stocks et en-cours	3,9	-0,7	3,2	-6,2
Redevables et assimilés	-6,7	14,2	8,2	-10,6
Créances sur l'Etat et les collectivités publiques	57,5	10,6	2,5	13,4
Comptes de liaison				
Autres créances d'exploitation	21,8	2,2	9,7	-7,0
Charges constatées d'avance	-32,3	-18,7	44,4	4,0
Dépenses à classer ou à régulariser	-13,4	15,6	10,8	14,4
CREANCES DIVERSES	14,4	4,1	9,5	4,2
Acquéreurs de terrains aménagés stockés	-7,3	17,3	8,9	61,5
Autres créances diverses	17,7	2,5	9,6	-3,6
Valeurs mobilières de placement	-44,6	8,9	20,2	-25,3
Avances de trésorerie	19,5	-16,0	9,6	-4,7
Disponibilités	9,0	14,3	1,7	-4,9

Bilan fonctionnel - Passif

Tableau 10a

(en millions d'euros)

	1997	1998	1999	2000	2001
RESSOURCES STABLES	244 147	253 554	265 228	279 270	292 262
Ressources propres	191 153	201 097	212 922	226 895	240 083
Capitaux propres	189 953	199 453	210 608	223 744	235 945
Amortissements et provisions	1 201	1 644	2 314	3 151	4 138
Dettes financières	52 267	51 640	51 388	51 406	51 151
Emprunts bancaires et assimilés	50 996	50 367	50 129	50 153	49 901
Autres dettes financières	1 271	1 273	1 259	1 253	1 249
Opérations d'investissement pour le compte de tiers	726	817	918	970	1 028
DETTES D'EXPLOITATION	4 167	4 530	5 152	5 308	4 781
Dettes sur achats	2 310	2 429	2 755	2 766	2 287
Dettes fiscales et sociales	254	248	312	347	262
Dettes envers l'Etat et les collectivités publiques	451	551	622	598	437
Comptes de liaison	625	674	846	915	1 023
Autres dettes d'exploitation	29	29	33	43	53
Produits constatés d'avance	10	10	12	15	11
Recettes à classer ou à régulariser	488	588	572	623	708
BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT D'EXPLOITATION	-1 435	-1 763	-2 020	-1 951	-1 593
DETTES DIVERSES	1 718	1 817	2 007	2 316	2 089
Fournisseurs d'immobilisations	776	879	1 053	1 293	1 092
Intérêts courus non échus	533	553	525	547	554
Autres dettes diverses	409	385	429	476	443
BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT HORS EXPLOITATION	-830	-801	-949	-1 158	-882
Concours bancaires courants	341	418	399	494	667
TRESORERIE	7 921	8 473	9 751	9 857	9 144

Bilan fonctionnel - Passif

Tableau 10a

(en millions de francs)

	1997	1998	1999	2000	2001
RESSOURCES STABLES	1 601 497	1 663 208	1 739 783	1 831 894	1 917 116
Ressources propres	1 253 884	1 319 111	1 396 680	1 488 333	1 574 843
Capitaux propres	1 246 007	1 308 328	1 381 499	1 467 663	1 547 701
Amortissements et provisions	7 876	10 783	15 181	20 670	27 142
Dettes financières	342 852	338 736	337 082	337 200	335 528
Emprunts bancaires et assimilés	334 514	330 389	328 823	328 983	327 332
Autres dettes financières	8 338	8 347	8 259	8 216	8 196
Opérations d'investissement pour le compte de tiers	4 762	5 361	6 021	6 361	6 745
DETTES D'EXPLOITATION	27 333	29 716	33 795	34 817	31 364
Dettes sur achats	15 150	15 931	18 075	18 145	15 004
Dettes fiscales et sociales	1 667	1 626	2 046	2 275	1 716
Dettes envers l'Etat et les collectivités publiques	2 959	3 618	4 079	3 925	2 866
Comptes de liaison	4 100	4 422	5 546	6 001	6 711
Autres dettes d'exploitation	189	193	216	285	346
Produits constatés d'avance	67	68	82	98	75
Recettes à classer ou à régulariser	3 202	3 859	3 751	4 089	4 646
BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT D'EXPLOITATION	-9 412	-11 566	-13 253	-12 797	-10 447
DETTES DIVERSES	11 272	11 918	13 165	15 190	13 703
Fournisseurs d'immobilisations	5 092	5 764	6 907	8 480	7 163
Intérêts courus non échus	3 496	3 627	3 445	3 589	3 637
Autres dettes diverses	2 684	2 526	2 814	3 122	2 904
BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT HORS EXPLOITATION	-5 444	-5 254	-6 226	-7 593	-5 784
Concours bancaires courants	2 234	2 742	2 620	3 242	4 374
TRESORERIE	51 958	55 582	63 963	64 657	59 981

Bilan fonctionnel - Evolution du passif

Tableau 10b

(en pourcentage)

	de 1997 à 1998	de 1998 à 1999	de 1999 à 2000	de 2000 à 2001
RESSOURCES STABLES	3,9	4,6	5,3	4,7
Ressources propres	5,2	5,9	6,6	5,8
Capitaux propres	5,0	5,6	6,2	5,5
Amortissements et provisions	36,9	40,8	36,2	31,3
Dettes financières	-1,2	-0,5	0,0	-0,5
Emprunts bancaires et assimilés	-1,2	-0,5	0,0	-0,5
Autres dettes financières	0,1	-1,1	-0,5	-0,2
Opérations d'investissement pour le compte de tiers	12,6	12,3	5,7	6,0
DETTES D'EXPLOITATION	8,7	13,7	3,0	-9,9
Dettes sur achats	5,2	13,5	0,4	-17,3
Dettes fiscales et sociales	-2,4	25,9	11,2	-24,6
Dettes envers l'Etat et les collectivités publiques	22,3	12,8	-3,8	-27,0
Comptes de liaison	7,8	25,4	8,2	11,8
Autres dettes d'exploitation	2,3	11,9	32,0	21,3
Produits constatés d'avance	1,2	20,5	19,9	-23,2
Recettes à classer ou à régulariser	20,5	-2,8	9,0	13,6
BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT D'EXPLOITATION	-22,9	-14,6	3,4	18,4
DETTES DIVERSES	5,7	10,5	15,4	-9,8
Fournisseurs d'immobilisations	13,2	19,8	22,8	-15,5
Intérêts courus non échus	3,8	-5,0	4,2	1,3
Autres dettes diverses	-5,9	11,4	10,9	-7,0
BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT HORS EXPLOITATION	3,5	-18,5	-22,0	23,8
Concours bancaires courants	22,8	-4,5	23,8	34,9
TRESORERIE	7,0	15,1	1,1	-7,2

Tableau de financement - 1ère partie

Tableau 11

(en millions d'euros)

EMPLOIS	2001	2000
Acquisitions d'éléments de l'actif immobilisé	17 085	16 854
<i>Immobilisations incorporelles</i>	240	253
<i>Immobilisations corporelles et en cours</i>	15 915	16 078
<i>Immobilisations financières</i>	930	522
Opérations pour le compte de tiers	150	119
Charges à répartir sur plusieurs exercices	429	461
Réduction des capitaux propres	167	152
Remboursement de dettes financières	7 573	7 167
<i>dont emprunts assortis d'une option de tirage</i>	1 187	891
TOTAL DES EMPLOIS	25 404	24 754
VARIATION DU FONDS DE ROULEMENT NET GLOBAL (RESSOURCE NETTE)		
RESSOURCES		
Capacité d'autofinancement de l'exercice	9 688	9 785
Cessions ou réductions d'éléments de l'actif immobilisé	2 329	1 968
Opérations pour le compte de tiers	127	117
Augmentation des capitaux propres	5 862	5 665
<i>FCTVA</i>	1 841	1 693
<i>Subventions d'investissement</i>	3 993	3 942
<i>Divers</i>	29	30
Augmentation des dettes financières	7 319	7 185
<i>dont emprunts assortis d'une option de tirage</i>	1 413	1 022
TOTAL DES RESSOURCES	25 325	24 721
VARIATION DU FONDS DE ROULEMENT NET GLOBAL (EMPLOI)	79	33

Tableau de financement - 1ère partie

Tableau 11

(en millions de francs)

EMPLOIS	2001	2000
Acquisitions d'éléments de l'actif immobilisé	112 067	110 554
<i>Immobilisations incorporelles</i>	1 572	1 662
<i>Immobilisations corporelles et en cours</i>	104 393	105 466
<i>Immobilisations financières</i>	6 103	3 427
Opérations pour le compte de tiers	982	780
Charges à répartir sur plusieurs exercices	2 817	3 027
Réduction des capitaux propres	1 096	999
Remboursement de dettes financières	49 679	47 015
<i>dont emprunts assortis d'une option de tirage</i>	7 785	5 844
TOTAL DES EMPLOIS	166 640	162 376
VARIATION DU FONDS DE ROULEMENT NET GLOBAL (RESSOURCE NETTE)		
RESSOURCES		
Capacité d'autofinancement de l'exercice	63 552	64 185
Cessions ou réductions d'éléments de l'actif immobilisé	15 279	12 912
Opérations pour le compte de tiers	831	768
Augmentation des capitaux propres	38 455	37 161
<i>FCTVA</i>	12 073	11 103
<i>Subventions d'investissement</i>	26 191	25 859
<i>Divers</i>	191	199
Augmentation des dettes financières	48 007	47 132
<i>dont emprunts assortis d'une option de tirage</i>	9 266	6 706
TOTAL DES RESSOURCES	166 124	162 158
VARIATION DU FONDS DE ROULEMENT NET GLOBAL (EMPLOI)	517	217

Tableau de financement - 2ème partie

Tableau 12

(en millions d'euros)

	Besoin	Dégagement	Solde 2001	Solde 2000
VARIATION EXPLOITATION				
Variation des actifs d'exploitation				
Stocks et en-cours		3		
Redevables et assimilés		267		
Créances sur l'Etat et les collectivités publiques	82			
Comptes de liaison				
Autres créances d'exploitation		2		
Charges constatées d'avance	0			
Opérations à classer ou à régulariser	21			
Variation des dettes d'exploitation				
Dettes sur achats	479			
Dettes fiscales et sociales	85			
Dettes envers l'Etat et les collectivités publiques	162			
Comptes de liaison		108		
Autres dettes d'exploitation		9		
Produits constatés d'avance	3			
Opérations à classer ou à régulariser		85		
TOTAUX	832	474		
A - VARIATION NETTE EXPLOITATION			358	69
VARIATION HORS EXPLOITATION				
Variation des dettes diverses	227			
Variation des créances diverses	49			
TOTAUX	276	0		
B - VARIATION NETTE HORS EXPLOITATION			276	-208
TOTAL A + B			634	-139
Besoin de l'exercice en fonds de roulement ou dégagement net de l'exercice				
VARIATION TRESORERIE				
Variation des disponibilités		540		
Variation des concours bancaires courants		173		
TOTAUX	0	713		
C - VARIATION NETTE TRESORERIE			-713	106
VARIATION DU FONDS DE ROULEMENT NET GLOBAL				
TOTAL A + B + C			-79	-33
EMPLOI NET				
RESSOURCE NETTE			79	33

Tableau de financement - 2ème partie

Tableau 12

(en millions de francs)

	Besoin	Dégagement	Solde 2001	Solde 2000
VARIATION EXPLOITATION				
Variation des actifs d'exploitation				
Stocks et en-cours		18		
Redevables et assimilés		1 752		
Créances sur l'Etat et les collectivités publiques	537			
Comptes de liaison				
Autres créances d'exploitation		10		
Charges constatées d'avance	1			
Opérations à classer ou à régulariser	139			
Variation des dettes d'exploitation				
Dettes sur achats	3 141			
Dettes fiscales et sociales	559			
Dettes envers l'Etat et les collectivités publiques	1 059			
Comptes de liaison		710		
Autres dettes d'exploitation		61		
Produits constatés d'avance	23			
Opérations à classer ou à régulariser		557		
TOTAUX	5 459	3 108		
A - VARIATION NETTE EXPLOITATION			2 350	456
VARIATION HORS EXPLOITATION				
Variation des dettes diverses	1 487			
Variation des créances diverses	322			
TOTAUX	1 809	0		
B - VARIATION NETTE HORS EXPLOITATION			1 809	-1 367
TOTAL A + B			4 159	-911
Besoin de l'exercice en fonds de roulement ou dégage- ment net de l'exercice				
VARIATION TRESORERIE				
Variation des disponibilités		3 544		
Variation des concours bancaires courants		1 132		
TOTAUX	0	4 676		
C - VARIATION NETTE TRESORERIE			-4 676	694
VARIATION DU FONDS DE ROULEMENT NET GLOBAL				
TOTAL A + B + C			-517	-217
EMPLOI NET				
RESSOURCE NETTE			517	217

Dettes à moyen et long terme par strate - Exercice 2001

Tableau 25

(en millions d'euros)

	Moins de 250 hab	de 250 à 500 hab	de 500 à 2 000 hab	de 2 000 à 3 500 hab	de 3 500 à 5 000 hab	de 5 000 à 10 000 hab	DOM moins de 10 000 hab	National moins de 10 000 hab
EMPRUNTS ET DETTES ASSIMIL	622	1 087	5 266	3 405	2 492	5 682	95	18 648
Emprunts obligataires	0	0	1	0	0	2	0	3
Emprunts auprès des établissements de crédit	599	1 062	5 189	3 345	2 460	5 597	92	18 345
Avances et emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	4	3	6	1	0	3	0	19
Dettes pour M.E.T.P.	0	0	0	0	0	5	0	6
Emprunts et dettes assortis de conditions particulières	7	7	26	18	5	26	2	91
Autres emprunts	12	14	44	40	26	49	1	185
AUTRES DETTES	52	79	315	151	88	171	10	865
Dépôts et cautionnements reçus	6	6	12	4	1	2	0	32
Dettes envers locataires-acquéreurs	3	9	95	52	37	85	5	285
Autres dettes	43	64	208	95	49	84	5	548
TOTAL DE LA DETTE	674	1 166	5 580	3 556	2 579	5 854	105	19 514
DETTE RAPPORTEE AUX PRODUITS DE FONCTIONNEMENT	0,56	0,70	0,84	0,91	0,92	0,90	0,37	0,85
DETTE EXPRIMEE EN ANNEES D'AUTOFINANCEMENT (CAF)	2,11	2,93	3,77	4,38	5,01	5,64	3,50	4,25

Dettes à moyen et long terme par strate - Exercice 2001

Tableau 25

(en millions de francs)

	Moins de 250 hab	de 250 à 500 hab	de 500 à 2 000 hab	de 2 000 à 3 500 hab	de 3 500 à 5 000 hab	de 5 000 à 10 000 hab	DOM moins de 10 000 hab	National moins de 10 000 hab
EMPRUNTS ET DETTES ASSIMIL	4 083	7 128	34 540	22 334	16 344	37 273	623	122 326
Emprunts obligataires	1	1	7	2	0	11		21
Emprunts auprès des établissements de crédit	3 932	6 966	34 036	21 943	16 135	36 717	605	120 335
Avances et emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	27	23	40	9	3	22		124
Dettes pour M.E.T.P.	0	0	1	1	1	34		37
Emprunts et dettes assortis de conditions particulières	47	45	170	117	34	170	11	595
Autres emprunts	76	94	287	261	172	319	7	1 215
AUTRES DETTES	341	518	2 063	993	574	1 123	64	5 677
Dépôts et cautionnements reçus	38	39	78	29	8	15	1	209
Dettes envers locataires-acquéreurs	21	58	620	339	244	558	32	1 873
Autres dettes	282	421	1 365	626	321	551	31	3 595
TOTAL DE LA DETTE	4 424	7 646	36 603	23 327	16 918	38 396	687	128 002
DETTE RAPPORTEE AUX PRODUITS DE FONCTIONNEMENT	0,56	0,70	0,84	0,91	0,92	0,90	0,37	0,85
DETTE EXPRIMEE EN ANNEES D'AUTOFINANCEMENT (CAF)	2,11	2,93	3,77	4,38	5,01	5,64	3,50	4,25

Dettes à moyen et long terme par strate - Exercice 2001

Tableau 26

(en millions d'euros)

	de 10 000 à 20 000 hab	de 20 000 à 50 000 hab	de 50 000 à 100 000 hab	plus de 100 000 hab	ville de Paris	DOM plus de 10 000 hab	National plus de 10 000 hab	Total national
EMPRUNTS ET DETTES ASSIMIL	5 898	9 635	6 223	7 453	1 088	956	31 253	49 901
Emprunts obligataires	1	31	0	404	65	3	503	507
Emprunts auprès des établissements de crédit	5 816	9 418	6 113	6 882	1 024	911	30 164	48 509
Avances et emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	1	0	2	0	0	0	3	22
Dettes pour M.E.T.P.	7	29	4	5	0	5	50	56
Emprunts et dettes assortis de conditions particulières	11	17	11	42	0	3	84	175
Autres emprunts	62	139	93	120	0	34	448	633
AUTRES DETTES	116	113	40	75	1	38	384	1 249
Dépôts et cautionnements reçus	4	6	4	4	0	1	19	51
Dettes envers locataires-acquéreurs	46	19	6	40	0	27	138	424
Autres dettes	66	89	30	31	1	10	227	775
TOTAL DE LA DETTE	6 015	9 748	6 263	7 528	1 089	994	31 637	51 151
DETTE RAPPORTEE AUX PRODUITS DE FONCTIONNEMENT	0,84	0,87	0,92	0,70	0,27	0,65	0,76	0,79
DETTE EXPRIMEE EN ANNEES D'AUTOFINANCEMENT (CAF)	6,30	7,45	7,86	6,17	1,69	5,72	6,21	5,28

Dettes à moyen et long terme par strate - Exercice 2001

Tableau 26

(en millions de francs)

	de 10 000 à 20 000 hab	de 20 000 à 50 000 hab	de 50 000 à 100 000 hab	plus de 100 000 hab	ville de Paris	DOM plus de 10 000 hab	National plus de 10 000 hab	Total national
EMPRUNTS ET DETTES ASSIMIL	38 690	63 200	40 819	48 887	7 140	6 271	205 006	327 332
Emprunts obligataires	7	202	0	2 651	424	19	3 302	3 323
Emprunts auprès des établissements de crédit	38 152	61 780	40 101	45 141	6 716	5 975	197 864	318 199
Avances et emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	5	3	10	0			18	142
Dettes pour M.E.T.P.	45	193	25	34		31	329	366
Emprunts et dettes assortis de conditions particulières	74	112	72	272		23	553	1 148
Autres emprunts	406	910	611	788		223	2 938	4 154
AUTRES DETTES	763	744	262	492	6	252	2 519	8 196
Dépôts et cautionnements reçus	26	40	27	25		5	123	332
Dettes envers locataires-acquéreurs	304	123	39	262		178	905	2 778
Autres dettes	434	581	196	205	6	68	1 491	5 086
TOTAL DE LA DETTE	39 453	63 944	41 081	49 379	7 146	6 523	207 525	335 528
DETTE RAPPORTEE AUX PRODUITS DE FONCTIONNEMENT	0,84	0,87	0,92	0,70	0,27	0,65	0,76	0,79
DETTE EXPRIMEE EN ANNEES D'AUTOFINANCEMENT (CAF)	6,30	7,45	7,86	6,17	1,69	5,72	6,21	5,28

Besoin de financement de 1997 à 2001

Tableau 15

(en millions d'euros)

	1997	1998	1999	2000	2001
FONCTIONNEMENT					
Produits réels de fonctionnement (p)	55 412	57 177	59 420	59 694	60 337
Charges réelles de fonctionnement (c)	47 470	48 242	49 813	49 909	50 649
CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT (a = p - c)	7 942	8 935	9 606	9 785	9 688
INVESTISSEMENT					
Recettes définitives d'investissement (r)	6 045	5 939	6 362	7 209	7 774
Dépenses définitives d'investissement (d)	12 499	14 029	14 863	17 064	16 900
Variation d'immobilisations financières (v)	18	42	19	20	-386
BESOIN DE FINANCEMENT (d-a-r-v)				51	
CAPACITE DE FINANCEMENT (r+a+v-d)	1 505	887	1 124		176
COUVERTURE DU BESOIN DE FINANCEMENT					
Variation de dettes à long et moyen terme				18	
Variation du fonds de roulement				-33	
EMPLOI DE LA CAPACITE DE FINANCEMENT					
Variation de dettes à long et moyen terme	-1 006	-633	-252		-255
Variation du fonds de roulement	499	253	872		-79

Besoin de financement de 1997 à 2001

Tableau 15

(en millions de francs)

	1997	1998	1999	2000	2001
FONCTIONNEMENT					
Produits réels de fonctionnement (p)	363 481	375 054	389 767	391 566	395 785
Charges réelles de fonctionnement (c)	311 383	316 444	326 754	327 381	332 233
CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT (a = p - c)	52 098	58 610	63 013	64 185	63 552
INVESTISSEMENT					
Recettes définitives d'investissement (r)	39 651	38 957	41 733	47 285	50 997
Dépenses définitives d'investissement (d)	81 991	92 024	97 498	111 934	110 859
Variation d'immobilisations financières (v)	115	274	126	129	-2 534
BESOIN DE FINANCEMENT (d-a-r-v)				335	
CAPACITE DE FINANCEMENT (r+a+v-d)	9 872	5 817	7 374		1 155
COUVERTURE DU BESOIN DE FINANCEMENT					
Variation de dettes à long et moyen terme				117	
Variation du fonds de roulement				-217	
EMPLOI DE LA CAPACITE DE FINANCEMENT					
Variation de dettes à long et moyen terme	-6 598	-4 155	-1 653		-1 672
Variation du fonds de roulement	3 274	1 662	5 721		-517

Evolution du besoin de financement de 1997 à 2001

Tableau 16

(en pourcentage)

	de 1997 à 1998	de 1998 à 1999	de 1999 à 2000	de 2000 à 2001
FONCTIONNEMENT				
Produits réels de fonctionnement (p)	3,2	3,9	0,5	1,1
Charges réelles de fonctionnement (c)	1,6	3,3	0,2	1,5
CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT (a = p - c)	12,5	7,5	1,9	-1,0
INVESTISSEMENT				
Recettes définitives d'investissement (r)	-1,7	7,1	13,3	7,9
Dépenses définitives d'investissement (d)	12,2	5,9	14,8	-1,0
Variation d'immobilisations financières (v)	137,5	-54,0	2,6	-2 062,8
BESOIN DE FINANCEMENT (d-a-r-v)			-	-100,0
CAPACITE DE FINANCEMENT (r+a+v-d)	-41,1	26,8		-
COUVERTURE DU BESOIN DE FINANCEMENT				
Variation de dettes à long et moyen terme	-	-	-	-
Variation du fonds de roulement	-	-	-	-
EMPLOI DE LA CAPACITE DE FINANCEMENT				
Variation de dettes à long et moyen terme	-	-	-	-
Variation du fonds de roulement	-	-	-	-

- Evolution non significative

Synthèse des dépenses réelles de 1997 à 2001

Tableau 17

(en millions d'euros)

	1997	1998	1999	2000	2001
SECTION DE FONCTIONNEMENT (CHARGES)					
Achats et charges externes	11 430	11 275	11 704	12 430	12 418
Impôts et taxes	302	308	314	320	317
Charges de personnel	20 438	21 384	22 518	23 327	24 220
Autres charges de gestion courante	10 923	11 192	11 414	10 220	10 041
<i>Contingents et participations</i>	4 739	4 784	4 914	3 458	3 156
<i>Subventions</i>	5 081	5 453	5 517	5 727	5 727
<i>Autres charges</i>	1 103	955	983	1 036	1 158
Charges financières	3 886	3 482	3 194	2 921	2 927
Charges exceptionnelles	491	601	669	691	726
CHARGES REELLES DE FONCTIONNEMENT	47 470	48 242	49 813	49 909	50 649
SECTION D'INVESTISSEMENT (DEPENSES)					
Immobilisations incorporelles	199	206	244	253	240
Immobilisations corporelles	2 813	3 332	3 621	4 314	4 274
Immobilisations en cours	8 761	9 727	10 051	11 764	11 641
DEPENSES D'INVESTISSEMENT DIRECT	11 773	13 264	13 916	16 332	16 154
Opérations pour le compte de tiers	161	129	149	119	150
Charges à répartir sur plusieurs exercices	395	486	621	461	429
Réduction des capitaux propres	170	150	178	152	167
DEPENSES DEFINITIVES D'INVESTISSEMENT	12 499	14 029	14 863	17 064	16 900
Remboursement d'emprunts et dettes assimilées	7 311	6 672	7 043	7 167	7 573
Immobilisations financières	455	579	547	522	930
DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT	20 265	21 280	22 453	24 754	25 404
VARIATION DU FONDS DE ROULEMENT	499	253	872	-33	-79

Synthèse des dépenses réelles de 1997 à 2001

Tableau 17

(en millions de francs)

	1997	1998	1999	2000	2001
SECTION DE FONCTIONNEMENT (CHARGES)					
Achats et charges externes	74 979	73 956	76 774	81 534	81 453
Impôts et taxes	1 982	2 021	2 060	2 099	2 081
Charges de personnel	134 067	140 270	147 711	153 018	158 873
Autres charges de gestion courante	71 647	73 416	74 869	67 042	65 864
<i>Contingents et participations</i>	31 087	31 384	32 232	22 683	20 699
<i>Subventions</i>	33 328	35 770	36 191	37 564	37 570
<i>Autres charges</i>	7 232	6 261	6 445	6 795	7 595
Charges financières	25 491	22 839	20 950	19 157	19 201
Charges exceptionnelles	3 218	3 943	4 391	4 530	4 760
CHARGES REELLES DE FONCTIONNEMENT	311 383	316 444	326 754	327 381	332 233
SECTION D'INVESTISSEMENT (DEPENSES)					
Immobilisations incorporelles	1 305	1 348	1 598	1 662	1 572
Immobilisations corporelles	18 450	21 854	23 755	28 296	28 036
Immobilisations en cours	57 471	63 802	65 931	77 170	76 357
DEPENSES D'INVESTISSEMENT DIRECT	77 226	87 004	91 284	107 128	105 965
Opérations pour le compte de tiers	1 059	847	975	780	982
Charges à répartir sur plusieurs exercices	2 589	3 190	4 071	3 027	2 817
Réduction des capitaux propres	1 117	983	1 168	999	1 096
DEPENSES DEFINITIVES D'INVESTISSEMENT	81 991	92 024	97 498	111 934	110 859
Remboursement d'emprunts et dettes assimilées	47 955	43 768	46 196	47 015	49 679
Immobilisations financières	2 982	3 795	3 586	3 427	6 103
DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT	132 928	139 587	147 280	162 376	166 640
VARIATION DU FONDS DE ROULEMENT	3 274	1 662	5 721	-217	-517

Evolution des dépenses réelles de 1997 à 2001

Tableau 19

(en pourcentage)

	de 1997 à 1998	de 1998 à 1999	de 1999 à 2000	de 2000 à 2001
SECTION DE FONCTIONNEMENT (CHARGES)				
Achats et charges externes	-1,4	3,8	6,2	-0,1
Impôts et taxes	2,0	1,9	1,9	-0,9
Charges de personnel	4,6	5,3	3,6	3,8
Autres charges de gestion courante	2,5	2,0	-10,5	-1,8
<i>Contingents et participations</i>	1,0	2,7	-29,6	-8,7
<i>Subventions</i>	7,3	1,2	3,8	0,0
<i>Autres charges</i>	-13,4	2,9	5,4	11,8
Charges financières	-10,4	-8,3	-8,6	0,2
Charges exceptionnelles	22,6	11,4	3,2	5,1
CHARGES REELLES DE FONCTIONNEMENT	1,6	3,3	0,2	1,5
SECTION D'INVESTISSEMENT (DEPENSES)				
Immobilisations incorporelles	3,3	18,5	4,0	-5,4
Immobilisations corporelles	18,4	8,7	19,1	-0,9
Immobilisations en cours	11,0	3,3	17,0	-1,1
DEPENSES D'INVESTISSEMENT DIRECT	12,7	4,9	17,4	-1,1
Opérations pour le compte de tiers	-20,0	15,1	-20,0	25,9
Charges à répartir sur plusieurs exercices	23,2	27,6	-25,6	-7,0
Réduction des capitaux propres	-12,0	18,8	-14,5	9,7
DEPENSES DEFINITIVES D'INVESTISSEMENT	12,2	5,9	14,8	-1,0
Remboursement d'emprunts et dettes assimilées	-8,7	5,5	1,8	5,7
Immobilisations financières	27,3	-5,5	-4,4	78,1
DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT	5,0	5,5	10,2	2,6
VARIATION DU FONDS DE ROULEMENT	-	-	-	-

- non significatif

Synthèse des recettes réelles de 1997 à 2001

Tableau 18

(en millions d'euros)

	1997	1998	1999	2000	2001
SECTION DE FONCTIONNEMENT (PRODUITS)					
Production	3 580	3 532	3 633	3 728	3 842
Ressources fiscales	30 340	31 802	32 178	31 120	32 920
<i>Impôts locaux</i>	26 128	27 007	27 058	25 690	24 162
<i>Fiscalité reversée</i>					3 560
<i>Autres impôts et taxes</i>	4 212	4 796	5 120	5 430	5 198
Dotations et subventions	18 639	18 902	20 576	21 526	20 458
<i>Dotations de l'Etat</i>	12 767	12 941	13 362	11 881	11 965
<i>Subventions et participations</i>	1 947	1 997	2 374	4 059	2 753
<i>Autres attributions</i>	3 925	3 964	4 840	5 586	5 740
Autres produits de gestion courante	1 933	1 907	1 909	1 992	1 963
Transferts de charges	367	487	560	702	552
Produits financiers	257	236	240	166	159
Produits exceptionnels	296	311	323	459	444
PRODUITS REELS DE FONCTIONNEMENT	55 412	57 177	59 420	59 694	60 337
SECTION D'INVESTISSEMENT (RECETTES)					
Opérations pour le compte de tiers	173	145	170	117	127
Cessions d'immobilisations non financières	955	935	1 226	1 426	1 785
Augmentation des capitaux propres	4 917	4 859	4 966	5 665	5 862
<i>FCTVA</i>	1 660	1 499	1 525	1 693	1 841
<i>Subventions d'investissement</i>	3 228	3 291	3 389	3 942	3 993
<i>Divers</i>	29	69	52	30	29
RECETTES DEFINITIVES D'INVESTISSEMENT	6 045	5 939	6 362	7 209	7 774
Emprunts et dettes assimilées	6 305	6 039	6 791	7 185	7 319
Cessions ou réductions d'immobilisations financières	472	620	566	542	544
RECETTES REELLES D'INVESTISSEMENT	12 822	12 598	13 719	14 936	15 637
Capacité d'autofinancement	7 942	8 935	9 606	9 785	9 688
RESSOURCES D'INVESTISSEMENT	20 764	21 533	23 325	24 721	25 325

Synthèse des recettes réelles de 1997 à 2001

Tableau 18

(en millions de francs)

	1997	1998	1999	2000	2001
SECTION DE FONCTIONNEMENT (PRODUITS)					
Production	23 483	23 172	23 833	24 457	25 202
Ressources fiscales	199 019	208 610	211 075	204 135	215 942
<i>Impôts locaux</i>	171 389	177 153	177 491	168 514	158 494
<i>Fiscalité reversée</i>					23 350
<i>Autres impôts et taxes</i>	27 630	31 457	33 584	35 620	34 098
Dotations et subventions	122 261	123 986	134 970	141 200	134 193
<i>Dotations de l'Etat</i>	83 744	84 885	87 649	77 932	78 484
<i>Subventions et participations</i>	12 772	13 101	15 571	26 626	18 057
<i>Autres attributions</i>	25 746	26 001	31 750	36 642	37 653
Autres produits de gestion courante	12 682	12 509	12 523	13 069	12 874
Transferts de charges	2 410	3 191	3 675	4 606	3 619
Produits financiers	1 686	1 548	1 574	1 091	1 041
Produits exceptionnels	1 940	2 038	2 117	3 008	2 914
PRODUITS REELS DE FONCTIONNEMENT	363 481	375 054	389 767	391 566	395 785
SECTION D'INVESTISSEMENT (RECETTES)					
Opérations pour le compte de tiers	1 132	948	1 114	768	831
Cessions d'immobilisations non financières	6 263	6 135	8 041	9 356	11 711
Augmentation des capitaux propres	32 256	31 874	32 578	37 161	38 455
<i>FCTVA</i>	10 891	9 835	10 006	11 103	12 073
<i>Subventions d'investissement</i>	21 173	21 588	22 231	25 859	26 191
<i>Divers</i>	192	452	340	199	191
RECETTES DEFINITIVES D'INVESTISSEMENT	39 651	38 957	41 733	47 285	50 997
Emprunts et dettes assimilées	41 357	39 613	44 543	47 132	48 007
Cessions ou réductions d'immobilisations financières	3 097	4 069	3 712	3 556	3 568
RECETTES REELLES D'INVESTISSEMENT	84 105	82 639	89 988	97 973	102 572
Capacité d'autofinancement	52 098	58 610	63 013	64 185	63 552
RESSOURCES D'INVESTISSEMENT	136 203	141 248	153 002	162 158	166 124

Evolution des recettes réelles de 1997 à 2001

Tableau 20

(en pourcentage)

	de 1997 à 1998	de 1998 à 1999	de 1999 à 2000	de 2000 à 2001
SECTION DE FONCTIONNEMENT (PRODUITS)				
Production	-1,3	2,9	2,6	3,0
Ressources fiscales	4,8	1,2	-3,3	5,8
<i>Impôts locaux</i>	3,4	0,2	-5,1	-5,9
<i>Fiscalité reversée</i>				
<i>Autres impôts et taxes</i>	13,9	6,8	6,1	-4,3
Dotations et subventions	1,4	8,9	4,6	-5,0
<i>Dotations de l'Etat</i>	1,4	3,3	-11,1	0,7
<i>Subventions et participations</i>	2,6	18,9	71,0	-32,2
<i>Autres attributions</i>	1,0	22,1	15,4	2,8
Autres produits de gestion courante	-1,4	0,1	4,4	-1,5
Transferts de charges	32,4	15,1	25,3	-21,4
Produits financiers	-8,2	1,7	-30,7	-4,6
Produits exceptionnels	5,0	3,9	42,1	-3,1
PRODUITS REELS DE FONCTIONNEMENT	3,2	3,9	0,5	1,1
SECTION D'INVESTISSEMENT (RECETTES)				
Opérations pour le compte de tiers	-16,3	17,5	-31,1	8,2
Cessions d'immobilisations non financières	-2,0	31,1	16,3	25,2
Augmentation des capitaux propres	-1,2	2,2	14,1	3,5
<i>FCTVA</i>	-9,7	1,7	11,0	8,7
<i>Subventions d'investissement</i>	2,0	3,0	16,3	1,3
<i>Divers</i>	135,4	-24,8	-41,5	-3,9
RECETTES DEFINITIVES D'INVESTISSEMENT	-1,7	7,1	13,3	7,9
Emprunts et dettes assimilées	-4,2	12,4	5,8	1,9
Cessions ou réductions d'immobilisations financières	31,4	-8,8	-4,2	0,3
RECETTES REELLES D'INVESTISSEMENT	-1,7	8,9	8,9	4,7
Capacité d'autofinancement	12,5	7,5	1,9	-1,0
RESSOURCES D'INVESTISSEMENT	3,7	8,3	6,0	2,4

Répartition fonctionnelle des charges réelles 2001

Tableau 31

(en millions d'euros)

	de 3 500 à 5 000 hab	de 5 000 à 10 000 hab	de 10 000 à 20 000 hab	de 20 000 à 50 000 hab	de 50 000 à 100 000 hab	plus de 100 000 hab	ville de Paris	Total
FONCTION 0 : SERVICES GENERAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES LOCALES	1 040,3	2 303,8	2 759,7	5 023,5	3 253,1	3 842,1	1 000,8	19 223,4
01 : Opérations non ventilables	292,3	672,7	1 204,2	2 580,4	1 956,2	2 455,6	376,5	9 537,8
02 : Administration générale	747,6	1 628,0	1 551,3	2 433,7	1 290,4	1 366,5	620,8	9 638,2
03 : Justice	0,0	0,7	0,3	1,7	0,3	0,5	0,0	3,6
04 : Relations internationales	0,4	2,5	4,0	7,7	6,1	19,5	3,6	43,7
FONCTION 1 : SECURITE ET SALUBRITE PUBLIQUES	74,8	174,8	169,3	216,6	147,9	207,4	28,5	1 019,3
11 : Sécurité intérieure	72,3	172,6	167,2	209,9	136,1	197,3	26,8	982,1
12 : Hygiène et salubrité publique	2,5	2,2	2,1	6,7	11,9	10,1	1,7	37,2
FONCTION 2 : ENSEIGNEMENT- FORMATION	313,3	725,4	704,7	900,3	435,6	492,4	298,3	3 870,0
20 : Services communs	17,7	53,5	84,0	111,9	52,6	45,4	22,4	387,4
21 : Enseignement du premier degré	183,6	399,6	344,4	418,4	191,3	233,9	190,5	1 961,9
22 : Enseignement du deuxième degré	8,6	19,0	15,1	14,4	7,1	12,9	11,0	88,2
23 : Enseignement supérieur	0,4	0,7	1,4	6,6	9,7	21,0	13,7	53,7
24 : Formation continue	0,2	1,4	1,7	4,4	4,8	5,0	0,0	17,6
25 : Services annexes de l'enseignement	102,7	251,1	258,1	344,5	170,0	174,1	60,7	1 361,2
FONCTION 3 : CULTURE	81,5	267,6	332,8	495,1	322,0	588,4	179,0	2 266,4
30 : Services communs	10,0	27,5	36,6	60,3	44,4	35,3	7,8	222,1
31 : Expression artistique	21,5	83,3	109,2	193,1	113,5	292,4	87,3	900,3
32 : Conservation et diffusion des patrimoines	28,7	88,1	94,8	133,6	78,3	149,2	73,5	646,1
33 : Action culturelle	21,4	68,6	92,2	108,2	85,8	111,5	10,3	498,0
FONCTION 4 : SPORTS ET JEUNESSE	140,9	418,2	504,2	729,9	392,6	407,5	130,6	2 724,0
40 : Services communs	12,4	51,0	102,6	173,0	102,5	132,6	27,7	601,9
41 : Sports	79,6	213,3	219,8	250,1	120,6	133,2	54,4	1 071,0
42 : Jeunesse	48,9	153,9	181,8	306,8	169,5	141,7	48,4	1 051,0
FONCTION 5 : INTERVENTIONS SOCIALES ET SANTE	38,7	157,0	241,2	424,3	285,1	330,2	391,7	1 868,3
51 : Santé	3,0	7,5	10,5	41,9	39,2	17,9	9,2	129,1
52 : Interventions sociales	35,7	149,5	230,7	382,4	245,9	312,4	382,6	1 739,2

Répartition fonctionnelle des charges réelles 2001

Tableau 32

(en millions d'euros)

	de 3 500 à 5 000 hab	de 5 000 à 10 000 hab	de 10 000 à 20 000 hab	de 20 000 à 50 000 hab	de 50 000 à 100 000 hab	plus de 100 000 hab	ville de Paris	Total
FONCTION 6 : FAMILLE	41,1	132,1	176,5	287,7	132,1	193,9	164,2	1 127,5
60 : Services communs	1,1	4,4	9,0	5,2	6,0	5,1	0,0	30,8
61 : Services en faveur des personnes âgées	7,3	22,1	28,2	50,0	22,8	48,0	0,0	178,4
62 : Actions en faveur de la maternité	0,0	0,1	0,2	0,2	0,0	0,0	0,0	0,5
63 : Aides à la famille	1,0	2,7	4,8	7,8	9,2	8,4	0,0	33,9
64 : Crèches et garderies	31,7	102,7	134,3	224,5	94,0	132,5	164,2	883,8
FONCTION 7 : LOGEMENT	10,1	20,4	21,2	57,2	55,5	44,4	112,9	321,8
70 : Services communs	3,5	7,5	4,5	9,0	6,6	7,0	53,3	91,4
71 : Parc privé de la ville	4,9	8,7	8,9	13,2	6,7	10,3	0,0	52,7
72 : Aide au secteur locatif	1,5	3,8	7,6	34,3	41,4	27,0	58,4	174,1
73 : Aide à l'accession à la propriété	0,1	0,3	0,2	0,9	0,9	0,1	1,2	3,6
FONCTION 8 : AMENAGEMENT ET SERVICES URBAINS, ENVIRONNEMENT	388,5	913,4	880,8	1 257,5	712,0	796,1	1 004,6	5 953,0
81 : Services urbains	198,1	448,2	444,9	681,1	394,6	410,4	663,5	3 240,8
82 : Aménagement urbain	176,7	439,4	417,5	556,9	308,5	375,2	332,4	2 606,6
83 : Environnement	13,7	25,8	18,5	19,4	9,0	10,5	8,7	105,6
FONCTION 9 : ACTION ECONOMIQUE	34,0	86,3	103,8	145,0	109,7	181,9	18,7	679,4
90 : Interventions économiques	8,8	31,6	52,2	81,9	62,1	102,4	9,1	348,2
91 : Foires et marchés	1,3	3,7	6,0	11,4	8,8	15,9	1,7	48,7
92 : Aides à l'agriculture et aux industries agro-alimentaires	1,9	3,2	2,2	5,1	2,2	3,5	0,0	18,1
93 : Aides à l'énergie, aux industries manufacturières et au bâtiment et travaux publics	1,4	2,6	2,8	2,3	1,7	1,3	0,0	12,2
94 : Aides au commerce et aux services marchands	1,2	3,3	5,1	9,6	7,0	19,2	1,0	46,5
95 : Aides au tourisme	17,3	37,8	31,2	32,8	27,5	38,9	6,9	192,4
96 : Aides aux services publics	2,1	4,1	4,2	1,8	0,5	0,7	0,0	13,3
TOTAL GENERAL	2 163	5 199	5 894	9 537	5 846	7 084	3 329	39 053

Répartition fonctionnelle des charges réelles 2001

Tableau 31

(en millions de francs)

	de 3 500 à 5 000 hab	de 5 000 à 10 000 hab	de 10 000 à 20 000 hab	de 20 000 à 50 000 hab	de 50 000 à 100 000 hab	plus de 100 000 hab	ville de Paris	Total
FONCTION 0 : SERVICES GENERAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES LOCALES	6 824	15 112	18 103	32 952	21 339	25 202	6 565	126 097
01 : Opérations non ventilables	1 917	4 412	7 899	16 926	12 832	16 108	2 469	62 564
02 : Administration générale	4 904	10 679	10 176	15 964	8 465	8 963	4 072	63 222
03 : Justice	0	5	2	11	2	4	0	24
04 : Relations internationales	3	16	26	51	40	128	23	287
FONCTION 1 : SECURITE ET SALUBRITE PUBLIQUES	491	1 146	1 111	1 421	970	1 360	187	6 686
11 : Sécurité intérieure	474	1 132	1 097	1 377	892	1 294	176	6 442
12 : Hygiène et salubrité publique	16	14	14	44	78	66	11	244
FONCTION 2 : ENSEIGNEMENT- FORMATION	2 055	4 758	4 622	5 906	2 857	3 230	1 957	25 386
20 : Services communs	116	351	551	734	345	298	147	2 541
21 : Enseignement du premier degré	1 205	2 621	2 259	2 745	1 255	1 535	1 249	12 869
22 : Enseignement du deuxième degré	57	125	99	95	47	84	72	579
23 : Enseignement supérieur	3	5	9	43	64	138	90	352
24 : Formation continue	2	9	11	29	31	33	0	115
25 : Services annexes de l'enseignement	673	1 647	1 693	2 260	1 115	1 142	398	8 929
FONCTION 3 : CULTURE	535	1 755	2 183	3 248	2 112	3 860	1 174	14 867
30 : Services communs	66	181	240	395	292	232	51	1 457
31 : Expression artistique	141	547	716	1 266	744	1 918	573	5 905
32 : Conservation et diffusion des patrimoines	188	578	622	876	513	978	482	4 238
33 : Action culturelle	140	450	605	710	563	731	68	3 266
FONCTION 4 : SPORT ET JEUNESSE	924	2 744	3 308	4 788	2 575	2 673	856	17 868
40 : Services communs	82	335	673	1 135	672	870	182	3 948
41 : Sports	522	1 399	1 442	1 641	791	874	357	7 026
42 : Jeunesse	321	1 010	1 192	2 013	1 112	929	318	6 894
FONCTION 5 : INTERVENTIONS SOCIALES ET SANTE	254	1 030	1 582	2 783	1 870	2 166	2 570	12 255
51 : Santé	20	49	69	275	257	117	60	847
52 : Interventions sociales	234	981	1 513	2 509	1 613	2 049	2 509	11 408

Répartition fonctionnelle des charges réelles 2001

Tableau 32

(en millions de francs)

	de 3 500 à 5 000 hab	de 5 000 à 10 000 hab	de 10 000 à 20 000 hab	de 20 000 à 50 000 hab	de 50 000 à 100 000 hab	plus de 100 000 hab	ville de Paris	Total
FONCTION 6 : FAMILLE	269	866	1 158	1 887	866	1 272	1 077	7 396
60 : Services communs	7	29	59	34	39	34	0	202
61 : Services en faveur des personnes âgées	48	145	185	328	150	315	0	1 170
62 : Actions en faveur de la maternité	0	0	1	2	0	0	0	3
63 : Aides à la famille	6	18	31	51	60	55	0	222
64 : Crèches et garderies	208	674	881	1 472	616	869	1 077	5 797
FONCTION 7 : LOGEMENT	66	134	139	376	364	291	741	2 111
70 : Services communs	23	49	30	59	43	46	350	599
71 : Parc privé de la ville	32	57	58	86	44	68	0	346
72 : Aide au secteur locatif	10	25	50	225	271	177	383	1 142
73 : Aide à l'accession à la propriété	1	2	1	6	6	1	8	24
FONCTION 8 : AMENAGEMENT ET SERVICES URBAINS, ENVIRONNEMENT	2 548	5 992	5 778	8 249	4 671	5 222	6 590	39 049
81 : Services urbains	1 300	2 940	2 918	4 468	2 588	2 692	4 352	21 259
82 : Aménagement urbain	1 159	2 883	2 738	3 653	2 023	2 461	2 180	17 098
83 : Environnement	90	169	121	128	59	69	57	693
FONCTION 9 : ACTION ECONOMIQUE	223	566	681	951	719	1 193	123	4 456
90 : Interventions économiques	57	207	343	537	408	672	60	2 284
91 : Foires et marchés	8	24	39	75	58	104	11	320
92 : Aides à l'agriculture et aux industries agro-alimentaires	13	21	15	33	14	23	0	118
93 : Aides à l'énergie, aux industries manufacturières et au bâtiment et travaux publics	9	17	18	15	11	9	0	80
94 : Aides au commerce et aux services marchands	8	22	34	63	46	126	7	305
95 : Aides au tourisme	114	248	205	215	180	255	45	1 262
96 : Aides aux services publics	14	27	27	12	3	4	0	87
TOTAL GENERAL	14 191	34 104	38 664	62 559	38 344	46 470	21 839	256 171

Répartition fonctionnelle des dépenses d'équipement 2001

Tableau 33

(en millions d'euros)

	de 3 500 à 5 000 hab	de 5 000 à 10 000 hab	de 10 000 à 20 000 hab	de 20 000 à 50 000 hab	de 50 000 à 100 000 hab	plus de 100 000 hab	ville de Paris	Total
GENERAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES LOCALES	209,5	340,1	312,9	376,0	230,3	401,0	47,7	1 917,5
01 : Opérations non ventilables	68,6	83,9	96,9	77,3	55,8	187,1	21,1	590,5
02 : Administration générale	140,9	256,2	215,0	297,5	173,8	213,3	26,6	1 323,4
03 : Justice	0,0	0,0	0,9	0,9	0,3	0,0	0,0	2,3
04 : Relations internationales	0,0	0,0	0,0	0,2	0,4	0,7	0,0	1,3
FONCTION 1 : SECURITE ET SALUBRITE PUBLIQUES	10,1	17,2	10,4	17,9	7,8	31,1	0,4	94,9
11 : Sécurité intérieure	9,9	16,7	9,3	17,3	6,0	29,7	0,3	89,2
12 : Hygiène et salubrité publique	0,3	0,4	1,1	0,6	1,7	1,3	0,2	5,7
FONCTION 2 : ENSEIGNEMENT- FORMATION	77,6	168,1	154,9	258,0	198,8	205,9	46,7	1 109,9
20 : Services communs	3,9	8,5	12,4	24,6	22,2	6,7	1,1	79,5
21 : Enseignement du premier degré	57,7	126,8	118,8	187,5	152,6	169,2	30,1	842,7
22 : Enseignement du deuxième degré	0,5	1,2	1,2	1,2	0,0	2,2	3,7	10,0
23 : Enseignement supérieur	0,0	0,1	0,2	5,1	7,4	5,8	10,0	28,6
24 : Formation continue	0,1	0,2	0,4	0,5	0,1	6,8	0,0	8,0
25 : Services annexes de l'enseignement	15,4	31,2	21,9	39,1	16,4	15,1	1,9	141,1
FONCTION 3 : CULTURE	68,7	166,2	161,7	218,6	132,1	265,8	26,8	1 039,8
30 : Services communs	7,5	16,1	5,3	10,9	6,4	7,9	0,4	54,6
31 : Expression artistique	7,8	30,8	45,2	58,6	48,2	57,2	3,4	251,2
32 : Conservation et diffusion des patrimoines	40,1	67,0	74,2	108,8	56,3	159,8	23,0	529,2
33 : Action culturelle	13,3	52,2	36,9	40,2	21,3	40,9	0,0	204,9
FONCTION 4 : SPORT ET JEUNESSE	113,1	262,8	240,2	329,2	186,7	216,4	26,3	1 374,7
40 : Services communs	2,4	5,6	4,8	9,2	7,0	7,3	1,9	38,3
41 : Sports	96,3	213,2	201,0	267,9	148,6	176,2	23,0	1 126,2
42 : Jeunesse	14,4	43,9	34,4	52,1	31,2	32,9	1,3	210,2
FONCTION 5 : INTERVENTIONS SOCIALES ET SANTE	4,8	18,8	19,7	22,7	11,1	18,2	0,8	96,2
51 : Santé	1,3	2,4	2,9	6,4	3,6	8,7	0,0	25,4
52 : Interventions sociales	3,5	16,4	16,8	16,3	7,5	9,5	0,8	70,7

Répartition fonctionnelle des dépenses d'équipement 2001

Tableau 34

(en millions d'euros)

	de 3 500 à 5 000 hab	de 5 000 à 10 000 hab	de 10 000 à 20 000 hab	de 20 000 à 50 000 hab	de 50 000 à 100 000 hab	plus de 100 000 hab	ville de Paris	Total
FONCTION 6 : FAMILLE	10,9	31,0	23,1	40,3	26,8	28,0	11,2	171,2
60 : Services communs	1,0	1,7	0,6	2,7	0,3	1,3	0,0	7,6
61 : Services en faveur des personnes âgées	1,7	7,2	3,8	5,5	1,6	6,8	0,0	26,7
62 : Actions en faveur de la maternité	0,0	0,0	0,0	0,0	0,8	0,0	0,0	0,8
63 : Aides à la famille	0,2	2,7	0,2	0,9	0,9	0,5	0,0	5,3
64 : Crèches et garderies	7,9	19,4	18,6	31,2	23,3	19,3	11,2	130,9
FONCTION 7 : LOGEMENT	11,3	18,0	16,1	15,7	10,4	20,6	2,3	94,5
70 : Services communs	2,6	3,7	3,7	2,7	1,0	0,4	1,8	15,8
71 : Parc privé de la ville	5,4	10,9	9,4	9,8	3,6	19,3	0,0	58,4
72 : Aide au secteur locatif	3,2	3,3	2,5	3,2	5,9	0,9	0,5	19,4
73 : Aide à l'accession à la propriété	0,1	0,1	0,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,8
FONCTION 8 : AMENAGEMENT ET SERVICES URBAINS, ENVIRONNEMENT	361,9	774,5	693,2	870,0	566,0	660,7	250,8	4 177,0
81 : Services urbains	54,2	108,5	89,1	113,3	83,8	106,6	42,0	597,5
82 : Aménagement urbain	296,9	643,7	587,9	742,8	474,5	545,7	207,8	3 499,3
83 : Environnement	10,8	22,3	16,2	13,9	7,6	8,4	1,0	80,2
FONCTION 9 : ACTION ECONOMIQUE	24,1	52,4	68,7	74,0	42,9	48,3	0,3	310,6
90 : Interventions économiques	13,4	27,9	38,8	28,9	19,8	23,8	0,1	152,6
91 : Foires et marchés	2,0	4,1	9,8	27,4	8,3	15,9	0,2	67,7
92 : Aides à l'agriculture et aux industries agro-alimentaires	2,2	4,4	1,8	2,0	1,1	0,0	0,0	11,6
93 : Aides à l'énergie, aux industries manufacturières et au bâtiment et travaux publics	1,4	1,5	1,5	1,2	2,0	0,0	0,0	7,5
94 : Aides au commerce et aux services marchands	2,4	2,8	3,6	4,3	2,6	3,0	0,0	18,8
95 : Aides au tourisme	2,5	11,2	12,9	9,6	9,1	5,5	0,0	50,8
96 : Aides aux services publics	0,2	0,6	0,2	0,6	0,0	0,1	0,0	1,7
TOTAL GENERAL	892	1 849	1 701	2 222	1 413	1 896	413	10 386

Répartition fonctionnelle des dépenses d'équipement 2001

Tableau 33

(en millions de francs)

	de 3 500 à 5 000 hab	de 5 000 à 10 000 hab	de 10 000 à 20 000 hab	de 20 000 à 50 000 hab	de 50 000 à 100 000 hab	plus de 100 000 hab	ville de Paris	Total
GENERAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES LOCALES	1 374	2 231	2 052	2 467	1 510	2 631	313	12 578
01 : Opérations non ventilables	450	550	635	507	366	1 227	138	3 874
02 : Administration générale	924	1 681	1 411	1 952	1 140	1 399	174	8 681
03 : Justice	0	0	6	6	2	0	0	15
04 : Relations internationales	0	0	0	2	2	4	0	9
FONCTION 1 : SECURITE ET SALUBRITE PUBLIQUES	66	113	68	118	51	204	3	623
11 : Sécurité intérieure	65	110	61	113	40	195	2	585
12 : Hygiène et salubrité publique	2	3	7	4	11	9	1	38
FONCTION 2 : ENSEIGNEMENT- FORMATION	509	1 102	1 016	1 692	1 304	1 350	307	7 281
20 : Services communs	26	56	82	162	145	44	7	522
21 : Enseignement du premier degré	379	832	779	1 230	1 001	1 110	197	5 528
22 : Enseignement du deuxième degré	3	8	8	8	0	15	24	66
23 : Enseignement supérieur	0	0	1	33	49	38	65	187
24 : Formation continue	0	1	2	3	1	45	0	52
25 : Services annexes de l'enseignement	101	205	144	256	108	99	13	926
FONCTION 3 : CULTURE	451	1 090	1 060	1 434	866	1 744	176	6 821
30 : Services communs	49	106	35	72	42	52	3	358
31 : Expression artistique	51	202	296	385	316	375	22	1 648
32 : Conservation et diffusion des patrimoines	263	440	487	713	369	1 048	151	3 471
33 : Action culturelle	87	343	242	264	140	268	0	1 344
FONCTION 4 : SPORT ET JEUNESSE	742	1 724	1 576	2 160	1 225	1 419	172	9 018
40 : Services communs	16	37	32	61	46	48	13	251
41 : Sports	632	1 399	1 319	1 757	974	1 156	151	7 388
42 : Jeunesse	94	288	226	342	205	216	9	1 379
FONCTION 5 : INTERVENTIONS SOCIALES ET SANTE	32	123	129	149	73	119	5	631
51 : Santé	9	16	19	42	24	57	0	167
52 : Interventions sociales	23	108	110	107	49	62	5	464

Répartition fonctionnelle des dépenses d'équipement 2001

Tableau 34

(en millions de francs)

	de 3 500 à 5 000 hab	de 5 000 à 10 000 hab	de 10 000 à 20 000 hab	de 20 000 à 50 000 hab	de 50 000 à 100 000 hab	plus de 100 000 hab	ville de Paris	Total
FONCTION 6 : FAMILLE	71	203	151	264	176	184	74	1 123
60 : Services communs	7	11	4	17	2	9	0	50
61 : Services en faveur des personnes âgées	11	47	25	36	10	45	0	175
62 : Actions en faveur de la maternité	0	0	0	0	5	0	0	5
63 : Aides à la famille	1	17	1	6	6	3	0	34
64 : Crèches et garderies	52	127	122	205	153	127	74	859
FONCTION 7 : LOGEMENT	74	118	106	103	68	135	15	620
70 : Services communs	17	24	24	18	6	3	12	104
71 : Parc privé de la ville	36	71	62	65	24	126	0	383
72 : Aide au secteur locatif	21	22	16	21	39	6	3	127
73 : Aide à l'accession à la propriété	1	1	4	0	0	0	0	5
FONCTION 8 : AMENAGEMENT ET SERVICES URBAINS, ENVIRONNEMENT	2 374	5 080	4 547	5 707	3 713	4 334	1 645	27 399
81 : Services urbains	356	711	584	743	550	699	276	3 920
82 : Aménagement urbain	1 948	4 223	3 856	4 872	3 113	3 579	1 363	22 954
83 : Environnement	71	146	106	91	50	55	6	526
FONCTION 9 : ACTION ECONOMIQUE	158	344	451	485	281	317	2	2 038
90 : Interventions économiques	88	183	255	189	130	156	0	1 001
91 : Foires et marchés	13	27	65	180	54	104	1	444
92 : Aides à l'agriculture et aux industries agro-alimentaires	14	29	12	13	7	0	0	76
93 : Aides à l'énergie, aux industries manufacturières et au bâtiment et travaux publics	9	10	10	8	13	0	0	49
94 : Aides au commerce et aux services marchands	16	18	24	28	17	20	0	123
95 : Aides au tourisme	17	74	85	63	60	36	0	333
96 : Aides aux services publics	1	4	2	4	0	0	0	11
TOTAL GENERAL	5 851	12 129	11 157	14 578	9 268	12 437	2 711	68 130

Les communes en comptabilité nationale

Tableau 39

1) De la dette à la dette publique au sens de Maastricht :

La dette notifiée à la commission européenne dans le cadre du pacte de stabilité et de croissance ("dette Maastricht") est la dette du secteur des Administrations publiques au sens de la comptabilité nationale.

Elle est calculée brute, en valeur nominale, consolidée des créances et dettes entre administrations.

Elle exclut les dettes fournisseurs, les dettes fiscales et sociales ainsi que les intérêts courus.

Elle comprend les engagements en crédit bail.

(en millions d'euros)

	1998	1999	Variation 99/98 (en %)	2000	Variation 00/99 (en %)	2001	Variation 01/00 (en %)
DETTE BRUTE CONSOLIDÉE							
Emprunts obligataires	828	650	-21,5	624	-4,0	507	-18,8
Autres dettes à moyen et long terme	50 386	50 287	-0,2	50 320	0,1	50 170	-0,3
Crédits et lignes de trésorerie	418	399	-4,5	494	23,8	667	35,0
Opérations pour le compte de tiers (partie)	674	846	25,5	915	25,4	1 023	11,8
Dette vis à vis des administrations publiques	-1 532	-1 032	32,6	-891	13,7	-1 065	-19,5
TOTAL	50 774	51 150	0,7	51 462	0,6	51 302	-0,3

2) Des impôts locaux aux prélèvements obligatoires

Les impôts directs locaux en comptabilité nationale correspondent aux quatre taxes principales perçues par les collectivités publiques.

Ils comprennent les frais d'assiette et les frais de dégrèvements et d'admissions en non-valeur.

Par contre, les dégrèvements et admissions en non-valeur nets des frais ainsi que les compensations et exonérations de l'Etat sont traités en transferts de recettes fiscales (D733).

La taxe d'enlèvement des ordures ménagères, impôt au sens de la comptabilité publique, est, en comptabilité nationale, une prestation de services.

(en millions d'euros)

Exercice 2001	Comptabilité publique						Comptabilité nationale			
	Impôts locaux (1)	dont dégrèvements et non-valeurs	Frais d'assiette (2)	Cotisations de péréq. et autres (3)	Compensations (4)	TOTAL (1)+(2)+(3)+(4)	Impôts sur la production n D292	Impôts sur le revenu D59	Transferts de recettes fiscales D733	TOTAL IMPOTS SEC95
Taxe professionnelle	7 832	2 385	391	752	1 688	10 663	6 937		3 726	10 663
Taxe sur le foncier bâti	8 630	223	383		312	9 325	9 135		190	9 325
Taxe sur le foncier non bâti	717	38	33		1	751	741		10	751
Taxe d'habitation	6 983	1 657	308		746	8 037		5 723	2 314	8 037
TOTAL	24 162	4 303	1 115	752	2 747	28 776	16 813	5 723	6 240	28 776

Les communes en comptabilité nationale

Tableau 39

1) De la dette à la dette publique au sens de Maastricht :

La dette notifiée à la commission européenne dans le cadre du pacte de stabilité et de croissance ("dette Maastricht") est la dette du secteur des Administrations publiques au sens de la comptabilité nationale.

Elle est calculée brute, en valeur nominale, consolidée des créances et dettes entre administrations.

Elle exclut les dettes fournisseurs, les dettes fiscales et sociales ainsi que les intérêts courus.

Elle comprend les engagements en crédit bail.

(en millions de francs)

	1998	1999	Variation 99/98 (en %)	2000	Variation 00/99 (en %)	2001	Variation 01/00 (en %)
DETTE BRUTE CONSOLIDEE							
Emprunts obligataires	5 431	4 264	-21,5	4 093	-4,0	3 326	-18,8
Autres dettes à moyen et long terme	330 510	329 861	-0,2	330 078	0,1	329 094	-0,3
Crédits et lignes de trésorerie	2 742	2 617	-4,5	3 240	23,8	4 375	35,0
Opérations pour le compte de tiers (partie)	4 421	5 549	25,5	6 002	8,2	6 710	11,8
Dette vis à vis des administrations publiques	-10 049	-6 769	32,6	-5 845	13,7	-6 986	-19,5
TOTAL	333 056	335 522	0,7	337 569	0,6	336 519	-0,3

2) Des impôts locaux aux prélèvements obligatoires

Les impôts directs locaux en comptabilité nationale correspondent aux quatre taxes principales perçues par les collectivités publiques.

Ils comprennent les frais d'assiette et les frais de dégrèvements et d'admissions en non-valeur.

Par contre, les dégrèvements et admissions en non-valeur nets des frais ainsi que les compensations et exonérations de l'Etat sont traités en transferts de recettes fiscales (D733).

La taxe d'enlèvement des ordures ménagères, impôt au sens de la comptabilité publique, est, en comptabilité nationale, une prestation de services.

(en millions de francs)

Exercice 2001	Comptabilité publique					Comptabilité nationale				
	Impôts locaux (1)	dont dégrève- ments et non- valeurs	Frais d'assiette (2)	Cotisation de péréq. et autres (3)	Compensations (4)	TOTAL (1) +(2) +(3) +(4)	Impôts sur la production D292	Impôts sur le revenu D59	Transferts de recettes fiscales D733	TOTAL IMPOTS SEC95
Taxe professionnelle	51 375	15 645	2 565	4 933	11 073	69 945	45 504	0	24 441	69 945
Taxe sur le foncier bâti	56 609	1 463	2 512	0	2 047	61 168	59 922	0	1 246	61 168
Taxe sur le foncier non bâti	4 703	249	216	0	7	4 926	4 861	0	66	4 926
Taxe d'habitation	45 805	10 869	2 020	0	4 893	52 719	0	37 540	15 179	52 719
TOTAL	158 492	28 226	7 314	4 933	18 019	188 758	110 286	37 540	40 932	188 758

Les communes en comptabilité nationale

Tableau 40

3) Les dépenses par fonction

La nomenclature fonctionnelle utilisée est la Nomenclature Fonctionnelle des Administrations, référence pour l'ensemble des administrations

(en millions d'euros)

	Enseignement	Culture, sport, loisirs	Interventions sociales	Développement local	Autres	Total
Exercice 1999						
Rémunérations	846	655	427	573	20 198	22 699
Impôts	13	19	6	20	567	625
Revenus de la propriété	7	10	1	21	2 906	2 945
Impôts sur le revenu et le patrimoine	0	0	0	0	0	0
Subventions et transferts courants divers	1 090	2 826	1 789	1 293	4 154	11 152
Aides à l'investissement	44	24	6	359	247	680
Prestations en espèces et en nature	13	1	25	0	2	41
Consommations intermédiaires	1 113	1 262	184	3 733	7 238	13 530
Immobilisations corporelles et incorporelles brutes	1 748	2 264	208	4 751	3 574	12 545

(en millions d'euros)

	Enseignement	Culture, sport, loisirs	Interventions sociales	Développement local	Autres	Total
Exercice 2000						
Rémunérations	885	679	443	593	20 969	23 569
Impôts	14	19	6	21	577	637
Revenus de la propriété	6	10	1	19	2 781	2 817
Impôts sur le revenu et le patrimoine	0	0	0	0	0	0
Subventions et transferts courants divers	957	2 419	1 662	1 144	3 697	9 879
Aides à l'investissement	45	24	6	350	244	669
Prestations en espèces et en nature	13	1	25	0	2	41
Consommations intermédiaires	1 074	1 208	178	3 860	7 746	14 066
Immobilisations corporelles et incorporelles brutes	2 033	2 630	242	5 587	4 323	14 815

(en millions d'euros)

	Enseignement	Culture, sport, loisirs	Interventions sociales	Développement local	Autres	Total
Exercice 2001						
Rémunérations	938	729	471	632	22 421	25 191
Impôts	5	13	2	15	422	457
Revenus de la propriété	6	10	1	19	2 892	2 928
Impôts sur le revenu et le patrimoine	0	0	0	0	0	0
Subventions et transferts courants divers	1 028	2 578	1 773	1 168	3 832	10 379
Aides à l'investissement	44	23	6	317	232	622
Prestations en espèces et en nature	19	1	37	0	3	60
Consommations intermédiaires	1 068	1 209	188	3 416	8 062	13 943
Immobilisations corporelles et incorporelles brutes	2 143	2 738	246	5 499	4 026	14 652

Les communes en comptabilité nationale

Tableau 40

3) Les dépenses par fonction

La nomenclature fonctionnelle utilisée est la Nomenclature Fonctionnelle des Administrations, référence pour l'ensemble des administrations

(en millions de francs)

	Enseignement	Culture, sport, loisirs	Interventions sociales	Développement local	Autres	Total
Exercice 1999						
Rémunérations	5 549	4 297	2 801	3 759	132 490	148 896
Impôts	85	125	39	131	3 719	4 100
Revenus de la propriété	46	66	7	138	19 062	19 318
Impôts sur le revenu et le patrimoine	0	0	0	0	0	0
Subventions et transferts courants divers	7 150	18 537	11 737	8 481	27 250	73 155
Aides à l'investissement	289	157	39	2 355	1 620	4 461
Prestations en espèces et en nature	85	7	164	0	13	269
Consommations intermédiaires	7 301	8 278	1 207	24 487	47 478	88 751
Immobilisations corporelles et incorporelles brutes	11 466	14 851	1 364	31 165	23 444	82 290

(en millions de francs)

	Enseignement	Culture, sport, loisirs	Interventions sociales	Développement local	Autres	Total
Exercice 2000						
Rémunérations	5 805	4 454	2 906	3 890	137 548	154 603
Impôts	92	125	39	138	3 785	4 178
Revenus de la propriété	39	66	7	125	18 242	18 478
Impôts sur le revenu et le patrimoine	0	0	0	0	0	0
Subventions et transferts courants divers	6 278	15 868	10 902	7 504	24 251	64 802
Aides à l'investissement	295	157	39	2 296	1 601	4 388
Prestations en espèces et en nature	85	7	164	0	13	269
Consommations intermédiaires	7 045	7 924	1 168	25 320	50 810	92 267
Immobilisations corporelles et incorporelles brutes	13 336	17 252	1 587	36 648	28 357	97 180

(en millions de francs)

	Enseignement	Culture, sport, loisirs	Interventions sociales	Développement local	Autres	Total
Exercice 2001						
Rémunérations	6 153	4 782	3 090	4 146	147 072	165 242
Impôts	33	85	13	98	2 768	2 998
Revenus de la propriété	39	66	7	125	18 970	19 206
Impôts sur le revenu et le patrimoine	0	0	0	0	0	0
Subventions et transferts courants divers	6 743	16 911	11 630	7 662	25 136	68 082
Aides à l'investissement	289	151	39	2 079	1 522	4 080
Prestations en espèces et en nature	125	7	243	0	20	394
Consommations intermédiaires	7 006	7 931	1 233	22 407	52 883	91 460
Immobilisations corporelles et incorporelles brutes	14 057	17 960	1 614	36 071	26 409	96 111

Dépenses budgétaires par strate - Exercice 2001

Tableau 21

(en millions d'euros)

	Moins de 250 hab	de 250 à 500 hab	de 500 à 2 000 hab	de 2 000 à 3 500 hab	de 3 500 à 5 000 hab	de 5 000 à 10 000 hab	DOM moins de 10 000 hab	National moins de 10 000 hab
SECTION DE FONCTIONNEMENT								
Achats et charges externes	266	365	1 442	853	603	1 398	58	4 985
Charges de personnel	223	393	1 838	1 220	954	2 479	140	7 247
Contingents et participations	159	218	643	305	182	353	8	1 869
Subventions de fonctionnement	36	55	265	196	147	402	25	1 125
Subventions d'équipement	12	15	58	25	15	41	1	167
Autres charges	107	92	291	102	67	100	5	764
Charges financières (hors provisions)	39	69	334	214	158	349	7	1 169
Charges exceptionnelles	32	49	233	148	129	271	7	869
Divers	16	22	79	53	86	200	5	460
TOTAL DES CHARGES DE FONCTIONNEMENT	891	1 276	5 183	3 115	2 340	5 594	258	18 656
RESULTAT COMPTABLE DE FONCTIONNEMENT	318	392	1 456	782	452	879	26	4 305
CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	320	398	1 478	812	515	1 038	30	4 591
SECTION D'INVESTISSEMENT								
Immobilisations incorporelles	5	6	18	10	8	21	3	70
Immobilisations corporelles	169	206	708	367	227	509	17	2 202
Immobilisations en cours	492	570	2 164	1 082	658	1 320	90	6 376
Immobilisations financières	31	26	70	38	21	42	2	230
Remboursements d'emprunts	106	181	777	473	313	704	6	2 561
Charges à répartir	3	5	12	5	4	20	0	50
Divers	90	109	430	201	233	451	13	1 526
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT	895	1 104	4 179	2 177	1 463	3 065	131	13 014

Dépenses budgétaires par strate - Exercice 2001

Tableau 21

(en millions de francs)

	Moins de 250 hab	de 250 à 500 hab	de 500 à 2 000 hab	de 2 000 à 3 500 hab	de 3 500 à 5 000 hab	de 5 000 à 10 000 hab	DOM moins de 10 000 hab	National moins de 10 000 hab
SECTION DE FONCTIONNEMENT								
Achats et charges externes	1 743	2 396	9 460	5 594	3 954	9 172	383	32 703
Charges de personnel	1 466	2 580	12 054	8 000	6 256	16 263	919	47 537
Contingents et participations	1 045	1 427	4 221	1 999	1 196	2 314	55	12 257
Subventions de fonctionnement	234	358	1 738	1 283	963	2 640	166	7 382
Subventions d'équipement	82	98	379	162	97	271	9	1 097
Autres charges	701	603	1 908	672	443	655	33	5 015
Charges financières (hors provisions)	256	450	2 190	1 403	1 035	2 287	46	7 667
Charges exceptionnelles	210	319	1 530	972	846	1 779	45	5 701
Divers	107	142	517	345	563	1 311	35	3 019
TOTAL DES CHARGES DE FONCTIONNEMENT	5 845	8 371	33 997	20 430	15 351	36 693	1 691	122 378
RESULTAT COMPTABLE DE FONCTIONNEMENT	2 086	2 569	9 548	5 132	2 968	5 765	170	28 238
CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	2 101	2 607	9 698	5 325	3 377	6 810	197	30 114
SECTION D'INVESTISSEMENT								
Immobilisations incorporelles	31	41	116	65	51	137	16	457
Immobilisations corporelles	1 108	1 349	4 647	2 410	1 486	3 336	110	14 446
Immobilisations en cours	3 225	3 740	14 196	7 097	4 314	8 656	592	41 821
Immobilisations financières	207	172	458	249	141	273	11	1 511
Remboursements d'emprunts	697	1 187	5 095	3 106	2 054	4 616	42	16 798
Charges à répartir	18	36	81	36	25	131	2	329
Divers	588	717	2 819	1 316	1 528	2 956	84	10 007
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT	5 874	7 242	27 412	14 278	9 599	20 105	858	85 368

Dépenses budgétaires par strate - Exercice 2001

Tableau 22

(en millions d'euros)

	de 10 000 à 20 000 hab	de 20 000 à 50 000 hab	de 50 000 à 100 000 hab	plus de 100 000 hab	ville de Paris	DOM plus de 10 000 hab	National plus de 10 000 hab	Total national
SECTION DE FONCTIONNEMENT								
Achats et charges externes	1 497	2 349	1 351	1 400	569	266	7 432	12 417
Charges de personnel	3 027	5 060	3 053	3 763	1 330	741	16 973	24 220
Contingents et participations	288	330	198	170	256	45	1 287	3 156
Subventions de fonctionnement	524	901	645	867	927	154	4 019	5 144
Subventions d'équipement	34	94	91	145	30	21	416	583
Autres charges	82	102	48	118	31	12	393	1 158
Charges financières	355	537	340	393	69	64	1 759	2 927
Charges exceptionnelles	352	450	222	2 628	154	37	3 842	4 712
Divers	223	397	275	433	136	47	1 511	1 971
TOTAL DES CHARGES DE FONCTIONNEMENT	6 383	10 221	6 224	9 917	3 502	1 386	37 632	56 289
RESULTAT COMPTABLE DE FONCTIONNEMENT	769	996	571	830	519	140	3 824	8 129
CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	955	1 309	797	1 219	644	174	5 098	9 688
SECTION D'INVESTISSEMENT								
Immobilisations incorporelles	27	46	29	51	11	6	170	240
Immobilisations corporelles	524	702	434	666	143	104	2 574	4 776
Immobilisations en cours	1 150	1 474	949	1 179	260	253	5 265	11 641
Immobilisations financières	63	134	42	418	54	5	716	947
Remboursements d'emprunts	763	1 300	894	1 249	663	143	5 013	7 573
Charges à répartir	21	72	72	125	78	11	379	429
Divers	559	864	521	3 123	82	28	5 177	6 703
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT	3 107	4 592	2 941	6 811	1 292	551	19 294	32 308

Dépenses budgétaires par strate - Exercice 2001

Tableau 22

(en millions de francs)

	de 10 000 à 20 000 hab	de 20 000 à 50 000 hab	de 50 000 à 100 000 hab	plus de 100 000 hab	ville de Paris	DOM plus de 10 000 hab	National plus de 10 000 hab	Total national
SECTION DE FONCTIONNEMENT								
Achats et charges externes	9 821	15 409	8 861	9 182	3 732	1 745	48 750	81 453
Charges de personnel	19 855	33 193	20 027	24 680	8 724	4 858	111 336	158 873
Contingents et participations	1 891	2 165	1 296	1 116	1 682	292	8 442	20 699
Subventions de fonctionnement	3 439	5 913	4 232	5 689	6 079	1 012	26 364	33 746
Subventions d'équipement	226	617	597	954	195	138	2 727	3 824
Autres charges	535	669	318	776	205	77	2 581	7 595
Charges financières	2 331	3 526	2 232	2 577	452	417	11 536	19 203
Charges exceptionnelles	2 307	2 950	1 456	17 238	1 008	245	25 204	30 905
Divers	1 461	2 602	1 806	2 842	894	307	9 912	12 931
TOTAL DES CHARGES DE FONCTIONNEMENT	41 867	67 045	40 824	65 054	22 970	9 090	246 851	369 229
RESULTAT COMPTABLE DE FONCTIONNEMENT	5 043	6 530	3 744	5 447	3 403	919	25 086	53 324
CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	6 264	8 587	5 226	7 999	4 222	1 140	33 438	63 552
SECTION D'INVESTISSEMENT								
Immobilisations incorporelles	177	301	192	335	69	41	1 115	1 572
Immobilisations corporelles	3 436	4 606	2 848	4 371	939	681	16 881	31 327
Immobilisations en cours	7 543	9 671	6 228	7 732	1 703	1 660	34 536	76 357
Immobilisations financières	414	876	274	2 743	357	34	4 699	6 210
Remboursements d'emprunts	5 006	8 530	5 866	8 192	4 350	937	32 880	49 679
Charges à répartir	138	472	470	818	514	75	2 487	2 817
Divers	3 669	5 665	3 416	20 488	540	185	33 962	43 969
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT	20 384	30 120	19 294	44 679	8 472	3 613	126 562	211 930

Recettes budgétaires par strate - Exercice 2001

Tableau 23

(en millions d'euros)

	Moins de 250 hab	de 250 à 500 hab	de 500 à 2 000 hab	de 2 000 à 3 500 hab	de 3 500 à 5 000 hab	de 5 000 à 10 000 hab	DOM moins de 10 000 hab	National moins de 10 000 hab
SECTION DE FONCTIONNEMENT								
Ventes et prestations de services	100	115	396	201	144	347	5	1 308
Impôts locaux	328	550	2 514	1 589	1 139	2 657	45	8 822
Autres impôts et taxes	84	106	402	255	196	488	139	1 669
Dotation globale de fonctionnement	327	422	1 505	790	511	1 119	44	4 716
DGD	1	1	7	3	2	4	0	17
Autres dotations de l'Etat	22	16	18	4	3	12	1	75
Subventions et attributions	177	245	987	586	425	934	31	3 384
Produits exceptionnels	37	53	248	148	129	270	11	896
Divers	132	161	563	321	245	642	8	2 073
TOTAL DES PRODUITS DE FONCTIONNEMENT	1 209	1 668	6 638	3 897	2 793	6 473	284	22 961
SECTION D'INVESTISSEMENT								
FCTVA	74	92	330	177	109	220	8	1 009
Dotations et autres fonds	8	13	87	58	31	58	1	257
Subventions reçues	245	260	783	322	173	349	51	2 183
Immobilisations financières	21	20	64	31	17	32	1	185
Amortissements	3	2	17	21	61	137	4	244
Emprunts et dettes assimilées	95	164	793	435	305	750	16	2 559
Excédents de fonctionnement capital.	306	385	1 458	789	468	949	31	4 386
Divers	144	175	666	340	305	640	5	2 275
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT	896	1 111	4 198	2 174	1 467	3 136	117	13 098

Recettes budgétaires par strate - Exercice 2001

Tableau 23

(en millions de francs)

	Moins de 250 hab	de 250 à 500 hab	de 500 à 2 000 hab	de 2 000 à 3 500 hab	de 3 500 à 5 000 hab	de 5 000 à 10 000 hab	DOM moins de 10 000 hab	National moins de 10 000 hab
SECTION DE FONCTIONNEMENT								
Ventes et prestations de services	655	754	2 595	1 318	947	2 279	31	8 580
Impôts locaux	2 154	3 605	16 489	10 423	7 471	17 431	297	57 871
Autres impôts et taxes	549	693	2 638	1 673	1 286	3 200	910	10 947
Dotation globale de fonctionnement	2 145	2 767	9 869	5 180	3 349	7 337	290	30 938
DGD	4	9	44	21	12	23	1	114
Autres dotations de l'Etat	147	103	119	26	17	76	3	491
Subventions et attributions	1 162	1 605	6 472	3 846	2 787	6 129	200	22 200
Produits exceptionnels	245	347	1 624	968	844	1 772	75	5 876
Divers	868	1 058	3 694	2 107	1 606	4 210	54	13 598
TOTAL DES PRODUITS DE FONCTIONNEMENT	7 930	10 941	43 545	25 562	18 319	42 458	1 862	150 616
SECTION D'INVESTISSEMENT								
FCTVA	484	602	2 168	1 158	713	1 440	53	6 618
Dotations et autres fonds	55	84	573	384	203	381	9	1 688
Subventions reçues	1 609	1 705	5 137	2 114	1 132	2 291	333	14 321
Immobilisations financières	138	132	418	201	111	212	5	1 217
Amortissements	19	14	111	136	398	898	26	1 601
Emprunts et dettes assimilées	623	1 079	5 202	2 855	1 998	4 922	104	16 784
Excédents de fonctionnement capital.	2 005	2 525	9 565	5 176	3 067	6 225	205	28 768
Divers	943	1 147	4 366	2 232	2 002	4 199	35	14 924
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT	5 874	7 288	27 539	14 257	9 623	20 569	770	85 920

Recettes budgétaires par strate - Exercice 2001

Tableau 24

(en millions d'euros)

	de 10 000 à 20 000 hab	de 20 000 à 50 000 hab	de 50 000 à 100 000 hab	plus de 100 000 hab	ville de Paris	DOM plus de 10 000 hab	National plus de 10 000 hab	Total national
SECTION DE FONCTIONNEMENT								
Ventes et prestations de services	382	644	415	540	263	49	2 292	3 600
Impôts locaux	2 874	4 571	2 800	3 163	1 580	353	15 340	24 162
Autres impôts et taxes	482	716	501	579	705	546	3 529	5 198
Dotation globale de fonctionnement	1 264	1 997	1 095	1 626	660	257	6 899	11 616
DGD	5	21	23	39	1	3	92	109
Autres dotations de l'Etat	29	91	37	7	1	1	165	240
Subventions et attributions	1 023	1 561	1 002	957	388	177	5 108	8 493
Produits exceptionnels	334	447	198	2 495	59	30	3 562	4 458
Divers	759	1 169	724	1 343	364	110	4 469	6 542
TOTAL DES PRODUITS DE FONCTIONNEMENT	7 151	11 216	6 794	10 748	4 021	1 526	41 457	64 418
SECTION D'INVESTISSEMENT								
FCTVA	185	251	139	175	46	35	832	1 841
Dotations et autres fonds	49	66	33	33	12	9	203	461
Subventions reçues	302	403	224	262	150	109	1 452	3 635
Immobilisations financières	40	75	67	144	27	7	360	546
Amortissements	151	216	131	219	37	23	778	1 022
Emprunts et dettes assimilées	795	1 356	969	1 158	357	124	4 760	7 319
Excédents de fonctionnement capital.	846	1 060	623	959	358	140	3 986	8 372
Divers	777	1 145	785	3 885	146	70	6 808	9 083
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT	3 146	4 574	2 972	6 835	1 133	518	19 179	32 277

Recettes budgétaires par strate - Exercice 2001

Tableau 24

(en millions de francs)

	de 10 000 à 20 000 hab	de 20 000 à 50 000 hab	de 50 000 à 100 000 hab	plus de 100 000 hab	ville de Paris	DOM plus de 10 000 hab	National plus de 10 000 hab	Total national
SECTION DE FONCTIONNEMENT								
Ventes et prestations de services	2 506	4 221	2 722	3 540	1 727	320	15 036	23 616
Impôts locaux	18 850	29 982	18 370	20 745	10 363	2 313	100 623	158 494
Autres impôts et taxes	3 163	4 696	3 288	3 798	4 623	3 582	23 151	34 098
Dotation globale de fonctionnement	8 291	13 101	7 182	10 665	4 331	1 687	45 257	76 195
DGD	32	136	148	257	9	22	602	716
Autres dotations de l'Etat	190	596	240	47	3	6	1 081	1 573
Subventions et attributions	6 712	10 241	6 575	6 275	2 544	1 162	33 509	55 710
Produits exceptionnels	2 189	2 931	1 299	16 366	385	196	23 366	29 241
Divers	4 978	7 671	4 746	8 808	2 389	721	29 313	42 911
TOTAL DES PRODUITS DE FONCTIONNEMENT	46 910	73 575	44 569	70 501	26 374	10 009	271 937	422 553
SECTION D'INVESTISSEMENT								
FCTVA	1 214	1 649	911	1 146	302	232	5 455	12 073
Dotations et autres fonds	323	435	218	217	82	60	1 334	3 023
Subventions reçues	1 983	2 645	1 472	1 720	984	718	9 522	23 843
Immobilisations financières	263	491	440	947	176	47	2 365	3 581
Amortissements	992	1 420	862	1 435	242	151	5 103	6 704
Emprunts et dettes assimilées	5 216	8 895	6 359	7 596	2 342	814	31 223	48 007
Excédents de fonctionnement capital.	5 547	6 953	4 084	6 294	2 350	917	26 146	54 914
Divers	5 095	7 512	5 150	25 481	957	460	44 655	59 579
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT	20 634	30 001	19 497	44 836	7 434	3 400	125 803	211 723

Ventilation des impositions directes - exercice 2001 (*)

Tableau 27

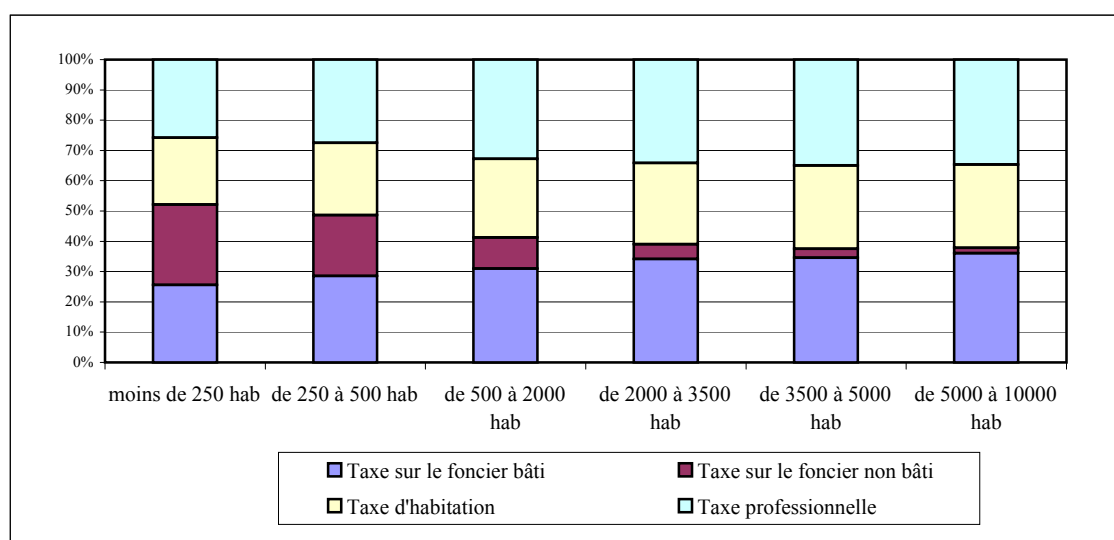
(en millions d'euros)

	moins de 250 hab	de 250 à 500 hab	de 500 à 2000 hab	de 2000 à 3500 hab	de 3500 à 5000 hab	de 5000 à 10000 hab	DOM moins de 10000 hab	National moins de 10000 hab
Taxe sur le foncier bâti	90	168	817	546	392	955	20	2 988
Taxe sur le foncier non bâti	94	118	268	77	34	48	2	640
Taxe d'habitation	78	141	685	430	312	730	10	2 384
Taxe professionnelle	91	161	864	545	397	920	16	2 994
Total des impositions directes votées	352	587	2 634	1 597	1 135	2 653	48	9 006

Poids de chaque taxe dans le total des impositions directes

(en pourcentage)

	moins de 250 hab	de 250 à 500 hab	de 500 à 2000 hab	de 2000 à 3500 hab	de 3500 à 5000 hab	de 5000 à 10000 hab	DOM moins de 10000 hab	National moins de 10000 hab
Taxe sur le foncier bâti	25,59	28,58	31,00	34,17	34,54	36,02	42,11	33,18
Taxe sur le foncier non bâti	26,55	20,02	10,19	4,82	3,00	1,80	4,90	7,11
Taxe d'habitation	22,10	23,94	26,00	26,91	27,46	27,50	19,79	26,47
Taxe professionnelle	25,76	27,46	32,82	34,10	34,99	34,69	33,20	33,25



* Source : Direction générale des Impôts. Les montants inscrits sont ceux votés par les conseils municipaux, la ventilation des comptes en exécution ne permettant pas ce degré de détail

Ventilation des impositions directes - exercice 2001 (*)

Tableau 27

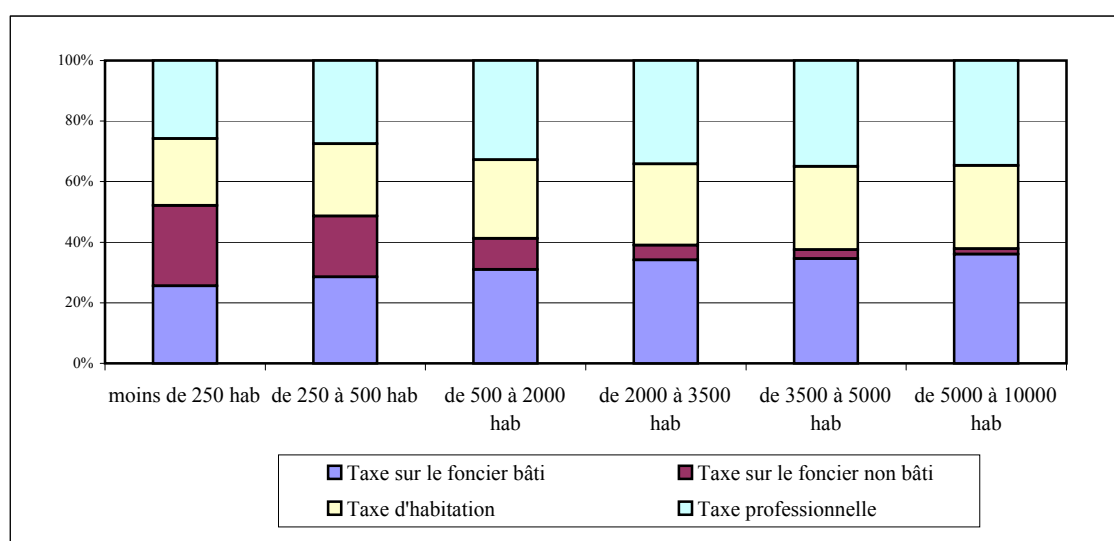
(en millions de francs)

	moins de 250 hab	de 250 à 500 hab	de 500 à 2000 hab	de 2000 à 3500 hab	de 3500 à 5000 hab	de 5000 à 10000 hab	DOM moins de 10000 hab	National moins de 10000 hab
Taxe sur le foncier bâti	591	1 101	5 356	3 580	2 571	6 268	133	19 600
Taxe sur le foncier non bâti	614	771	1 760	505	223	313	15	4 201
Taxe d'habitation	511	923	4 492	2 819	2 044	4 786	62	15 636
Taxe professionnelle	595	1 058	5 670	3 572	2 605	6 037	105	19 641
Total des impositions directes votées	2 312	3 854	17 278	10 476	7 443	17 402	315	59 079

Poids de chaque taxe dans le total des impositions directes

(en pourcentage)

	moins de 250 hab	de 250 à 500 hab	de 500 à 2000 hab	de 2000 à 3500 hab	de 3500 à 5000 hab	de 5000 à 10000 hab	DOM moins de 10000 hab	National moins de 10000 hab
Taxe sur le foncier bâti	25,59	28,58	31,00	34,17	34,54	36,02	42,11	33,18
Taxe sur le foncier non bâti	26,55	20,02	10,19	4,82	3,00	1,80	4,90	7,11
Taxe d'habitation	22,10	23,94	26,00	26,91	27,46	27,50	19,79	26,47
Taxe professionnelle	25,76	27,46	32,82	34,10	34,99	34,69	33,20	33,25



* Source : Direction générale des Impôts. Les montants inscrits sont ceux votés par les conseils municipaux, la ventilation des comptes en exécution ne permettant pas ce degré de détail

Ventilation des impositions directes - exercice 2001 (*)

Tableau 28

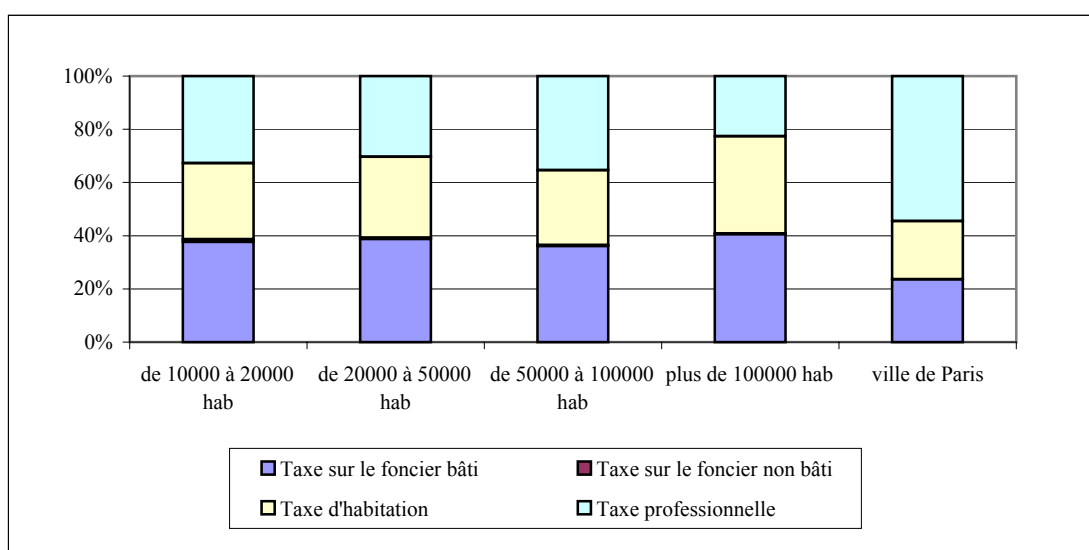
(en millions d'euros)

	de 10000 à 20000 hab	de 20000 à 50000 hab	de 50000 à 100000 hab	plus de 100000 hab	ville de Paris	DOM plus de 10000 hab	National plus de 10000 hab	Total national
Taxe sur le foncier bâti	1 071	1 743	990	1 263	380	147	5 594	8 582
Taxe sur le foncier non bâti	28	22	10	7	1	7	76	717
Taxe d'habitation	813	1 373	773	1 138	353	83	4 534	6 917
Taxe professionnelle	930	1 365	973	704	878	107	4 957	7 951
Total des impositions directes votées	2 843	4 503	2 746	3 112	1 612	344	15 160	24 167

Poids de chaque taxe dans le total des impositions directes

(en pourcentage)

	de 10000 à 20000 hab	de 20000 à 50000 hab	de 50000 à 100000 hab	plus de 100000 hab	ville de Paris	DOM plus de 10000 hab	National plus de 10000 hab	Total national
Taxe sur le foncier bâti	37,67	38,70	36,05	40,58	23,55	42,81	36,90	35,51
Taxe sur le foncier non bâti	1,00	0,49	0,37	0,23	0,08	2,08	0,50	2,97
Taxe d'habitation	28,61	30,49	28,14	36,58	21,90	24,16	29,91	28,62
Taxe professionnelle	32,72	30,31	35,43	22,61	54,47	30,94	32,69	32,90



* Source : Direction générale des Impôts. Les montants inscrits sont ceux votés par les conseils municipaux, la ventilation des comptes en exécution ne permettant pas ce degré de détail

Ventilation des impositions directes - exercice 2001 (*)

Tableau 28

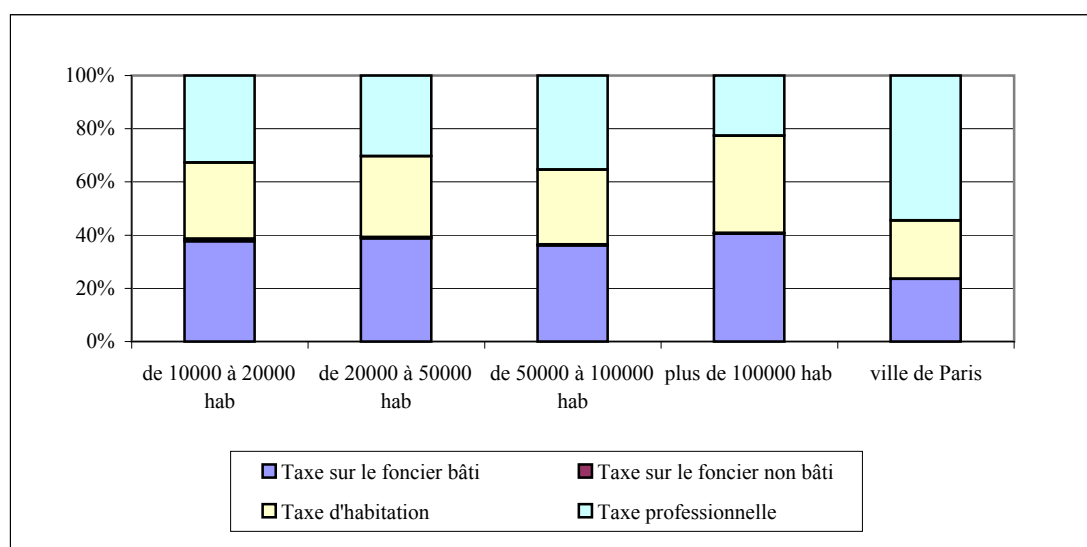
(en millions de francs)

	de 10000 à 20000 hab	de 20000 à 50000 hab	de 50000 à 100000 hab	plus de 100000 hab	ville de Paris	DOM plus de 10000 hab	National plus de 10000 hab	Total national
Taxe sur le foncier bâti	7 026	11 432	6 494	8 284	2 491	967	36 693	56 293
Taxe sur le foncier non bâti	186	145	67	46	9	47	499	4 701
Taxe d'habitation	5 335	9 006	5 069	7 466	2 316	546	29 739	45 375
Taxe professionnelle	6 103	8 953	6 381	4 616	5 761	699	32 513	52 154
Total des impositions directes votées	18 651	29 536	18 011	20 412	10 577	2 258	99 444	158 523

Poids de chaque taxe dans le total des impositions directes

(en pourcentage)

	de 10000 à 20000 hab	de 20000 à 50000 hab	de 50000 à 100000 hab	plus de 100000 hab	ville de Paris	DOM plus de 10000 hab	National plus de 10000 hab	Total national
Taxe sur le foncier bâti	37,67	38,70	36,05	40,58	23,55	42,81	36,90	35,51
Taxe sur le foncier non bâti	1,00	0,49	0,37	0,23	0,08	2,08	0,50	2,97
Taxe d'habitation	28,61	30,49	28,14	36,58	21,90	24,16	29,91	28,62
Taxe professionnelle	32,72	30,31	35,43	22,61	54,47	30,94	32,69	32,90



* Source : Direction générale des Impôts. Les montants inscrits sont ceux votés par les conseils municipaux, la ventilation des comptes en exécution ne permettant pas ce degré de détail

Données en euros par habitant - Exercice 2001

Tableau 29

	Moins de 250 hab	de 250 à 500 hab	de 500 à 2 000 hab	de 2 000 à 3 500 hab	de 3 500 à 5 000 hab	de 5 000 à 10 000 hab	DOM moins de 10 000 hab	National moins de 10 000 hab
FONCTIONNEMENT								
FONCTIONNEMENT	497	447	493	598	698	829	909	607
Achats et charges externes	148	128	137	164	180	207	206	162
Charges de personnel	125	138	175	234	285	368	494	236
Contingents et participations	89	76	61	59	54	52	30	61
Subventions versées	27	24	31	42	48	66	94	42
Charges financières	22	24	32	41	47	52	25	38
FONCTIONNEMENT	675	584	632	748	833	960	1 001	747
Ventes et prestations de services	56	40	38	39	43	52	17	43
Impôts locaux	183	192	239	305	340	394	160	287
Autres impôts et taxes	47	37	38	49	58	72	489	54
Dotations de l'Etat	195	154	146	153	154	168	158	156
D'AUTOFINANCEMENT	179	139	141	156	154	154	106	149
INVESTISSEMENT								
DEPENSES D'INVESTISSEMENT	500	386	398	418	437	454	461	423
Dépenses d'investissement direct	371	274	275	280	266	274	387	281
Remboursements d'emprunts	59	63	74	91	93	104	23	83
RECETTES D'INVESTISSEMENT	500	389	400	417	438	465	414	426
FCTVA	41	32	31	34	32	33	28	33
Subventions reçues	137	91	75	62	51	52	179	71
Emprunts et dettes assimilées	53	58	76	84	91	111	56	83
Excédents de fonctionnement capital.	171	135	139	151	140	141	110	143
ENDETTEMENT								
Dettes à long et moyen terme	377	408	531	683	770	868	369	635
FISCALITE								
VOTEES	197	206	251	307	339	393	169	293
Taxe sur le foncier bâti	50	59	78	105	117	142	71	97
Taxe sur le foncier non bâti	52	41	26	15	10	7	8	21
Taxe d'habitation	43	49	65	83	93	108	33	78
Taxe professionnelle	51	56	82	105	118	136	56	97

Données en francs par habitant - Exercice 2001

Tableau 29

	Moins de 250 hab	de 250 à 500 hab	de 500 à 2 000 hab	de 2 000 à 3 500 hab	de 3 500 à 5 000 hab	de 5 000 à 10 000 hab	DOM moins de 10 000 hab	National moins de 10 000 hab
FONCTIONNEMENT								
FONCTIONNEMENT	3 263	2 930	3 237	3 922	4 581	5 440	5 963	3 981
Achats et charges externes	973	839	901	1 074	1 180	1 360	1 351	1 064
Charges de personnel	818	903	1 148	1 536	1 867	2 411	3 241	1 546
Contingents et participations	584	500	402	384	357	343	196	399
Subventions versées	176	159	202	277	316	432	614	276
Charges financières	143	157	209	269	309	339	161	249
FONCTIONNEMENT	4 428	3 830	4 146	4 907	5 467	6 295	6 564	4 900
Ventes et prestations de services	366	264	247	253	283	338	110	279
Impôts locaux	1 203	1 262	1 570	2 001	2 229	2 584	1 049	1 883
Autres impôts et taxes	306	242	251	321	384	474	3 207	356
Dotations de l'Etat	1 282	1 008	955	1 003	1 008	1 103	1 037	1 026
D'AUTOFINANCEMENT	1 173	913	923	1 022	1 008	1 010	693	980
INVESTISSEMENT								
DEPENSES D'INVESTISSEMENT	3 280	2 535	2 610	2 741	2 864	2 981	3 025	2 777
Dépenses d'investissement direct	2 437	1 796	1 805	1 838	1 746	1 798	2 535	1 845
Remboursements d'emprunts	389	416	485	596	613	684	149	546
RECETTES D'INVESTISSEMENT	3 280	2 551	2 622	2 737	2 872	3 050	2 714	2 795
FCTVA	270	211	206	222	213	214	186	215
Subventions reçues	898	597	489	406	338	340	1 175	466
Emprunts et dettes assimilées	348	378	495	548	596	730	367	546
Excédents de fonctionnement capital.	1 119	884	911	994	915	923	724	936
ENDETTEMENT								
Dettes à long et moyen terme	2 470	2 677	3 485	4 478	5 049	5 693	2 422	4 164
FISCALITE								
VOTEES	1 291	1 349	1 645	2 011	2 221	2 580	1 110	1 922
Taxe sur le foncier bâti	330	386	510	687	767	929	468	638
Taxe sur le foncier non bâti	343	270	168	97	67	46	54	137
Taxe d'habitation	285	323	428	541	610	710	220	509
Taxe professionnelle	332	370	540	686	777	895	369	639

Données en euros par habitant - Exercice 2001

Tableau 30

	de 10 000 à 20 000 hab	de 20 000 à 50 000 hab	de 50 000 à 100 000 hab	plus de 100 000 hab	ville de Paris	DOM plus de 10 000 hab	National plus de 10 000 hab	Total national
FONCTIONNEMENT								
FONCTIONNEMENT	990	1 122	1 262	1 433	1 630	989	1 216	912
Achats et charges externes	232	258	274	202	265	190	240	201
Charges de personnel	470	556	619	544	619	529	548	393
Contingents et participations	45	36	40	25	119	32	42	51
Subventions versées	87	109	149	146	445	125	143	93
Charges financières	55	59	69	57	32	45	57	47
FONCTIONNEMENT	1 109	1 231	1 377	1 554	1 872	1 089	1 339	1 044
Ventes et prestations de services	59	71	84	78	123	35	74	58
Impôts locaux	446	502	568	457	736	252	496	392
Autres impôts et taxes	75	79	102	84	328	390	114	84
Dotations de l'Etat	201	232	234	242	308	187	231	194
D'AUTOFINANCEMENT	148	144	162	176	300	124	165	157
INVESTISSEMENT								
DEPENSES D'INVESTISSEMENT	482	504	596	985	601	393	623	524
Dépenses d'investissement direct	264	244	286	274	192	259	259	270
Remboursements d'emprunts	118	143	181	181	309	102	162	123
RECETTES D'INVESTISSEMENT	488	502	603	988	528	370	620	523
FCTVA	29	28	28	25	21	25	27	30
Subventions reçues	47	44	46	38	70	78	47	59
Emprunts et dettes assimilées	123	149	197	167	166	89	154	119
Excédents de fonctionnement capital.	131	116	126	139	167	100	129	136
ENDETTEMENT								
Dettes à long et moyen terme	933	1 070	1 270	1 088	507	710	1 022	829
FISCALITE								
VOTEES	441	494	557	450	751	246	490	392
Taxe sur le foncier bâti	166	191	201	183	177	105	181	139
Taxe sur le foncier non bâti	4	2	2	1	1	5	2	12
Taxe d'habitation	126	151	157	165	164	59	146	112
Taxe professionnelle	144	150	197	102	409	76	160	129

Données en francs par habitant - Exercice 2001

Tableau 30

	de 10 000 à 20 000 hab	de 20 000 à 50 000 hab	de 50 000 à 100 000 hab	plus de 100 000 hab	ville de Paris	DOM plus de 10 000 hab	National plus de 10 000 hab	Total national
FONCTIONNEMENT								
FONCTIONNEMENT	6 494	7 360	8 276	9 403	10 695	6 488	7 974	5 985
Achats et charges externes	1 523	1 692	1 796	1 327	1 737	1 246	1 575	1 320
Charges de personnel	3 080	3 644	4 060	3 567	4 062	3 467	3 597	2 575
Contingents et participations	293	238	263	161	783	208	273	336
Subventions versées	569	717	979	960	2 921	821	940	609
Charges financières	362	387	453	373	211	298	373	311
FONCTIONNEMENT	7 277	8 077	9 035	10 190	12 279	7 144	8 785	6 849
Ventes et prestations de services	389	463	552	512	804	228	486	383
Impôts locaux	2 924	3 291	3 724	2 998	4 825	1 651	3 251	2 569
Autres impôts et taxes	491	516	667	549	2 152	2 557	748	553
Dotations de l'Etat	1 320	1 519	1 534	1 585	2 022	1 224	1 516	1 272
D'AUTOFINANCEMENT	972	943	1 060	1 156	1 966	813	1 080	1 030
INVESTISSEMENT								
DEPENSES D'INVESTISSEMENT	3 162	3 307	3 912	6 458	3 945	2 579	4 088	3 435
Dépenses d'investissement direct	1 731	1 600	1 879	1 798	1 262	1 700	1 697	1 771
Remboursements d'emprunts	777	936	1 189	1 184	2 025	669	1 062	805
RECETTES D'INVESTISSEMENT	3 201	3 294	3 953	6 481	3 461	2 427	4 064	3 432
FCTVA	188	181	185	166	141	165	176	196
Subventions reçues	308	290	298	249	458	512	308	386
Emprunts et dettes assimilées	809	977	1 289	1 098	1 091	581	1 009	778
Excédents de fonctionnement capital.	860	763	828	910	1 094	655	845	890
ENDETTEMENT								
Dettes à long et moyen terme	6 120	7 020	8 328	7 137	3 327	4 656	6 704	5 438
FISCALITE								
VOTEES	2 893	3 243	3 651	2 950	4 925	1 612	3 212	2 569
Taxe sur le foncier bâti	1 090	1 255	1 316	1 197	1 160	690	1 185	912
Taxe sur le foncier non bâti	29	16	14	7	4	34	16	76
Taxe d'habitation	828	989	1 028	1 079	1 078	389	961	735
Taxe professionnelle	947	983	1 294	667	2 682	499	1 050	845

Les comptes des communes par strate

Tableau 35

(en millions d'euros)

	Moins de 500 hab			de 500 à 3 500 hab			de 3 500 à 10 000 hab		
	1999	2000	2001	1999	2000	2001	1999	2000	2001
FONCTIONNEMENT									
FONCTIONNEMENT	2 101	2 144	2 174	8 073	8 139	8 307	7 569	7 620	7 936
Achats et charges externes	574	648	633	2 150	2 321	2 298	1 895	2 001	2 001
Charges de personnel	573	596	619	2 771	2 910	3 063	3 121	3 269	3 434
Contingents et participations	464	391	378	1 249	989	948	790	568	535
Subventions versées	117	118	118	499	523	543	557	583	606
Charges financières	117	109	108	597	552	550	550	500	507
FONCTIONNEMENT	2 814	2 877	2 887	10 267	10 371	10 543	8 947	9 023	9 267
Ventes et prestations de services	245	243	215	589	604	597	461	482	491
Impôts locaux	853	865	880	4 185	4 161	4 107	4 199	4 008	3 797
Autres impôts et taxes	164	187	190	603	657	658	615	694	684
Dotations de l'Etat	873	775	791	2 613	2 297	2 327	1 885	1 641	1 648
D'AUTOFINANCEMENT	713	735	720	2 228	2 277	2 288	1 524	1 584	1 552
INVESTISSEMENT									
DEPENSES D'INVESTISSEMENT	1 659	1 794	2 008	5 457	5 908	6 363	3 808	4 215	4 523
Dépenses d'investissement direct	1 285	1 414	1 454	3 806	4 257	4 349	2 433	2 771	2 742
Remboursements d'emprunts	254	258	266	1 212	1 211	1 180	1 012	1 024	1 014
Charges à répartir	2	4	9	16	17	17	46	28	24
RECETTES D'INVESTISSEMENT	1 696	1 807	2 014	5 552	5 887	6 378	3 772	4 168	4 600
FCTVA	151	152	166	416	459	508	254	290	328
Subventions reçues	415	464	506	904	1 004	1 107	415	467	521
Emprunts et dettes assimilées	281	307	260	1 269	1 315	1 231	1 058	1 131	1 059
Excédents de fonctionnement capital.	621	646	694	2 017	2 130	2 244	1 256	1 329	1 417
ENDETTEMENT									
Dettes à long et moyen terme	1 845	1 867	1 861	9 047	9 093	9 143	8 304	8 396	8 441
FISCALITE									
VOTEES	911	926	942	4 324	4 302	4 235	4 194	3 976	3 789
Taxe sur le foncier bâti	240	249	259	1 224	1 291	1 364	1 202	1 281	1 347
Taxe sur le foncier non bâti	209	210	212	333	338	345	78	80	82
Taxe d'habitation	200	209	219	997	1 054	1 115	929	990	1 041
Taxe professionnelle	263	258	252	1 770	1 619	1 411	1 985	1 626	1 319

Les données des communes de métropole par strate démographique ont été calculées à champ constant sur la base du recensement général de 1999

Les comptes des communes par strate

Tableau 35

(en millions de francs)

	Moins de 500 hab			de 500 à 3 500 hab			de 3 500 à 10 000 hab		
	1999	2000	2001	1999	2000	2001	1999	2000	2001
FONCTIONNEMENT									
FONCTIONNEMENT	13 783	14 062	14 263	52 952	53 390	54 492	49 647	49 981	52 059
Achats et charges externes	3 762	4 251	4 155	14 101	15 226	15 072	12 430	13 127	13 124
Charges de personnel	3 756	3 907	4 058	18 173	19 088	20 091	20 470	21 442	22 525
Contingents et participations	3 041	2 562	2 480	8 196	6 487	6 220	5 185	3 725	3 508
Subventions versées	765	776	776	3 272	3 428	3 561	3 652	3 826	3 972
Charges financières	765	715	706	3 914	3 618	3 606	3 607	3 277	3 326
FONCTIONNEMENT	18 460	18 873	18 935	67 345	68 030	69 156	58 685	59 190	60 786
Ventes et prestations de services	1 606	1 591	1 413	3 862	3 964	3 919	3 021	3 159	3 223
Impôts locaux	5 595	5 673	5 775	27 452	27 297	26 940	27 543	26 289	24 907
Autres impôts et taxes	1 075	1 230	1 247	3 957	4 309	4 314	4 032	4 551	4 485
Dotations de l'Etat	5 727	5 084	5 187	17 138	15 068	15 262	12 366	10 767	10 813
D'AUTOFINANCEMENT	4 675	4 822	4 722	14 612	14 937	15 010	9 997	10 392	10 182
INVESTISSEMENT									
DEPENSES D'INVESTISSEMENT	10 881	11 770	13 171	35 793	38 751	41 738	24 978	27 651	29 669
Dépenses d'investissement direct	8 430	9 273	9 539	24 966	27 927	28 525	15 957	18 175	17 987
Remboursements d'emprunts	1 668	1 695	1 747	7 949	7 946	7 740	6 637	6 714	6 655
Charges à répartir	13	29	58	103	113	113	301	185	156
RECETTES D'INVESTISSEMENT	11 128	11 852	13 213	36 420	38 615	41 840	24 742	27 344	30 174
FCTVA	992	999	1 090	2 726	3 011	3 331	1 664	1 899	2 151
Subventions reçues	2 723	3 044	3 319	5 930	6 587	7 263	2 719	3 063	3 416
Emprunts et dettes assimilées	1 844	2 013	1 703	8 326	8 629	8 074	6 940	7 417	6 950
Excédents de fonctionnement capital.	4 075	4 236	4 550	13 232	13 969	14 717	8 241	8 720	9 295
ENDETTEMENT									
Dettes à long et moyen terme	12 103	12 250	12 206	59 346	59 644	59 977	54 470	55 076	55 371
FISCALITE									
VOTEES	5 976	6 076	6 182	28 362	28 221	27 777	27 510	26 084	24 852
Taxe sur le foncier bâti	1 572	1 633	1 699	8 029	8 467	8 946	7 882	8 400	8 837
Taxe sur le foncier non bâti	1 368	1 376	1 387	2 187	2 220	2 264	509	523	535
Taxe d'habitation	1 312	1 372	1 440	6 539	6 916	7 312	6 096	6 494	6 828
Taxe professionnelle	1 725	1 694	1 656	11 607	10 618	9 254	13 023	10 666	8 651

Les données des communes de métropole par strate démographique ont été calculées à champ constant sur la base du recensement général de 1999

Les comptes des communes par strate

Tableau 36

(en millions d'euros)

	de 10 000 à 50 000 hab			de 50 000 à 100 000 hab			Plus de 100 000 hab		
	1999	2000	2001	1999	2000	2001	1999	2000	2001
FONCTIONNEMENT									
FONCTIONNEMENT	15 913	16 087	16 584	6 070	6 160	6 224	11 271	11 177	13 419
Achats et charges externes	3 637	3 835	3 842	1 287	1 350	1 351	1 872	1 970	1 969
Charges de personnel	7 556	7 810	8 079	2 871	2 955	3 053	4 827	4 963	5 092
Contingents et participations	1 042	672	617	340	204	198	922	581	427
Subventions versées	1 476	1 553	1 553	716	735	736	1 984	2 039	1 969
Charges financières	984	868	890	343	337	340	520	476	462
FONCTIONNEMENT	17 891	18 004	18 349	6 668	6 749	6 794	12 572	12 504	14 768
Ventes et prestations de services	969	1 007	1 024	400	404	415	684	692	803
Impôts locaux	8 626	7 992	7 437	3 253	3 006	2 800	5 511	5 233	4 742
Autres impôts et taxes	1 182	1 251	1 197	513	523	501	1 409	1 480	1 284
Dotations de l'Etat	3 781	3 409	3 405	1 283	1 148	1 154	2 578	2 315	2 334
D'AUTOFINANCEMENT	2 361	2 354	2 265	815	805	797	1 749	1 823	1 863
INVESTISSEMENT									
DEPENSES D'INVESTISSEMENT	6 534	7 211	7 689	2 535	3 018	2 941	4 973	5 936	8 103
Dépenses d'investissement direct	3 346	4 050	3 916	1 216	1 423	1 413	1 967	2 504	2 309
Remboursements d'emprunts	2 005	1 987	2 127	758	925	896	1 609	1 599	1 941
Charges à répartir	177	104	93	126	98	72	244	199	203
RECETTES D'INVESTISSEMENT	6 483	7 173	7 708	2 497	2 964	2 972	4 975	5 826	7 969
FCTVA	345	402	436	114	135	139	204	213	221
Subventions reçues	535	675	704	214	238	224	354	444	412
Emprunts et dettes assimilées	1 957	2 041	2 144	768	919	969	1 313	1 312	1 515
Excédents de fonctionnement capital.	1 777	1 896	1 906	555	586	623	1 128	1 271	1 318
ENDETTEMENT									
Dettes à long et moyen terme	15 579	15 709	15 726	6 171	6 189	6 263	9 315	9 043	8 617
FISCALITE									
VOTEES	8 439	7 798	7 339	3 181	2 903	2 746	5 319	5 024	4 724
Taxe sur le foncier bâti	2 587	2 719	2 812	925	967	990	1 529	1 581	1 643
Taxe sur le foncier non bâti	48	49	50	10	10	10	8	8	8
Taxe d'habitation	1 982	2 085	2 185	706	742	773	1 376	1 425	1 491
Taxe professionnelle	3 822	2 946	2 292	1 540	1 184	973	2 405	2 010	1 582

Les données des communes de métropole par strate démographique ont été calculées à champ constant sur la base du recensement général de 1999

Les comptes des communes par strate

Tableau 36

(en millions de francs)

	de 10 000 à 50 000 hab			de 50 000 à 100 000 hab			Plus de 100 000 hab		
	1999	2000	2001	1999	2000	2001	1999	2000	2001
FONCTIONNEMENT									
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	104 382	105 527	108 785	39 816	40 408	40 824	73 932	73 318	88 025
Achats et charges externes	23 858	25 155	25 200	8 445	8 857	8 861	12 281	12 922	12 914
Charges de personnel	49 567	51 228	52 992	18 835	19 383	20 027	31 663	32 553	33 404
Contingents et participations	6 833	4 410	4 050	2 230	1 339	1 296	6 048	3 812	2 798
Subventions versées	9 680	10 188	10 190	4 694	4 821	4 828	13 013	13 373	12 917
Charges financières	6 455	5 697	5 840	2 247	2 210	2 232	3 411	3 124	3 030
FONCTIONNEMENT	117 358	118 100	120 363	43 741	44 267	44 569	82 464	82 024	96 875
Ventes et prestations de services	6 355	6 607	6 720	2 623	2 650	2 722	4 488	4 538	5 267
Impôts locaux	56 582	52 424	48 784	21 341	19 720	18 370	36 147	34 329	31 108
Autres impôts et taxes	7 757	8 209	7 850	3 365	3 433	3 288	9 240	9 709	8 421
Dotations de l'Etat	24 800	22 363	22 332	8 417	7 529	7 569	16 907	15 183	15 312
D'AUTOFINANCEMENT	15 488	15 443	14 854	5 349	5 279	5 226	11 474	11 960	12 221
INVESTISSEMENT									
DEPENSES D'INVESTISSEMENT	42 862	47 300	50 436	16 626	19 796	19 294	32 619	38 941	53 151
Dépenses d'investissement direct	21 947	26 565	25 687	7 976	9 336	9 268	12 903	16 422	15 148
Remboursements d'emprunts	13 153	13 032	13 953	4 972	6 065	5 875	10 553	10 488	12 730
Charges à répartir	1 160	682	610	826	646	470	1 600	1 307	1 333
RECETTES D'INVESTISSEMENT	42 527	47 052	50 559	16 380	19 442	19 497	32 635	38 219	52 271
FCTVA	2 263	2 638	2 858	748	883	911	1 339	1 400	1 448
Subventions reçues	3 508	4 430	4 618	1 406	1 561	1 472	2 322	2 915	2 704
Emprunts et dettes assimilées	12 838	13 385	14 064	5 035	6 029	6 359	8 614	8 609	9 938
Excédents de fonctionnement capita	11 657	12 437	12 500	3 642	3 841	4 084	7 399	8 340	8 644
ENDETTEMENT									
Dettes à long et moyen terme	102 191	103 046	103 158	40 479	40 597	41 081	61 104	59 317	56 525
FISCALITE									
VOTEES	55 358	51 152	48 139	20 863	19 043	18 011	34 887	32 959	30 990
Taxe sur le foncier bâti	16 970	17 832	18 443	6 069	6 341	6 494	10 030	10 371	10 775
Taxe sur le foncier non bâti	315	321	330	65	66	67	54	55	55
Taxe d'habitation	13 002	13 676	14 335	4 630	4 870	5 069	9 027	9 347	9 783
Taxe professionnelle	25 071	19 322	15 032	10 099	7 766	6 381	15 775	13 185	10 377

Les données des communes de métropole par strate démographique ont été calculées à champ constant sur la base du recensement général de 1999

Evolution des comptes des communes par strate

Tableau 38

(en pourcentage)

	de 10 000 à 50 000 hab			de 50 000 à 100 000 hab			Plus de 100 000 hab		
	1999/1998	2000/1999	2001/2000	1999/1998	2000/1999	2001/2000	1999/1998	2000/1999	2001/2000
FONCTIONNEMENT									
FONCTIONNEMENT	3,7	1,1	3,1	3,4	1,5	1,0	0,6	-0,8	20,1
Achats et charges externes	2,4	5,4	0,2	1,9	4,9	0,1	3,4	5,2	-0,1
Charges de personnel	4,8	3,3	3,4	4,0	2,9	3,3	3,6	2,8	2,6
Contingents et participations	3,4	-35,5	-8,2	7,6	-40,0	-3,2	-4,6	-37,0	-26,6
Subventions versées	1,0	5,3	0,0	0,7	2,7	0,2	-1,1	2,8	-3,4
Charges financières	-6,4	-11,7	2,5	-7,6	-1,7	1,0	-13,7	-8,4	-3,0
FONCTIONNEMENT	4,2	0,6	1,9	3,2	1,2	0,7	2,5	-0,5	18,1
Ventes et prestations de services	1,9	4,0	1,7	1,7	1,0	2,7	3,3	1,1	16,1
Impôts locaux	-0,2	-7,3	-6,9	-0,1	-7,6	-6,8	-1,1	-5,0	-9,4
Autres impôts et taxes	8,3	5,8	-4,4	8,0	2,0	-4,2	4,1	5,1	-13,3
Dotations de l'Etat	3,4	-9,8	-0,1	3,1	-10,5	0,5	2,8	-10,2	0,8
D'AUTOFINANCEMENT	10,2	-0,3	-3,8	5,5	-1,3	-1,0	9,9	4,2	2,2
INVESTISSEMENT									
DEPENSES D'INVESTISSEMENT	8,5	10,4	6,6	4,1	19,1	-2,5	11,7	19,4	36,5
Dépenses d'investissement direct	4,8	21,0	-3,3	4,6	17,0	-0,7	-4,1	27,3	-7,8
Remboursements d'emprunts	2,2	-0,9	7,1	10,4	22,0	-3,1	9,2	-0,6	21,4
Charges à répartir	43,7	-41,2	-10,5	40,8	-21,8	-27,2	9,5	-18,3	2,0
RECETTES D'INVESTISSEMENT	9,7	10,6	7,5	2,7	18,7	0,3	15,9	17,1	36,8
FCTVA	2,1	16,6	8,3	0,6	18,0	3,3	-4,6	4,6	3,5
Subventions reçues	0,1	26,3	4,2	28,2	11,0	-5,7	-15,5	25,5	-7,2
Emprunts et dettes assimilées	11,4	4,3	5,1	-1,2	19,7	5,5	21,3	-0,1	15,4
Excédents de fonctionnement capital.	1,1	6,7	0,5	-3,8	5,5	6,3	35,1	12,7	3,6
ENDETTEMENT									
Dettes à long et moyen terme	-1,0	0,8	0,1	-0,1	0,3	1,2	-3,0	-2,9	-4,7
FISCALITE									
VOTEES	-0,2	-7,6	-5,9	0,5	-8,7	-5,4	-1,1	-5,5	-6,0
Taxe sur le foncier bâti	3,0	5,1	3,4	2,9	4,5	2,4	1,9	3,4	3,9
Taxe sur le foncier non bâti	0,6	1,9	2,7	1,1	1,5	1,1	-0,7	1,4	-0,3
Taxe d'habitation	2,9	5,2	4,8	2,7	5,2	4,1	2,3	3,5	4,7
Taxe professionnelle	-3,7	-22,9	-22,2	-1,9	-23,1	-17,8	-4,8	-16,4	-21,3

Les taux d'évolution par strate démographique ont été calculés à champ constant sur la base du recensement général de 1999

Evolution des comptes des communes par strate

Tableau 37

(en pourcentage)

	Moins de 500 hab			de 500 à 3 500 hab			de 3 500 à 10 000 hab		
	1999/1998	2000/1999	2001/2000	1999/1998	2000/1999	2001/2000	1999/1998	2000/1999	2001/2000
FONCTIONNEMENT									
FONCTIONNEMENT	3,8	2,0	1,4	5,0	0,8	2,1	5,5	0,7	4,2
Achats et charges externes	5,6	13,0	-2,3	5,7	8,0	-1,0	5,1	5,6	0,0
Charges de personnel	5,8	4,0	3,9	6,4	5,0	5,3	6,2	4,7	5,1
Contingents et participations	3,6	-15,8	-3,2	3,8	-20,9	-4,1	4,9	-28,2	-5,8
Subventions versées	3,9	1,4	0,0	3,6	4,8	3,9	3,5	4,8	3,8
Charges financières	-8,5	-6,6	-1,2	-8,9	-7,6	-0,3	-5,5	-9,2	1,5
FONCTIONNEMENT	4,0	2,2	0,3	5,0	1,0	1,7	5,4	0,9	2,7
Ventes et prestations de services	4,5	-0,9	-11,2	3,4	2,6	-1,1	3,8	4,6	2,0
Impôts locaux	0,6	1,4	1,8	0,8	-0,6	-1,3	0,9	-4,6	-5,3
Autres impôts et taxes	4,3	14,4	1,4	4,9	8,9	0,1	7,4	12,9	-1,4
Dotations de l'Etat	2,7	-11,2	2,0	2,8	-12,1	1,3	2,6	-12,9	0,4
D'AUTOFINANCEMENT	4,2	3,2	-2,1	5,2	2,2	0,5	5,9	3,9	-2,0
INVESTISSEMENT									
DEPENSES D'INVESTISSEMENT	4,6	8,2	11,9	6,9	8,3	7,7	10,6	10,7	7,3
Dépenses d'investissement direct	4,9	10,0	2,9	7,5	11,9	2,1	11,4	13,9	-1,0
Remboursements d'emprunts	1,2	1,6	3,1	2,7	0,0	-2,6	4,1	1,2	-0,9
Charges à répartir	-16,8	127,9	102,4	17,9	10,3	-0,3	63,5	-38,5	-15,5
RECETTES D'INVESTISSEMENT	2,0	6,5	11,5	7,7	6,0	8,4	10,5	10,5	10,4
FCTVA	-2,4	0,7	9,1	2,7	10,5	10,6	8,4	14,2	13,2
Subventions reçues	3,9	11,8	9,0	2,0	11,1	10,3	12,5	12,7	11,5
Emprunts et dettes assimilées	9,2	9,2	-15,4	14,7	3,6	-6,4	14,2	6,9	-6,3
Excédents de fonctionnement capital.	-5,7	4,0	7,4	2,8	5,6	5,4	1,6	5,8	6,6
ENDETTEMENT									
Dettes à long et moyen terme	2,2	1,2	-0,4	1,0	0,5	0,6	1,0	1,1	0,5
FISCALITE									
VOTEES	1,3	1,7	1,8	1,2	-0,5	-1,6	0,5	-5,2	-4,7
Taxe sur le foncier bâti	4,0	3,9	4,0	4,5	5,4	5,7	4,1	6,6	5,2
Taxe sur le foncier non bâti	1,5	0,6	0,8	1,7	1,5	2,0	1,9	2,6	2,4
Taxe d'habitation	4,1	4,6	4,9	4,3	5,8	5,7	3,8	6,5	5,1
Taxe professionnelle	-3,2	-1,8	-2,3	-2,7	-8,5	-12,8	-3,0	-18,1	-18,9

Les taux d'évolution par strate démographique ont été calculés à champ constant sur la base du recensement général de 1999

Méthodologie

et lexicque

1. Méthodologie

Le régime administratif des collectivités locales

Afin d'éviter toute ambiguïté dans l'interprétation à donner aux informations présentées dans ce document, il paraît nécessaire de rappeler brièvement quelques notions essentielles concernant le régime administratif des collectivités territoriales et les documents budgétaires et comptables en usage, et de préciser les concepts de l'analyse financière opérée par la Direction Générale de la Comptabilité publique.

On désigne par collectivités territoriales les régions, les départements et les communes. Le régime administratif actuel des collectivités locales a été défini par la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, qui a supprimé toute forme de tutelle a priori sur les décisions des collectivités locales.

Les documents budgétaires et comptables

Le principe de la séparation des ordonnateurs et des comptables se traduit, dans l'exécution des budgets des collectivités territoriales, par une différenciation entre opérations administratives et opérations comptables et, en conséquence, par la tenue d'une double comptabilité : comptabilité administrative de l'ordonnateur, comptabilité financière du comptable du Trésor.

Ces comptabilités décrivent les opérations réalisées au cours d'un exercice. A la clôture de celui-ci, les opérations sont regroupées dans un compte administratif pour l'ordonnateur, dans un compte de gestion pour le comptable.

A la différence du compte administratif dont l'objet est de rendre compte de la seule exécution budgétaire, le compte de gestion présente une comptabilité en partie double, comprenant des comptes de tiers et financiers, ainsi qu'un bilan de fin d'exercice. Il offre ainsi une vision exhaustive de la situation financière de la collectivité.

Les budgets locaux s'exécutent en gestion, c'est-à-dire que les comptes doivent décrire les opérations réalisées au cours d'une seule année dont toutefois le 31 décembre est prolongé fictivement jusqu'au 31 janvier de l'année suivante pour les opérations de fonctionnement, de manière à permettre le rattachement à la gestion des opérations déjà engagées.

La section de fonctionnement retrace toutes les opérations concernant l'exploitation, autrement dit la gestion courante des services.

Sont inscrits notamment :

- en produits : les impôts directs et indirects, les dotations versées par l'État, les ressources d'exploitation et du domaine, les produits financiers ;
- en charges : les achats de fournitures et de services, les frais de personnel, les allocations et subventions versées, les frais financiers (intérêts de la dette notamment).

Les budgets locaux doivent être votés en équilibre. Les produits de fonctionnement doivent donc être égaux ou supérieurs aux charges de fonctionnement. Lors de l'établissement du budget, il est possible de prévoir un autofinancement qui permet de financer, pour partie, les dépenses de la section d'investissement. Cet autofinancement est composé d'une part, des dotations aux amortissements et provisions, d'autre part, d'un complément appelé « virement de la section de fonctionnement à la section d'investissement ». Ce virement ne fait toutefois l'objet d'aucune exécution au cours de l'exercice budgétaire.

Il n'est inscrit au budget que pour permettre de prévoir les ressources de fonctionnement nécessaires à sa réalisation et exécuter les dépenses d'investissement qu'il est prévu d'autofinancer. L'affectation du résultat intervient lors de l'exercice suivant (reprise anticipée du résultat au budget primitif de l'année N+1, le cas échéant).

La section d'investissement comprend essentiellement des opérations en capital, autrement dit les opérations de dépenses ou de recettes qui accroissent ou diminuent la valeur du patrimoine.

Figurent :

1) En recettes :

- les recettes d'origine interne : excédents de fonctionnement antérieurs affectés en réserves, amortissements et provisions, virement de la section de fonctionnement à la section d'investissement...
- les recettes d'origine externe : fonds de compensation de la TVA, dons et legs en capital, subventions d'investissement, emprunts et dettes ...

2) En dépenses :

- les dépenses directes d'investissement : acquisitions mobilières et immobilières, travaux neufs, grosses réparations ;
- les dépenses indirectes d'investissement : remboursement de la dette en capital ...

La situation des éléments patrimoniaux des communes apparaît dans le bilan qui présente :

- à l'actif : l'ensemble des biens meubles et immeubles, corporels ou incorporels, classés en fonction de leur liquidité croissante (immobilisations, prêts à long terme, stocks, créances à court terme et disponibilités);
- au passif : l'ensemble des ressources, c'est à dire les excédents d'exploitation cumulés, les subventions et les dettes, celles-ci classées selon le terme d'exigibilité.

Le bilan permet de déterminer en outre le fonds de roulement qui correspond à l'excédent des ressources stables sur les emplois stables (voir lexique).

Les concepts de l'analyse financière opérée par la Direction générale de la comptabilité publique

L'analyse financière réalisée ne peut être rapprochée sans précaution des données de la Comptabilité nationale.

La Comptabilité nationale est élaborée suivant un système comptable unifié distinct de la nomenclature des communes (M14) : le SEC95. Ce système correspond à un règlement du Conseil. Sa mise en œuvre a coïncidé avec la troisième phase de mise en place de l'Union Économique et Monétaire (1999).

Il permet la comparabilité des comptes de l'Eurozone. C'est la raison pour laquelle le Traité sur l'Union Européenne, signé à Maastricht le 7 février 1992, définit la "soutenabilité des finances publiques" par rapport aux concepts de la Comptabilité nationale. Les deux indicateurs sont le déficit (encore appelé besoin(-) ou capacité (+) de financement) et la dette des administrations publiques rapportés au PIB. Le déficit est le solde des recettes et dépenses non financières des Administrations publiques. Il inclut le solde des opérations d'investissement non financier.

Les concepts sur lesquels s'appuie l'analyse financière opérée par la Direction générale de la comptabilité publique doivent être précisés pour éviter toute erreur d'interprétation avec les agrégats de finances publiques.

L'analyse opérée dans le présent volume permet, à partir du compte de résultat et du bilan :

- de suivre l'évolution des principales rubriques de fonctionnement et d'investissement ;

- de déterminer une série de résultats intermédiaires appelés « soldes intermédiaires de gestion » ;
- de calculer la capacité d'autofinancement dégagée au cours de l'exercice ;
- de mettre en évidence le fonds de roulement, le besoin en fonds de roulement et la trésorerie structurelle, à partir du bilan fonctionnel ;
- d'étudier la variation du fonds de roulement, à partir du tableau de financement.

La capacité d'autofinancement permet de mesurer la capacité réelle des collectivités locales à couvrir une partie de leurs dépenses d'investissement à l'aide de leurs ressources réelles propres. Elle ne doit pas être confondue avec la capacité de financement définie par la Comptabilité nationale qui est calculée après opérations d'investissement en ayant inclus notamment les subventions d'équipement.

Il faut également souligner que les dépenses d'investissement de la section d'investissement des collectivités locales ne recouvrent pas les mêmes données que celles figurant au compte de capital des agents économiques, c'est-à-dire la "formation brute de capital fixe" et les achats de terrains ou d'immeubles. La section d'investissement des collectivités locales reprend ces éléments, mais elle y ajoute des opérations financières (remboursements d'emprunts, prêts, avances accordées...), qui apparaissent seulement dans les comptes financiers des agents de la Comptabilité nationale.

Mais, quelles que soient les distorsions qui apparaissent entre les analyses présentées dans cet ouvrage et les résultats du compte du sous-secteur « administrations publiques locales" de la Comptabilité nationale, il reste que les deux séries de travaux sont établies grâce à l'exploitation exhaustive des mêmes comptes individuels de gestion tenus par les comptables du Trésor. Les points de vue changent, mais la matière demeure identique.

2. Lexique

Actif circulant

Ensemble des éléments du patrimoine qui, en raison de leur nature ou de leur destination, n'ont pas vocation à y rester de manière durable.

Au bilan, l'actif circulant est composé des postes suivants :

- stocks et en-cours
- créances d'exploitation
- créances diverses
- valeurs mobilières de placement
- disponibilités.

Amortissement (d'une immobilisation)

Constatation comptable de la dépréciation irréversible de la valeur d'un élément d'actif, du fait de son usage, du temps ou de l'obsolescence.

Annuité de la dette

L'annuité de la dette est composée du montant des intérêts des emprunts, qui constituent une des charges de la section de fonctionnement et du montant du remboursement du capital, qui figure parmi les dépenses indirectes d'investissement. L'addition de ces deux montants permet de mesurer le poids exact de la dette à long et moyen terme pour les collectivités.

Besoin de financement

Le besoin de financement correspond à l'excédent des emplois (réels) d'investissement de l'exercice sur les ressources (réelles) d'investissement de l'exercice, hors endettement à long et moyen terme.

Besoin (ou ressource) en fonds de roulement d'exploitation (BFRE)

Besoin (ou ressource) de financement né du déroulement du cycle d'exploitation.

$BFRE = Stocks + créances d'exploitation - dettes d'exploitation$

Besoin (ou ressource) en fonds de roulement hors exploitation (BFRHE)

Solde des créances et des dettes non rattachables au cycle d'exploitation.

$BFRHE = Créances diverses - dettes sur immobilisations et autres dettes diverses$

Besoin (ou ressource) en fonds de roulement

Somme algébrique des besoins en fonds de roulement d'exploitation et hors exploitation.

Bilan fonctionnel

Reclassement des postes du bilan par grandes unités, de manière à faire ressortir des grandeurs caractérisant la structure financière de la collectivité. Cette présentation du bilan permet d'analyser les conditions dans lesquelles se réalise l'équilibre financier : fonds de roulement, besoins en fonds de roulement d'exploitation et hors exploitation, trésorerie ;

- fonds de roulement, correspondant à l'excédent des ressources stables sur les emplois stables
- besoins en fonds de roulement d'exploitation et hors exploitation correspondant à la différence entre les créances et les dettes à court terme
- trésorerie, correspondant au fonds de roulement, moins les besoins en fonds de roulement.

Capacité d'autofinancement

Excédent des produits réels de fonctionnement sur les charges réelles de fonctionnement, dont le montant permet de couvrir tout ou partie des dépenses réelles d'investissement (en priorité, le remboursement des emprunts et, pour le surplus, les dépenses d'équipement).

Capitaux propres

Fonds à la disposition de la commune à titre définitif. Ces capitaux financent la plus grande partie des actifs immobilisés. Ils comprennent les postes suivants au bilan :

- dotations
- mise à disposition
- réserves
- report à nouveau
- résultat de l'exercice
- subventions d'investissement
- provisions réglementées.

Charges réelles de fonctionnement

Charges de fonctionnement utilisées pour le calcul de la capacité d'autofinancement. Elles excluent les dotations aux amortissements et provisions, les subventions ou dotations d'équipement en nature ainsi que les charges liées à des cessions d'actifs (valeur comptable des immobilisations cédées et différences sur réalisations (positives) transférées en investissement).

Concours bancaires courants

Couverture par les banques des besoins de trésorerie nés du cycle d'exploitation.

Dépenses définitives d'investissement

Les dépenses définitives d'investissement sont égales aux dépenses réelles d'investissement hors opérations financières (remboursements d'emprunts et immobilisations financières).

Dépenses d'investissement direct

Les dépenses d'investissement direct correspondent aux acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles ainsi qu'aux travaux en cours.

Dépenses réelles d'investissement

Les dépenses réelles d'investissement sont les dépenses d'investissement donnant lieu à flux financiers. Elles sont égales aux emplois d'investissement qui figurent dans la 1^{ère} partie du tableau de financement.

Dettes à long et moyen terme en fin d'exercice

Cette dette correspond au capital restant dû au 31 décembre de l'année considérée sur le montant des emprunts contractés pour une durée supérieure à un an.

Dotation générale de décentralisation (DGD)

L'article 102 de la loi du 2 mars 1982 a prévu que l'accroissement des charges résultant du transfert de compétences de l'État aux collectivités locales serait compensé par un transfert de ressources.

La loi du 7 janvier 1983 a précisé que ce transfert simultané de ressources serait effectué, pour moitié au moins, par transfert d'impôts d'État et, pour le solde, par le versement d'une dotation budgétaire : celle-ci constitue la dotation générale de décentralisation.

Dotation globale de fonctionnement (DGF)

La dotation globale de fonctionnement, instituée par la loi du 3 janvier 1979, est un prélèvement opéré sur le budget de l'État, distribué aux collectivités locales pour la première fois en 1979.

Elle a succédé au versement représentatif de la taxe sur les salaires (VRTS) versé par l'État aux collectivités locales jusqu'en 1977, en remplacement de la taxe locale supprimée en 1968.

Son montant est prélevé avec une garantie de progression minimale sur les recettes de TVA, selon un mode de prélèvement et de répartition fixé chaque année par la loi de finances.

Dotation globale d'équipement (DGE)

La dotation globale d'équipement a été créée par l'article 103 de la loi du 2 mars 1982.

Ce versement, libre d'emploi, est effectué chaque année par l'État aux communes, départements, et à leurs regroupements, ainsi qu'à la région Île-de-France qui bénéficie d'une dotation pour les lycées en agglomérations nouvelles.

Emplois stables ou durables

Emplois ayant vocation à rester durablement à l'actif du bilan (immobilisations). Par convention, est réputée stable toute acquisition faite pour une durée supérieure à un an.

Emprunts

Les emprunts correspondent au volume global des emprunts à plus d'un an contractés pendant l'exercice. Par convention, il s'agit de financements inscrits pour une durée supérieure à un an (emprunts à long et moyen terme).

Excédent brut d'exploitation (EBE)

Ressource fondamentale que la commune tire régulièrement de son cycle d'exploitation. Si elle est négative, elle est appelée insuffisance brute d'exploitation. Premier des soldes intermédiaires de gestion utilisé dans l'analyse financière des communes, l'excédent brut d'exploitation se calcule de la manière suivante :

EBE = (Production + ressources fiscales + dotations de l'État + autres subventions et participations) – (achats et charges externes + impôts et taxes + charges de personnel)

Excédent brut de fonctionnement

Solde intermédiaire de gestion égal à l'excédent brut d'exploitation augmenté des autres produits de gestion courante (compte 75) et diminué des autres charges de gestion courante (compte 65).

Fiscalité directe

Les impôts locaux sont retracés au compte 731.

Ils comprennent :

- la taxe foncière sur les propriétés bâties
- la taxe foncière sur les propriétés non bâties
- la taxe d'habitation
- la taxe professionnelle.

Les attributions de compensation et de péréquation, en revanche, sont comptabilisées au compte 7483.

Fiscalité indirecte

Les impôts indirects sont retracés aux comptes 733 à 738.

Ils occupent une place importante dans la fiscalité des collectivités territoriales.

Parmi eux, on peut citer :

- la taxe additionnelle aux droits de mutation ;

- l'impôt sur les spectacles;
- la taxe sur les remontées mécaniques ;
- les impôts et taxes d'outre-mer : taxes sur les rhums, taxes sur les carburants, octroi de mer.

Fiscalité reversée

Les reversements de fiscalité opérés par les groupements à fiscalité propre, au titre notamment de l'attribution de compensation et de la dotation de solidarité communautaire, sont retracés au compte 732.

Fonds de compensation pour la TVA (FCTVA)

Le fonds de compensation pour la TVA a pour objet la compensation par l'État aux collectivités locales, à leurs groupements et à leurs services, de la TVA acquittée sur leurs investissements.

Pour le calcul des attributions au titre du FCTVA sont prises en compte les dépenses d'équipement (acquisitions et travaux) des organismes locaux durant l'avant-dernière année (hors achats de terrains et subventions spécifiques de l'État perçues), pour lesquelles la TVA n'a pas pu être récupérée d'une autre manière.

Les ressources de ce fonds sont constituées par un prélèvement sur recettes de l'État.

Les organismes locaux bénéficiaires sont les collectivités locales, leurs groupements et leurs services, mais aussi les organismes aménageurs ayant passé convention avec elles et qui ne récupèrent pas directement la TVA.

La compensation prend la forme d'une attribution égale au produit du montant total (T.T.C.) des dépenses d'équipement par un taux de compensation forfaitaire égal au taux normal de la TVA prévu à l'article 278 du Code général des impôts.

Le relèvement du taux normal de la TVA de 18,6% à 20,6% à compter du 1^{er} août 1995 (loi du 28 juillet 1995) ainsi que la diminution de 0,905 point du taux forfaitaire du FCTVA (article 53 de la loi de finances pour 1994), qui tient compte de la part de TVA versée par la France au budget européen, ont conduit à un recalcul du taux de compensation. Compte tenu du décalage de deux ans dans l'attribution du FCTVA aux communes, le taux forfaitaire appliqué en 1997 sur les investissements réalisés en 1995 a été calculé au prorata temporis des taux de 18,6% et 20,6% et abattu de 0,905. A partir de 1998, le taux appliqué est de 16,176%, soit $(20,6 / 120,6) - 0,905$.

Fonds de roulement

Le fonds de roulement, calculé au 31 décembre de l'année N, correspond à l'excédent des ressources stables (capitaux propres, amortissements et provisions, dettes financières) sur les emplois stables (actif immobilisé brut).

Abordée par le haut du bilan, l'analyse du fonds de roulement éclaire les modalités de financement des investissements.

Abordée par le bas du bilan, l'analyse du fonds de roulement permet d'apprécier les conditions d'équilibre financier.

Intérêts des emprunts

Les intérêts des emprunts sont les intérêts de la dette à long terme et ceux de la dette à moins d'un an. Cette dernière fait partie, non pas des capitaux permanents, mais des opérations de trésorerie. Néanmoins, elle peut également donner lieu à paiement d'intérêts.

Produits réels de fonctionnement

Produits de fonctionnement utilisés pour le calcul de la capacité d'autofinancement. Ils excluent les reprises sur amortissements et provisions, les produits liés à des cessions d'actifs (produits des cessions d'immobilisations et différences sur réalisations (négatives) reprises au compte de résultat) ainsi que la quote-part des subventions d'investissement transférées au compte de résultat.

Recettes définitives d'investissement

Les recettes définitives d'investissement sont égales aux recettes réelles d'investissement hors opérations financières (emprunts et cessions ou réductions d'immobilisations financières).

Recettes réelles d'investissement

Les recettes réelles d'investissement correspondent aux recettes d'investissement donnant lieu à flux financiers.

Ressources propres

Les ressources propres sont constituées des capitaux propres, des amortissements et des provisions.

Ressources stables ou durables

Ressources appelées, par nature ou destination, à rester durablement au passif du bilan (dotations, réserves, emprunts...). Par convention, il s'agit de tous les financements disponibles à plus d'un an.

Résultat courant non financier

Solde intermédiaire de gestion égal à l'excédent brut de fonctionnement augmenté des reprises sur provisions et des transferts de charges, et diminué des dotations aux amortissements et provisions.

Résultat courant financier

Solde intermédiaire de gestion égal à la différence entre les produits financiers et les charges financières.

Résultat de l'exercice

Somme algébrique du résultat courant non financier, du résultat financier et du résultat exceptionnel.

Il est également calculé par différence entre les charges et les produits de fonctionnement de l'exercice.

Il est déterminé de façon extra-comptable en fin d'exercice, puis repris en balance d'entrée de la gestion suivante au compte 12.

Résultat exceptionnel

Solde intermédiaire de gestion égal à la différence entre les produits exceptionnels et les charges exceptionnelles.

Subventions en annuités (versées)

Les subventions en annuités correspondent à l'engagement pris par une collectivité de procéder à un versement régulier, au cours de plusieurs exercices, de subventions à une autre collectivité.

Tableau de financement

Tableau des emplois et des ressources, équilibré par la variation du fonds de roulement, qui explique les variations du patrimoine intervenues au cours de l'exercice de référence. Ce tableau comporte deux parties. La première partie décrit les mouvements des ressources et emplois stables (mouvements du haut de bilan).

La seconde partie analyse les conséquences de la variation du fonds de roulement sur l'actif et le passif du bas de bilan.

Tableau des soldes intermédiaires de gestion

Tableau qui présente sous forme de liste et au travers de soldes intermédiaires, le compte de résultat. Il en est le prolongement direct et permet une analyse plus fine.

Il fait apparaître les soldes intermédiaires suivants : excédent brut d'exploitation, excédent brut de fonctionnement, résultat courant non financier, résultat courant financier, résultat exceptionnel résultat net.

Trésorerie active

Ensemble des disponibilités figurant à l'actif du bilan.

Trésorerie passive

Concours bancaires courants et soldes créditeurs des banques figurant au passif du bilan à l'intérieur de la rubrique « emprunts auprès des établissements de crédit ».

Trésorerie structurelle

Différence entre le fonds de roulement net global et les besoins en fonds de roulement conformément à l'équation : Trésorerie = Fonds de roulement – Besoins en fonds de roulement.

La trésorerie structurelle correspond aux fonds qui sont gelés en permanence pour financer les besoins en fonds de roulement nets, c'est-à-dire ceux qui ne sont pas financés par les ressources en fonds de roulement.

La trésorerie structurelle est calculée à partir du bilan qui, seul, comprend toutes les dettes et toutes les créances rattachées à l'exercice.